

6/12/48

ce

SAISON 1948
S. 1948

III, 1. 1948

186 186 actions

NOTE D'ORIENTATION
- BUT D'ORIENTATION -

relative au traité de paix

à imposer à l'Al. 1948.

- M.T. III II I -

Les solutions positives inscrites dans le Traité de paix devront tenir compte de deux faits fondamentaux:

- la paix du monde est actuellement basée sur un équilibre précaire entre les blocs anglo-saxon et russe
- la paix de l'Europe, et plus particulièrement la sécurité de la France, dépendent de la solution qui sera donnée au problème des relations franco-allemandes, dans le cadre européen.

Tant que la communauté des Nations n'aura pas été réalisée ou que les Etats-Unis d'Europe n'aient pas été fondés, le risque de voir l'Allemagne jouer à son profit de l'instabilité et de l'incertitude actuelles, pour en tirer des avantages substantiels, restera latent.

Il n'y aura pas de sécurité possible tant que ce risque n'aura pas été neutralisé par la réalisation des trois conditions suivantes:

a)- Intéresser les Alliés à l'exploitation commune de l'Allemagne, en vue de la reconstruction de l'Europe, l'Allemagne étant elle-même intéressée dans une certaine mesure, à cette reconstruction; problème des réversibles.

b)- Associer à tout avantage politique ou économique consenti à l'un des blocs, un avantage de même nature à l'autre; problème politique (voir p. 18 du projet).

c)- Atténuer, autant que la permet la condition a), la valeur d'atout du monde germanique, le redressement de la France devant, à tout moment, assurer la reconstruction de l'Allemagne; problème économique et la défense nationale.

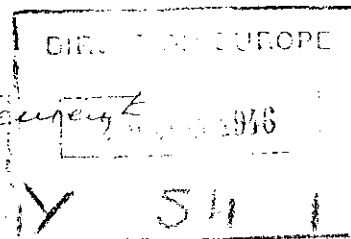
C'est à la solution de ce dernier problème que tiennent les principes énoncés dans le projet Rote d'Orange. Une attention soutenue ayant eu égard été portée à ce qu'ils n'hypothéquent pas d'avance les efforts des Alliés vers la mise en application des conditions a) et b) ci-dessus.

Il n'y aura pas de paix durable si le Traité de paix ne sanctionne l'écrasement du IIIème Reich sans préparer des bases de départ à une politique positive qui



Copie -

6/13/46



Ys Amb/

Le Ministre Plénipotentiaire
Chargé du Consulat Général de France

Entrevue avec M. ADENAUER

Son Excellence, Monsieur de SAINT - HARDOUIN
Ambassadeur de France, Conseiller Politique
du Commandant en Chef

BADEN - BADEN .

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Monsieur de WEISS, Consul Général de Suisse à Cologne m'a ménagé ce matin à Godesberg dans sa résidence privée, une entrevue avec le Dr. ADENAUER, actuellement président du Parti Démocrate chrétien (C.D.U.) de la Zone britannique.

Malgré ses 70 ans, l'ancien Oberbourgmestre de Cologne est encore très vert, très lucide et plein d'activité. Sa personnalité s'impose certainement au milieu de la médiocrité de ses adversaires politiques. Par sa culture, son expérience, sa hauteur de vues, il est à cent coudées au dessus des deux Chefs de la "Rheinische Volkspartei" avec lesquels j'ai été en contact, le Dr. OPITZ et Monsieur ALPHOFF.

Son état d'esprit m'a paru celui d'un grand libéral du régime impérial. Il aime à souligner qu'il parle en "Allemand" et en "Rhénan". Catholique, antiprussien, il pose cependant aux patriotes et croit de bon ton de critiquer avec une ironie parfois un peu lourde les autorités occupantes, surtout anglaises. On sait qu'il a eu à s'en plaindre. Visiblement il a gardé de sa destitution de maire par le G.M. britannique un profond ressentiment. Il professe plus de sympathies pour les américains et déclare, en se défendant de vouloir nous flatter, que ce sont les français qui ont jusqu'ici le mieux réussi auprès des populations allemandes dans les zones d'occupation.

Monsieur ADENAUER avait certainement songé à l'avance à la

Y44-49/286

rencontre que Monsieur de WEISS avait voulu organiser pour nous, car il avait préparé une sorte d'aide-mémoire qu'il m'a remis après le déjeuner en me priant d'en prendre aussitôt connaissance.

Vous trouverez ci-joint une traduction hâtive de ce document. Le préambule et notamment le paragraphe concernant la France témoignent d'une méconnaissance si complète de notre pays que je n'ai pu m'empêcher ~~de~~ d'en faire l'observation en termes assez vifs, soulignant les multiples et évidentes preuves de vitalité que la population de nos campagnes a fournies pendant toute la période de la Résistance. Mais, sans s'attacher aux considérants, il y a lieu de prendre connaissance des suggestions que le président du Parti chrétien-démocrate croit pouvoir faire aux représentants d'une puissance alliée concernant les solutions du problème allemand.

Ces suggestions, dont le caractère officieux et personnel n'enlève rien de leur intérêt s'inspirent nettement d'un esprit rhénan et occidental. Monsieur ADENAUER croit pouvoir préconiser un Etat fédéral rhénan qui irait des confins de la Westphalie aux frontières méridionales du Palatinat. Il souhaite que Bielefeld cesse d'être la capitale de l'Allemagne et voudrait voir placer à Bielefeld le siège des Administrations centrales, celles-ci ne devant constituer qu'un lien très lâche entre les Etats fédéraux. Enfin, il voudrait voir créé dans cet Etat deux Chambres, dont une Chambre haute où siègeraient les représentants des puissances occidentales voisines, idée singulière mais originale et neuve.

Il est vrai qu'^{elle} contre-partie de tout ce programme, apparenté à celui du parti populaire rhénan, devrait résider dans l'engagement des alliés de mettre fin à l'occupation dans un délai déterminé. Mais il est vrai aussi qu'aucune des déclarations publiques de Monsieur ADENAUER n'a jamais fait état jusqu'ici de projets aussi précis et aussi fédéralistes. Il vaut la peine d'en prendre note, moment où le Gouvernement Militaire de la Zone britannique vient de charger officiellement le Conseil consultatif allemand créé par lui d'élaborer des plans pour la réorganisation politique et administrative de l'ancien Reich.

Il résulte d'ailleurs des commentaires dont Monsieur ADENAUER a accompagné son plan que celui-ci s'inspire pour une bonne part de considérations tactiques. Resté ambitieux et vaniteux, l'ancien Bourgmestre attend son heure. Il se rend compte comme beaucoup d'autres allemands ici, qu'un certain rapprochement s'est opéré entre les thèses françaises et britanniques. Monsieur ADENAUER en voit une preuve dans le fait que le mandat confié par le G.M. de Zone anglaise au Conseil consultatif ^{exclut} expressément le problème politique de la Rhénanie et de la Ruhr...

Par ailleurs mon interlocuteur m'a paru désireux de ménager sa popularité auprès de ses électeurs et de leur apporter des solutions pouvant passer pour des succès remportés sur les thèses françaises. Convaincu que celles-ci subiront de

Il s'en réjouit au contraire espérant que toutes les atténuations qui y seront apportées pourront être présentées au public allemand comme le résultat de sa fermeté.

TRANSLATION.

ARNAL

Le 22 mai 1940, M. Arnal, ministre de l'Intérieur, a adressé la lettre suivante au Président du Conseil.

I. Le désir de réconciliation des Français avec l'Allemagne est reconnu comme entièrement légitime. Il est également reconnu qu'il ne convient pas de s'arrêter à une solution provisoire mais qu'il y a lieu de rechercher une solution constructive, de caractère durable et susceptible d'apporter enfin à l'Europe et au monde entier la collaboration dans la paix.

Direction politique générale

Les divergences entre les deux plus grandes puissances d'Amérique et la Russie soviétique, suspendues depuis longtemps, risquent de l'être à nouveau. L'Amérique et la Russie soviétique ont une communauté d'intérêts que la situation internationale ne permet pas d'ignorer. Les divergences d'opinion qui existent entre les deux pays ne doivent pas empêcher la poursuite de la coopération internationale. Les divergences d'opinion ne doivent pas empêcher la poursuite de la coopération internationale. Les divergences d'opinion ne doivent pas empêcher la poursuite de la coopération internationale.

es
ce
a-

T R A D U C T I O N .

.....

d'un aide-mémoire remis par Monsieur le Dr. ADENAUER,
ancien Oberbourgmestre de Cologne le 13 Juin 1946.

- I. Le désir de sécurité des voisins occidentaux de l'Allemagne est reconnu comme entièrement légitime. Il est également reconnu qu'il ne convient pas de s'arrêter à une solution provisoire mais qu'il y a lieu de rechercher une solution constructive, de caractère durable et susceptible d'apporter enfin à l'Europe et en particulier à l'Europe occidentale la collaboration dans la paix.

Situation politique générale

Les divergences entre les deux plus grandes puissances l'Amérique et la Russie Soviétique subsisteront encore longtemps. L'avenir de l'Empire britannique et celui de son économie ainsi que la situation intérieure de l'Angleterre sont très incertains. L'industrie anglaise a vieilli et n'est plus à même de supporter la concurrence des industries allemandes et américaines. La France est du point de vue biologique fatiguée. Par suite elle est également restée en arrière au point de vue économique. Certains phénomènes de désagrégation s'y manifestent qui s'expliquent en première ligne par la très mauvaise situation de sa population rurale. D'après les informations ^{que} les observateurs allemands bienveillants ont effectuées durant la période de l'occupation, une réforme agraire profonde est absolument nécessaire en France. La France est sous-peuplée, par suite du manque de population, les français n'éprouvent pas le besoin nécessaire de travailler. Les ressources naturelles de la France, tant dans la métropole que dans les colonies sont considérables et insuffisamment exploitées.

L'Allemagne est complètement bouleversée économiquement, politiquement et moralement. Après la débâcle il eut été facile de verser dans une forme adaptée aux intérêts de l'Europe la pâte molle que représentait l'Allemagne définitivement passée. Depuis lors 3 grands partis politiques se sont formés: le parti communiste, le parti social-démocrate et le parti chrétien-populaire (C.D.U.) Les communistes et les socialistes font campagne en faveur d'une Allemagne centralisée, les premiers parce qu'ils sont dirigés par la Russie et les autres parce que le vieil esprit prussien vit en eux. La majeure partie d'adhérents du C.D.U. sont originaires du sud-est et du sud-ouest de l'Allemagne c'est-à-dire le régime qui depuis toujours a été favorable non au prussienisme et à la centralisation mais au fédéralisme. Bien que l'Allemagne actuellement

1) souffre cruellement de la faim et bien que (en particulier si cette situation
doit durer longtemps) des millions d'allemands soient exposés à mourir de cette
famine, la majeure partie de la population allemande surmontera vraisembla-
blement cette période et le peuple allemand n'en jouera pas moins un jour
avec ses très bonnes et ses très mauvaises qualités un rôle extrêmement impor-
tant en Europe. Pour l'instant l'Allemagne est divisée en deux parties: la Zo-
ne russe à laquelle il y a lieu au fond d'inclure Berlin d'une part et les
zones britannique, française et américaine d'autre part. Ces deux grandes zones
s'éloignent l'une de l'autre avec une effrayante rapidité au point de vue de
leur structure économique et politique. Dès maintenant on peut dire, quelle
que soit l'évolution de la politique russe, que comme il y a 700 ans et même
auparavant l'est de l'Allemagne devra être à nouveau civilisé par l'Allemagne
occidentale, et cela aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine
intellectuel. Dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe une entente et une
étroite union entre l'Angleterre et la France sont absolument nécessaires.
Il faut que ces deux pays prennent la direction des affaires en Europe. Or le
but de toute action en Europe doit être: la constitution des Etats-Unis d'Eu-
rope ou d'un organisme analogue. Il y aurait lieu d'envisager s'il serait uti-
le ^{de} commencer par l'union d'une partie de cette Europe et peut être seulement
sur le plan économique (Zollverein).

II. Une solution par la force du problème de sécurité posé ~~par~~ les voisins oc-
cidentaux de l'Allemagne ne sera jamais durable. C'est pourquoi les ^{en} moyens
suivants pour résoudre ce problème de sécurité ne saurait entrer en ligne de
compte

- 1) séparation des territoires,
- 2) occupation perpétuelle.
- 3) mise en esclavage de la population allemande par le travail sous une forme
quelconque.

III. Solutions à envisager:

- 1) l'Allemagne ne subira, et ~~assez~~ particulièrement à l'est, que des rectifica-
tions de frontières légères: Motif: son surpeuplement la force à une expen-
sion économique ou politique. Incapacité de la Russie et de la Pologne d'ex-
ploiter les territoires allemands qu'elles occupent
- 2) suppression des zones, aussi longtemps que cela sera nécessaire un conseil
de contrôle commun sera établi pour l'ensemble de l'Allemagne.
- 3) l'Allemagne deviendra un état fédéral aussi fortement décentralisé que pos-
sible. L'autorité centrale ne recevra que les pouvoirs qui lui seront absolu-
ment nécessaires pour le maintien de l'ensemble. Le siège de l'Autorité cen-
trale devra être déplacé vers l'ouest ou le sud-ouest.

- 3 -

l'ouest. C'est pourquoi il importe de créer un Etat fédéral de l'Allemagne occidentale qui comprendra: toute la Rhénanie, la Westphalie éventuellement aussi Osnabruck, la Hesse rhénane, le Palatinat rhénan et au moins une partie de la Hesse-Nassau.

5) Pour le statut de cet Etat les points suivants sont d'importance:

- a) système de deux chambres,
- b) Le bassin de la Ruhr devant se trouver dans cet Etat, les états étrangers devront y entretenir des représentations économiques avec des compétences appropriées. Il en résulterait forcément la réciprocité avec des conséquences politiques que celle-ci comporterait.
- c) Si les voisins occidentaux de l'Allemagne croient ne pas pouvoir renoncer à contrôle spécial de cet Etat la durée et l'importance de ce contrôle devront être limitées d'une façon précise. Il y aurait lieu d'examiner si après une certaine période transitoire, ce contrôle ne devrait pas être remplacé par l'envoi de représentants des Etats intéressés dans la première chambre.
- d) la durée de l'occupation devra être limitée.

6) La seule phase durable d'une solution constructive susceptible d'apporter la paix à l'Europe réside dans l'union intime et réciproque sur le plan économique de l'Allemagne et en tout cas de l'Allemagne occidentale avec la Hollande, la Belgique le Luxembourg la France et l'Angleterre. Il y aurait lieu d'examiner la question de la création de chambres économiques communes.

IV - Si la solution esquissée au § III devenait impossible du fait de la position de la Russie, il faudrait appliquer les mesures prévues au § III aux 3 zones occidentales. Les dispositions prévues au § 10) 2 à 6 seraient valables pour cette partie de l'Allemagne.

Les Etats-Unis, par contre, espèrent que, en finan-
çant et en consolidant le secteur privé de l'ouest, et en
accusant la personnalité économique des "Länder", ils parvien-
draient malgré les servitudes de l'unité et le poids des
administrations centrales à différencier dans le sens d'un
bien-être supérieur le climat des zones occidentales et à
y édifier en quelque sorte un réseau de fortifications en
profondeur qui résisterait victorieusement à la poussée venue
de l'est .

On peut dire que pour les Américains, le maintien
d'un réseau très morcelé d'unités économiques, soit privées
soit incluses dans des socialisations locales, tient dans
leur lutte contre l'expansion soviétique la même place que
tient à nos yeux le fédéralisme dans notre lutte contre la
renaissance militariste d'un 4ème Reich centralisé .

Quoi qu'il en soit, et quelque pénible que puisse
être pour la France cette constatation, nous voyons se rédui-
re chaque jour les chances que nous avons, il y a quelques
mois, de faire prévaloir dans l'intégralité de ses principes
et de ses visées, notre politique allemande . Une situation
nouvelle s'est créée dont il n'est plus en notre pouvoir de
modifier l'orientation, et qui remet en question la validité
de nos positions actuelles .

Certes, notre "repli" et notre particularisme de
zone ont leur côté "payant" . Pour ne rappeler que deux chif-
fres éloquents , ils nous ont permis, loin de tout contrôle
allié , de prélever en un an sur les ressources de notre
zone pour la seule alimentation des Français qui y résident
un volume de denrées d'une valeur de 222 millions de marks
et de réaliser, en paraissant ignorer d'ailleurs les accords
souscrits à Berlin , un bénéfice de 40 millions de dollars
né de la différence entre le prix d'achat des marchandises
allemandes que nous importons et le prix mondial - différen-
ce que nous nous approprions, alors qu'elle devrait être portée
à l'actif de la balance des comptes de la zone .

./.....

11/2/47

Sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique, il faut d'autre part proposer comme objectif, aux Alliés et aux Allemands eux-mêmes, l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe. Sans doute s'agit-il de l'Europe occidentale et de l'Allemagne occidentale seulement. Ce sont les conditions du moment. Mais l'Europe est le seul espoir qui, en dehors du Reich, s'offre au monde germanique, et c'est aussi pour les vainqueurs d'hier le seul moyen de donner vie et consistance à l'Allemagne politiquement décentralisée, mais économiquement prospère, qu'ils doivent se proposer comme objectif.

Après cette guerre, comme après la dernière, le peuple allemand voudra être placé de nouveau sur un pied d'égalité avec les autres peuples européens. Ceux-ci ne peuvent l'accepter si l'égalité des droits, s'ajoutant à l'inégalité des moyens, conduit à mettre en péril leur sécurité. L'égalité des chances peut au contraire être offerte sur le plan non de la puissance, mais du travail et de l'économie. Empêcher le Reich de se reconstituer, admettre l'Allemagne, pour le moment les pays allemands de l'Ouest, dans une organisation européenne fondée sur la liberté des échanges et la solidarité des intérêts, c'est un programme que nous pouvons proposer aux Allemands et qui sera préférable pour eux à un programme d'aventure et de revanche fondé sur la reconstitution de leur puissance politique et militaire.

o
o o

From: Minister MB → Koenig 2 Jan 47
4/298 draft instructions

- 7 -

Sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique, il faut d'autre part proposer comme objectif, aux Alliés et aux Allemands eux-mêmes, l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe. Sans doute s'agit-il de l'Europe occidentale et de l'Allemagne occidentale seulement. Ce sont les conditions du moment. Mais l'Europe est le seul espoir qui, en dehors du Reich, s'offre au monde germanique, et c'est aussi pour les vainqueurs d'hier le seul moyen de donner vie et consistance à l'Allemagne politiquement décentralisée, mais économiquement prospère, qu'ils doivent se proposer comme objectif.

Après cette guerre, comme après la dernière, le peuple allemand voudra être placé de nouveau sur un pied d'égalité avec les autres peuples européens. Ceux-ci ne peuvent l'accepter si l'égalité des droits, s'ajoutant à l'inégalité des moyens, conduit à mettre en péril leur sécurité. L'égalité des chances peut au contraire être offerte sur le plan non de la puissance, mais du travail et de l'économie. Empêcher le Reich de se reconstituer, admettre l'Allemagne, pour le moment les pays allemands de l'Ouest, dans une organisation européenne fondée sur la liberté des échanges et la solidarité des intérêts, c'est un programme que nous pouvons proposer aux Allemands et qui sera préférable pour eux à un programme d'aventure et de revanche fondé sur la reconstitution de leur puissance politique et militaire.

o

o o

From: Minister MB → Koenig 2 Jan 47

Y/298 draft instructions

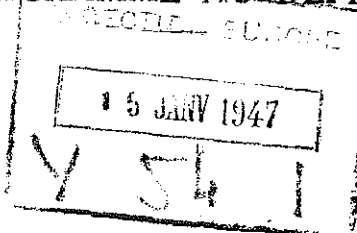
SECRET

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

CHIFFREMENT

CABINET DU MINISTRE

092 11/3/47
TÉLEGRAMME AU DÉPART



Paris, le 13 janvier 1947 à 18 heures.

Ambassade, MOSCOW - 102 à 111

Ambassade, WASHINGTON - 171 à 180

(3) Entretien avec le Maréchal.

Vous indiquerez au Généralissime que le Gouvernement Français vous a donné pour instructions de solliciter un entretien de sa part sur le problème allemand, et qu'il souhaiterait procéder, selon l'esprit même de notre pacte d'alliance de 1944, à un échange de vues aussi approfondi que possible sur cette question avec le Gouvernement Soviétique avant les prochaines conversations qui doivent s'ouvrir à Moscou.

Vous pourrez lui rappeler que, par le texte même du traité d'alliance franco-soviétique, nous nous sommes engagés "à prendre d'un commun accord toutes mesures nécessaires pour éliminer toute menace provenant de l'Allemagne" (art. 3), et que nous avons convenu "de nous donner l'un à l'autre toute l'assistance économique possible après la guerre en vue de faciliter la reconstruction des deux pays" (art. 6).

....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

CHIFFREMENT

- 2 -

C'est sur la base de ces dispositions qu'il conviendrait d'aborder entre nous les problèmes essentiels qui vont se poser à propos de l'Allemagne.

Le dernier de ces problèmes est évidemment celui de la fixation des frontières de l'Allemagne.

Le Gouvernement Soviétique n'ignore pas que, dès le lendemain de Potsdam, et bien que nous ayons été tenus à l'écart de ces conversations, nous n'avons pas élevé d'objection de principe à l'égard du tracé des nouvelles frontières orientales de l'Allemagne. Le Gouvernement Français est prêt à aller plus loin dans cette voie et à soutenir en principe, au cours des prochaines négociations, le point de vue de l'U.R.S.S. et de la Pologne concernant cette question. Je rappelle, toutefois, que nous n'avons pas encore d'information précise sur le tracé de la frontière revendiquée par la Pologne.

Il est évident cependant que l'opinion française ne comprendrait pas que le Gouvernement Français adopte une telle position et que nos alliés soviétiques ne soutiennent pas le point de vue français en ce qui concerne la Sarre. Les projets français relatifs à la Sarre ont été exposés au Gouvernement Soviétique à plusieurs reprises et le Gouvernement Français est prêt à lui donner à ce sujet de plus amples éclaircissements.

Le deuxième problème essentiel, qui devrait faire l'objet de nos échanges de vues, est celui des réparations, auquel l'U.R.S.S.

...

AFFAIRES ETRANGERES

TELEGRAMME AU DEPART

CHATELAIN

- 3 -

attache avec juste raison une extrême importance et dont M. VOLOTOV a récemment entretenu M. CLOUVE de MORVILLE. La France n'ignore pas à quel point le peuple soviétique a été éprouvé par la guerre et avec quelle énergique volonté il a entrepris de reconstruire ses usines et de restaurer son économie. Elle a, de son côté, des préoccupations parallèles, consécutives aux dévastations qu'elle a subies du fait de la guerre et elle désire que rien ne soit négligé pour que l'U.R.S.S. reçoive des réparations proportionnées à ses sacrifices. Elle estime enfin, comme l'Union Soviétique, que la solution du problème des réparations doit être recherchée, compte tenu de notre préoccupation commune en matière de sécurité.

Le Gouvernement Français serait donc pour sa part disposé à ce que des experts soviétiques et français examinent dans quel domaine le niveau de l'industrie allemande, tel qu'il a été fixé à Berlin, pourrait être modifié pour permettre la réalisation d'un plan de réparation sur la production courante, sans risquer de mettre en danger la sécurité des Etats qui ont été victimes de l'agression allemande. S'il nous apparaît que le potentiel d'industries-clés, comme la sidérurgie, ne pourrait être augmenté sans danger, certaines industries de transformation pourraient plus facilement être développées et contribuer à la restauration de nos économies dévastées.

Une position commune au sujet des réparations devrait pouvoir être définie entre nous, dans l'esprit de l'article 6 du

pacte de 1944. Il est néanmoins capital que cette politique ne vienne point contredire le sens de notre alliance qui est d'empêcher une résurrection du militarisme allemand. Le peuple français ne pourrait concevoir que ses dirigeants consentent à reconstituer le potentiel industriel et militaire de l'Allemagne à un niveau dangereux pour la paix, même en échange d'avantages immédiats.

La réalisation du désarmement militaire et économique de l'Allemagne ne pourra être durable que si des dispositions sont prises pour en assurer de manière permanente le contrôle international, et le Gouvernement Français a déjà fait connaître au Gouvernement Soviétique l'importance qu'il attache à soumettre la région rhéno-westphalienne, qui constitue le principal arsenal de l'Allemagne, à un régime particulier de contrôle économique.

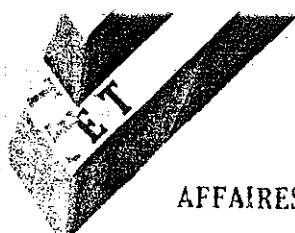
Le Gouvernement Soviétique, de son côté, s'est prononcé à plusieurs reprises pour que la Ruhr soit placée sous un contrôle international. Un nouvel échange de vues pourrait avoir lieu pour préciser les positions qui nous sont communes à ce sujet et pour étudier les garanties que chacun de nos deux pays peut légitimement demander à inclure dans le régime envisagé, afin de répondre aux exigences de sa sécurité.

Enfin, nous verrions l'avantage à aborder, avec nos alliés soviétiques, l'étude de l'organisation politique de l'Allemagne dans l'avenir. Cette étude serait la conclusion naturelle

des solutions envisagées pour les autres questions. Dans notre esprit, comme dans celui du Gouvernement Soviétique, il s'agit de transformer l'Allemagne en un Etat démocratique et pacifique. Les conceptions que le Gouvernement Français a faites siennes pour arriver à ses fins, et qu'il va d'ailleurs exposer en détails dans un mémoire qui sera remis incessamment au Gouvernement Soviétique, ainsi qu'aux Gouvernements Américain et Britannique, visent à éviter la reconstitution d'un Etat allemand centralisé dans lequel les idées pangermanistes risqueraient de s'affirmer à nouveau aux dépens de la tranquillité mondiale. Il s'agit d'assurer leur libre développement aux institutions démocratiques dans le cadre d'Etats allemands, reconstitués sur des bases politiques et économiques raisonnables et capables de préserver leur individualité. Rien n'empêche de concilier une organisation d'ensemble de l'économie allemande et l'exécution d'un plan de réparations avec une décentralisation politique accentuée. Ce plan ne répond pas à un désir de démembrer l'Allemagne, et de nombreux exemples, tels celui de l'U.R.S.S., des Etats-Unis d'Amérique ou de la Confédération Helvétique, dont il est en partie inspiré, prouvent qu'un fédéralisme bien conçu est compatible avec la prospérité d'un état moderne et démocratique.

Il est sans doute possible de rechercher également sur ce problème une formule d'accord.

Des mémoires vous seront incessamment adressés sur ces



AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- 987

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

CHIFFREMENT

- 6 -

différents points, en vue de vous permettre de poursuivre avec les services la discussion dont les grandes lignes auront été indiquées dans cet entretien préliminaire./.

°°
- Léon BLUM -

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIFFUSION :

2/18/47
184
TELEGRAMME A L'ARRIVEE

DE MINUTEMENT
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
PRÉSIDENCE DU CONSEIL M.D.
CABINET
M. CHAUVEL
DUPLICATA./.

MOSCOU, le 18 Mars 1947 - 21 h.

Reçu le 19 Mars 1947 - 7 h.

R E S E R V E

N° 854 à 861

TRES SECRET.

COMO 44.



J'ai eu hier au Kremlin avec le Généralissime Staline un
entretien qui a porté sur les aspects généraux du problème allemand.

J'étais accompagné du Général Catroux; le Généralissime
Staline avait à ses côtés M. Molotov.

J'ai indiqué dès l'abord que la question essentielle demeu-
rait celle de l'organisation politique de l'Allemagne(.) Sur ce point,
nos vues divergeaient nettement de celles du Gouvernement soviétique.
Le fédéralisme préconisé (par nous) n'était (peut-être) pas un remède
universel mais il avait l'avantage capital de retarder notablement
retour éventuel des malheurs que nos deux peuples connaissaient trop
bien.

Le Généralissime m'a répondu (en) parlant de la (Sarre).
A son avis la question de la (Sarre) serait facile à résoudre si une
communauté de (vues) s'établissait entre nous au sujet des réparations.

J'ai indiqué que nos conceptions en ce domaine n'étaient
as très éloignées de celles de l'URSS, mais qu'à nos (yeux) question
arroise ne se posait pas. La Sarre devait être intégrée à l'Economie
çaise, nous ne connaîtrions personne qui mit la chose en doute.

Le Généralissime Staline affecta alors d'exposer ses
sur l'unité allemande. Il fallait (que) celle-ci fût (divisée)
admis

.....

- 2 -

par les alliés eux-mêmes de façon (à ne) jamais perdre contrôle du Gouvernement et de l'opinion allemands. Le fédéralisme affaiblirait peut-être l'Allemagne pour quelques années, mais il permettrait aux milieux nationalistes de mener en faveur de l'unité une (campagne) susceptible de réveiller esprit d'agression.

Si le point de vue soviétique n'était pas accepté à la Conférence, il n'y aurait d'autre ressource que de s'en remettre au peuple allemand qui devrait être consulté par plébiscite sur la forme de Gouvernement qu'il entend (adopter). Comme je rappelais à mon interlocuteur que la France acceptait idée d'un Gouvernement fédéral allemand à (condition) que les pouvoirs de celui-ci fussent raisonnablement limités, celui-ci m'a indiqué qu'il ne désirait pas voir établir un Gouvernement qui ne serait qu'une " boîte aux lettres ". Le Gouvernement allemand serait dans la main des alliés dans la mesure justement où il serait fortement centralisé et où le peuple allemand serait rééduqué. Il faudrait au moins 30 ans pour mener à bien cette tâche et l'(occupation) de l'Allemagne devrait peut-être se prolonger encore pendant une période assez longue.)

Je déclare.
(Il) déclara que ces dernières mesures (étaient) excellentes en elles-mêmes. Elles ne supprimaient pas cependant la nécessité de garanties plus (concrètes). L'alliance franco-soviétique était pour nous d'une importance fondamentale, mais elle ne prendrait tout son prix qu'après solution de problèmes comme ceux de la Sarre, de la rive gauche du Rhin et de la Ruhr.

.....

- 3 -

(La) question (de la) Sarre ne se posait pas. Celle (de la) rive gauche (du) Rhin consistait à notre avis dans la nécessité pour la France de maintenir sur le Rhin des troupes destinées à assurer notre sécurité et celle de nos alliés. Pour la Ruhr enfin, nous avons présenté un plan détaillé et nous devions pouvoir nous entendre puisque nous reconnaissons que les richesses de la Ruhr devaient être mises à la disposition de toutes les puissances victorieuses.

Le Chef du Gouvernement soviétique m'a répété (que la) question de la Sarre demeurerait en suspens. La rive (gauche) du Rhin présentait évidemment pour la ~~colonie~~^{France} un grand intérêt. Notre pays devait à son avis pouvoir s'opposer en cas de danger au franchissement (du) Rhin par les Allemands. Pour la Ruhr elle devait être placée sous un contrôle quadripartite. Il était évident que les Anglais cherchaient (à) demeurer maîtres de cet atout et s'efforçaient de retarder (une) solution. Un partage égal des voix à la Conférence les amènerait certainement à réfléchir.

J'ai marqué que pour nous le problème **essentiel** était celui (du) charbon. Nous désirerions que l'acier soit produit en France (ou) dans les pays alliés. A ce prix nous admettrions un relèvement du niveau de l'industrie légère allemande mais à ce (prix) seulement.

A la fin de l'entretien le Généralissime est revenu encore une fois mais sans plus de succès sur la question sarroise. Il a affirmé (son) désir (aider) la France par tous les moyens. C'était dans l'intérêt de l'URSS puisque la France était auparavant la seule puissance militaire du Continent./.

BIDAULT

REPUBLICQUE FRANÇAISE

Consulat Général de France

en Rhénanie du Nord et en Westphalie

(Zone britannique)

Dusseldorf-Benrath, le 25 Mars 1947

M. P. A. ARNAL

Ministre Plénipotentiaire
chargé du Consulat Général

à

Son Excellence, M. Adenauer, Chancelier de l'Allemagne

Fédérale de l'Allemagne, Conseiller Fédéral de
l'Allemagne, au Gouvernement fédéral

Hôtel Bremner

BADEN-BADEN.

N° 112

a/s Visite au Dr. ADENAUER

Je suis allé rendre visite au Dr. ADENAUER, chef du parti chrétien-démocrate, de la zone anglaise, le 22 mars, chez lui.

Il faut situer l'homme dans son milieu. L. Adenauer habite une agréable villa de ROSENROTH, village au sud de BONN mais sur la rive droite du Rhin, soit à 80 km environ en amont de Dusseldorf. Accrochée aux pentes d'un coteau des "Sieben Gebirge" et dominée par un piton rocheux qui porte la ruine d'un vieux bourg (le Brachentals) cette maison est tournée vers le fleuve, les collines boisées et les pittoresques agglomérations qui le bordent. De ses fenêtres on découvre par delà le trafic incessant des chalands, la trouée de Remagen et les montagnes de l'Eifel du sud, et vers le nord les clochers de Bad-Nodesberg et de Bonn.

Le beau paysage rhénan est le cadre où évolue et où se sent à l'aise l'ancien Oberbourgmestre de Cologne. Certes malgré ses 72 ans il reste actif et n'a pas à porter aux quatre coins de la zone britannique la propagande de son parti. Mais c'est toujours sur les bords de son fleuve qu'il revient avec prédilection. Visiblement c'est là qu'il se sent dans son véritable élément. Aussi n'est il pas exagéré de prétendre que ce milieu a exercé et exerce encore sur la pensée et l'orientation politique de L. Adenauer une influence déterminante qui explique en grande partie ses réactions en présence des grands problèmes intéressant l'Allemagne.

Les thèmes de notre conversation ont été nombreux: pour parler du CDU avec les autres partis en vue de créer un front commun, l'absence de Moscou, fédéralisme et centralisation, politique intérieure et socialisme etc. On peut dire que l'opinion de L.

ces points est presque entièrement dominée par une idée maîtresse: l'Orientation vers l'ouest. Ce vieil homme politique tourne délibérément le dos à l'Est de son pays et à Berlin. Pour lui, l'ouest de l'Allemagne, la vallée du Rhin et ses grandes métropoles, Cologne, Francfort, Wiesbaden, ouvertes sur l'horizon français sont les centres autour desquels doit se cristalliser l'Allemagne nouvelle.

Certes je m'en doutais avant d'aborder à nouveau M. Adenauer (l'on se rappellera la note qu'il me remit en Juin 1946 sur la formation d'un Etat occidental allemand). Mais il était intéressant de savoir comment M. Adenauer avait évolué et s'il restait fidèle aux idées qu'il m'avait développées.

I. Dès mon arrivée je saisis le prétexte d'une note publiée par la presse et indiquant que les médecins ont prescrit à M. Adenauer de ménager sa santé, pour lui demander si c'est à cette indisposition qu'est dû son éloignement de Berlin au moment où s'y sont engagées des pourparlers entre les chefs de partis en vue de la création d'une sorte de représentation de tous les partis allemands, ou s'il s'agit d'une maladie diplomatique.

M. Adenauer, tout en disant qu'il s'est en effet senti fatigué ces derniers temps, s'empresse d'ajouter que cette indisposition réelle a servi ses propres projets. Il confirme qu'il désapprouve entièrement l'initiative de son collègue de Berlin Jacob Kaiser et critique sa "naïveté". A son avis c'est vouloir la quadrature du cercle que de tenter de réaliser en ce moment une entente avec le SED. "M. Kaiser, dit-il, ne se méfie pas assez des communistes. Il est d'ailleurs trop berlinois, donc trop inféodé aux Russes. Les propositions de constitution d'un front commun entre Sociaux-démocrates de l'ouest et le parti unifié de la zone soviétique ne pouvaient qu'aboutir à un échec. Tant que les socialistes de M. SCHUMACHER ne seront pas admis sur pied d'égalité par les Russes dans leur zone, un accord avec eux est impossible. M. Jacob Kaiser aurait dû le comprendre et comprendre aussi que le parti unifié, instrument de la politique russe ne fera de concessions aux conceptions démocratiques de l'occident que si les Russes renoncent à leur politique en Allemagne, ce qui pour le moment paraît être exclu". Et non sans quelque aigreur mon interlocuteur me révèle que l'initiative de M. Jacob Kaiser a été lancée sans qu'il fut lui, Adenauer, consulté ni sans que le comité directeur de son parti ait eu le temps d'en délibérer.

II. Ces dernières observations conduisent tout naturellement la conversation au chapitre de la conférence de Moscou. M. Adenauer n'attend que des résultats médiocres de cette conférence. On ne s'y mettra pas d'accord. On n'y conclura pas de traité avec l'Allemagne.

On n'y mettra pas d'accord parce que les plans des Russes sont

en contradiction avec ceux des alliés. Pour qu'une entente intervienne il faudrait que Moscou renonçât à une politique dont la tradition remonte à plus de 100 ans. Politique très dangereuse pour l'Europe et notamment l'Europe occidentale, car elle est fondée sur une sorte de communauté des intérêts germano-russes. Et M. Adenauer de rappeler les contacts entre les Etats-Majors allemands et soviétiques avant la guerre et l'orientation russe de certains milieux allemands. Cette orientation existe encore dit-il, elle est exploitée par les Russes dans leur Zone et à Berlin, par où Moscou espère dominer le reste de l'Allemagne. M. Adenauer va jusqu'à soupçonner l'URSS d'avoir à dessein refoulé les millions d'allemands déportés vers l'ouest pour créer dans les zones occidentales de l'Allemagne un trouble profitable à la propagande communiste et favorable à une intervention ultérieure des Soviets.

Mais l'on ne conclura pas non plus de traité avec l'Allemagne, me dit M. Adenauer parce que les Puissances autres que les Russes ne sont pas encore arrivées à la sérénité propre à l'élaboration d'une paix raisonnable et susceptible s'être signée par un gouvernement allemand central ou une Représentation quelconque des Partis allemands. En France subsiste une haine qui interdit encore tout rapprochement politique et économique pourtant si nécessaire et que M. Adenauer a toujours préconisé. Quant à l'Angleterre ses difficultés financières et la peur de la concurrence commerciale allemande l'aveuglent au point qu'elle en oublie ses véritables intérêts. Seuls les Etats-Unis font preuve de sagesse - estime M. Adenauer. Ils ont étudié sérieusement le problème allemand. Leurs experts - souvent excellents - font preuve d'objectivité et de compréhension. C'est vers eux que les Français devraient se tourner et c'est eux qu'il faut convaincre si l'on veut aboutir à des résultats concrets.

III - Il y a donc d'après M. Adenauer, des probabilités pour que l'Allemagne reste divisée pendant longtemps encore en deux blocs fermés à l'influence de l'un et de l'autre, deux blocs, deux civilisations, deux idéologies. Les partis démocratiques continueront d'être malmenés en zone soviétique et l'occident menacé des tentatives expansionnistes du communisme.

Dans ces conditions il est infiniment préférable que les Puissances n'élaborent pas un véritable "traité" à soumettre à la signature de l'Allemagne. Ce traité serait inacceptable et aucun parti allemand ne pourrait le signer sans se discréditer à jamais. Mieux vaudra imposer à l'Allemagne un "statut". Sans doute contiendra-t-il des dispositions plus dures qu'une paix négociée, mais ce statut que l'Allemagne n'aura pas

volontairement accepté vaudra mieux que n'importe quelle convention engageant la responsabilité des hommes politiques allemands. Ceux-ci s'emploieront évidemment à obtenir l'allègement des charges qui pèseront sur le pays. mais ainsi auront-ils moins à craindre cette propagande dangereuse que les nazis engagèrent contre les signataires du "Dictat" de Versailles et qui leur servit de tremplin électoral et d'arme redoutable contre la démocratie de Weimar..

IV. Répondant à mes questions sur les conceptions du CDU au sujet du statut futur de l'Allemagne, M. Adenauer me répond que son parti est le plus fédéraliste des partis allemands. Il désire l'établissement d'un Etat fédéral (Bundesstaat) et il tient à me préciser en quoi ce Bundesstaat se distinguera de l'Empire bismarckien tel qu'il existait en 1914. A l'époque, dit M. Adenauer, en dépit de l'autonomie assez large que la convention de 1871 avait laissée aux Etats fédérés, l'unité allemande s'était faite au profit d'un seul entre eux, la Prusse. Et M. Adenauer de s'élever contre le rôle néfaste joué à l'époque par le hobereau prussien qu'était Bismarck. La Prusse étant aujourd'hui disloquée, les Länder qui constitueront l'Allemagne jouiront d'une égalité complète des droits au sein du nouveau Reich. D'autre part il conviendra surtout de leur accorder et de leur assurer par la constitution une entière autonomie financière et de leurs ressources fiscales. M. Adenauer insiste tout particulièrement sur ce point qui lui paraît capital et sans lequel il ne peut y avoir de fédéralisme. C'est aux Diètes de chaque Land qu'il conviendra de décider l'attribution des ressources financières du Pays et d'en disposer dans l'intérêt commun si elles le jugent convenable. Ainsi sera utilement freinée la puissance du gouvernement central du Reich.

Sur ce sujet particulièrement, comme sur d'autres que je passe sous silence afin d'alléger le récit, je fais des objections à M. Adenauer et souligne le renforcement manifeste des courants centralisateurs et unitaristes. Au fur et à mesure que nous nous éloignons de la période initiale de 1945 les fils paraissent se renouer entre les parties de l'Allemagne disloquée. Ils se rejoignent peu à peu à Berlin et c'est à nouveau là bas que les hommes politiques et les experts reprennent l'habitude de se réunir. Est-ce que Berlin va donc redevenir la capitale du Reich?

M. Adenauer réagit avec vigueur à cette attaque. "Ne vous faites pas d'illusions, me réplique-t-il. L'activité politique dont paraît faire preuve Berlin est toute fictive. Elle ne répond nullement aux vues et aux tendances de la majorité des Allemands. Si un référendum avait lieu aujourd'hui pour demander au pays où doit être la capitale de l'Allemagne, ce n'est qu'une mi-

norité qui voterait pour Berlin. Et savez-vous, ajoute-t-il, à quoi est due l'activité politique de Berlin? Uniquement à la ^{présence} ~~puissance~~ de la Commission de Contrôle et à celle de ses services. Supprimez les, et vous aurez Berlin, d'ailleurs aux trois quarts détruit, retomber dans sa léthargie".

V. Pour M. Adenauer l'avenir de l'Allemagne n'est pas à Berlin où la Zone soviétique et les Russes domineront pour longtemps la vie politique. Il est à l'ouest. L'ancien Oberbourgmestre de Cologne reste fidèle à sa conception d'un grand Land occidental qui engloberait tous les pays rhénans jusques et y compris le Palatinat, la Ruhr et la Westphalie. Ce territoire laisserait de côté la Basse-Saxe avec Hambourg, le Schleswig-Holstein, et bien entendu les Pays du Sud, Wurtemberg, Bade et Bavière. Cet Etat de l'ouest aurait pour mission particulière de s'appuyer aux Puissances occidentales, France, Belgique, Hollande, Angleterre, profondément ancrées comme l'Allemagne rhénane dans la tradition romano-chrétienne.

Sur ce thème M. Adenauer est intarissable. On sent que c'est l'idée cruciale de sa doctrine, le mobile de toute sa vie. Il semble si pleinement pénétré de cette idée qu'on a l'impression, qu'après tout il se résignerait assez facilement à cette division de l'Allemagne en deux blocs, dont il prévoit que l'attitude soviétique prolongera longtemps la durée.

Il croit que seules des concessions à la Russie sur le plan du contrôle international de la Ruhr (par exemple une ^{offre de} participation qui pourrait leur être faite par les Anglais) seraient de nature à faire accepter à l'URSS la fusion de sa zone avec les autres. Mais cette hypothèse lui paraît tout de suite irréalisable, car le gouvernement britannique consentira, à son avis, difficilement à accorder un droit de regard aux Russes sur le Bassin industrie de la Ruhr si lui-même n'est pas admis à participer au contrôle de l'industrie silésienne. Enfin le point d'appui que la propagande communiste obtiendrait grâce à la présence des Russes dans la Ruhr apparaîtrait comme trop dangereux aux Anglais pour qu'ils y puissent consentir.

Ainsi tout fortifie M. Adenauer dans son opinion sur la division durable de l'Allemagne en deux sphères d'influence.

Non pas qu'on puisse le soupçonner de séparatisme. Il n'a rien d'un Dr. DORTEN et chez lui le sentiment national allemand reste, certes puissant, mais aujourd'hui que semblent se matérialiser en deux territoires distincts et s'affronter dans les faits les deux grandes tendances qui depuis près de cent ans se disputent la politique extérieure de l'Allemagne, orientation vers l'ouest et orientation vers l'est, M. Adenauer personifie la première avec une logique et une suite dans les idées qui risquent de la rendre suspect à ses

adversaires socialistes et communistes.

VI - Que pense M. Adenauer des prochaines élections au Landtag du Land Rhénanie du Nord - Westphalie?

A cette question, mon interlocuteur répond qu'à son avis les communistes gagneront des voix dans la Ruhr, leur propagande s'étant développée dans les usines, en raison de la misère, de la crise alimentaire et du froid. Les socialistes perdront quoiqu'ils jouissent de la sympathie des Anglais, au profit des communistes. Le CDU maintiendrait ses positions et gagnerait même au dépens du Néo-centre catholique.

M. Adenauer attache une grande importance au point de vue du résultat de la campagne électorale à l'action de M. Hoover en faveur du ravitaillement de l'Allemagne. Si les U.S. parviennent à réaliser une action de secours efficace, le succès de l'élément communiste sera médiocre. Il souhaite donc, cela va sans dire, le succès des efforts américains en faveur du peuple allemand.

Résumons les idées de M. Adenauer :

- 1^o - Les partis allemands des 3 zones occidentales n'ont aucune chance de s'entendre avec le parti socialiste unifié (SMI) de la Zone russe, parce que celui-ci est entre les mains des Russes.
- 2^o - Les Puissances n'ont aucune chance de s'entendre avec les Russes sur la fusion des quatre zones tant que ceux-ci n'auront pas renoncé à leur politique traditionnelle en Allemagne ce qui paraît exclu, car ils ne sauraient se renier eux-mêmes.
- 3^o - La participation des Russes au contrôle international de la Ruhr représenterait peut être pour eux une concession de nature à les amener à accepter la fusion des quatre zones, ^{mais} les Anglais ne paieront pas de ce prix l'unification de l'Allemagne.
- 4^o - A moins qu'un miracle ne se produise à Moscou les Puissances resteront donc sur leurs positions et l'Allemagne continuera d'être partagée comme l'Europe elle-même en deux grandes zones l'occidentale dominée par les Puissances démocratiques et libérales, l'orientale dominée par la Russie totalitaire.
- 5^o - Dans cette hypothèse, il conviendrait que l'Allemagne occidentale s'organise sans les territoires de l'Est et trouve son équilibre adossée aux Puissances occidentales, dont elles partagent les traditions, la culture et les aspirations politiques et démocratiques.
- 6^o - En ce qui concerne la conclusion de la paix, M. Adenauer préfère voir imposer à l'Allemagne un "statut" plutôt qu'un "traité". A son avis un "statut" non signé par une Russie à "améliorer" qu'un acte libéral et dicté.

part il aura l'avantage de ne pas discréditer les Partis allemands, à l'inverse de ce qui se passerait si ceux-ci devaient mettre leur signature au bas d'un traité dûment négocié ./.

P. A. ARNAL

Communiqué au Département

Copies pour Berlin

Cabinet du Commandant en Chef

Berlin le 9 août 1947

296

G.F.C.C.
Division des Finances
PLB/ CR
7232 /FIN

le Directeur au Ministère des
Finances
Chef de la Division finances du GFCC

A
M. Le GI de division NOIRET
ADJT AU CDT en chef pour le GFCC

CONSEQUENCE D'UN ECHEC EVENTUEL D' LA CONFERENCE DE LONDRES
sur le plan financier et sur l'ORGANISATION ANGLO-AMERICAINE
EN ALLEMAGNE -

Je me suis entretenu ces jours derniers avec mes collègues anglo-américains des conséquences que pourrait avoir un échec de la Conférence de Londres sur le plan financier et sur l'organisation des Gouvernements Militaires Britanniques et Américains en Allemagne.

Mes collègues, et en particulier mon collègue britannique Sir Eric COATES, m'ont indiqué de la façon la plus nette qu'à leur avis la Conférence de Londres devait être décisive, les difficultés ne devant pas être renvoyées à une nouvelle Conférence comme ce fut le cas à MOSCOU. S'il y a désaccord, la zone anglo-américaine sera traitée comme une unité économique distincte avec toutes les conséquences que cela implique aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine monétaire.

Une nouvelle monnaie serait mise en circulation dans la zone anglo-américaine, et la réforme financière serait réalisée suivant les modalités actuellement étudiées par le Directoire des finances mais sans se préoccuper de ce que feront les Russes, le niveau général des prix et des salaires serait augmenté et un taux de change fixé. Ainsi l'unité monétaire et financière qui avait survécu à l'échec de la Conférence de Moscou ne survivrait pas à un échec de la Conférence de Londres.

En conséquence, un cordon douanier extrêmement serré serait institué à travers l'Allemagne à la limite de la zone soviétique et française, si notre zone ne se joint pas à la bizonie, et surveillerait aussi bien les mouvements de capitaux que les mouvements de marchandises. La monnaie en circulation dans la zone russe n'aurait plus cours dans la zone combinée et inversement.

De l'avis de mes collègues cet état de choses entraînerait des difficultés très grandes pour le maintien des secteurs britannique et américain à Berlin. En effet il ne leur paraît pas possible que la monnaie en circulation dans la zone combinée puisse être mise en circulation dans le secteur

anglo-américain de Berlin car le cordon douanier le plus étanche ne pourrait empêcher les échanges de monnaies entre les secteurs anglo-saxons et les secteurs français, et russes de l'agglomération. D'autre part, l'introduction de la monnaie de la zone soviétique dans le secteur anglo-américain de Berlin soulèverait des difficultés considérables, étant donné que les secteurs anglo-américain de Berlin devraient continuer à être alimentés en produits britanniques et américains. C'est pourquoi il apparaît à mes collègues qu'un échec de la Conférence de Londres et la création consécutive d'une monnaie distincte pour l'Allemagne de l'Ouest devrait avoir pour effet la disparition des secteurs anglo-saxons de Berlin et un remaniement considérable de l'administration anglaise et américaine en Allemagne.

Ils mettent en doute que le Conseil de Contrôle puisse subsister. Son activité dans le domaine économique et financier serait de toute façon plus réduite puisqu'il n'y aurait plus de problèmes communs à l'Allemagne de l'Ouest et à l'Allemagne de l'Est, et mes collègues envisagent qu'un véritable gouvernement allemand serait créé dans la Bizonie.

En conséquence, les services économiques et financiers et à leur avis également la plupart des autres services qui se trouvent actuellement à Berlin d'où ils gèrent la Bizonie et assurent les travaux quadripartites se transporteraient à Francfort et ne maintiendraient à Berlin "qu'un lit de camp et un gardien de bureau". La disparition des "secteurs" anglo-américains de Berlin entraînerait par ailleurs le départ des services anglo-saxons de la Kommandatura. Les Américains aménagent, dès maintenant, à Francfort, des locaux pour abriter les administrations anglaises aussi bien qu'américaines et allemandes, et envisagent de transporter ailleurs leurs services de l'Armée (USFET) pour faire de la place aux administrations civiles.

Ce "déménagement" ne manquerait pas de soulager des difficultés matérielles considérables car les services anglais et américains sont beaucoup plus étoffés à Berlin que les nôtres, les Anglo-Saxons gérant leur zone directement de Berlin. Depuis la création de la "zone combinée" et l'institution d'administrations allemandes bi-zonales, à Francfort, les divisions économiques et financières britanniques ont commencé à détacher dans cette ville des éléments légers, mais le gros de leurs services et en particulier tous les chefs de services sont encore à Berlin.

En cas de réussite de la Conférence le mouvement inverse se produirait et les éléments actuellement détachés à Francfort ainsi que certaines administrations de "zone" anglaises (il n'en existe pas chez les Américains) seraient transportés à Berlin où se trouveraient les nouvelles administrations centrales allemandes qu'il s'agirait de diriger et de contrôler. Il ne subsisterait en dehors de Berlin que les administrations allemandes des Länder et les Services alliés chargés de leur contrôle.

Ces décisions anglo-américaines et en particulier la création d'une nouvelle monnaie dans la "zone combinée" rendraient le maintien de notre zone comme unité indépendante extrêmement difficile, et du point de vue économique, la "fusion" avec la bizone deviendrait non seulement souhaitable mais nécessaire, car il est difficile d'imaginer une coupure complète entre notre zone et la bizone étant donné la dépendance dans laquelle notre zone se trouve à l'égard de la bizone, ne serait-ce que pour son ravitaillement en charbon. Notre fusion avec la bizone devrait donc vraisemblablement nous conduire à réorganiser nos services en Allemagne sur les mêmes bases que les Anglo-Saxons.

Je précise que mon collègue britannique m'a paru beaucoup moins pessimiste que mon collègue américain sur les résultats de la Conférence de Londres. Il croit que, devant les conséquences graves que représenterait la coupure complète de l'Allemagne entre l'Ouest et l'Est, les Russes hésiteront et qu'un compromis pourra être trouvé, et il étudie, à cet effet, un projet destiné à faciliter l'accord sur les réparations en biens de consommation dont je vous rends compte par ailleurs.

le Directeur du Ministère des Finances
chef de la Division Finances
P. LEROY-BEAULIEU
COPIE
M. SERGENT



Oliver Harrey

Foreign Office,
S.W.1.

Confidential

21st October, 1947.

10/21/47

My dear Massigli,

I write in all haste to send you the summary of Sir William Strang's telegram from Washington describing his conversation with Mr. Hickerson on Germany, and also two copies of the note of M. Chauvel's conversation with Mr. Bevin yesterday.

Yours very truly
Oliver Harrey

His Excellency
Monsieur René Massigli, K.B.E.,
etc. etc. etc.,
French Embassy,
Lowndes House.

Massigli/65

AGENDA AND TACTICS FOR THE COUNCIL
OF FOREIGN MINISTERS

DISCUSSION BETWEEN SIR WILLIAM STRANG, FOREIGN OFFICE,
AND MR. HICKERSON, STATE DEPARTMENT IN WASHINGTON,
17th OCTOBER, 1947.

Mr. Hickerson said that the United States Government was not optimistic about the success of the Conference and anticipated a short meeting. Sir William Strang said that Mr. Bevin was not hopeful but felt that nothing should be done to make it more difficult for the meeting to succeed in reaching agreement. Mr. Hickerson felt that the last plan would be to pick out four or five of the more important items and see whether the Soviet attitude had changed. He suggested economic principles and economic unity together with reparations, the draft disarmament treaty and the future political structure of Germany. If discussion showed that there was no change of the Soviet attitude, it would be best for the Council to adjourn without setting a definite time or place for the next meeting. He thought that Mr. Marshall would not want to stay in London more than two weeks unless there was a real chance of the Conference succeeding.

2. Mr. Hickerson said that the United States Government had no definite idea of the order in which the various items should be taken on the agenda. They were opposed to another report from the Control Council, but expected the question of occupation forces to figure prominently. They regarded the two major questions to be dealt with by the Deputies (procedure for a peace treaty and the future political structure of Germany) as academic until the question of economic unity had been resolved.

3. Mr. Hickerson and Sir William Strang discussed the possibility that the Russians might propose that all occupation forces should be withdrawn from Germany. They agreed that if such a move was made, it would be made chiefly for propaganda purposes. Strategically it would be advantageous to the Russians, since they could reoccupy not only their zone but also the whole of Germany in a very short time, while it would be extremely difficult for either the British or the Americans to return to Germany once they had left. They agreed that the best methods to deal with such a proposal would be to agree that it was desirable at the proper time provided that certain conditions were carried out i.e. a treaty concluded with Austria and the withdrawal of all Allied troops from Austria, signature of the draft disarmament treaty and the genuine establishment of the political freedom in Germany.

4. Mr. Hickerson said that agreement on economic unity was regarded as a prerequisite of agreement on any other German matter. Economic unity on terms other than those agreed by the British and Americans before Moscow would be dangerous. If the Russians established themselves in the Ruhr under some form of bogus unity, they would use their influence either to ensure that the resources of Western Europe were not used properly within the framework of the Marshall Plan, and to ensure that the increased productivity benefited the Eastern Zone. Mr. Hickerson thought it possible that the Russians would put forward proposals designed to give them the advantages of economic unity and penetration of the Ruhr. He thought that a firm stand should be taken on the political conditions and above all in the right of freedom of travel. The Russians would never agree to this nor to a common export-import programme for the whole of Germany.

5. Mr. Hickerson said that the United States Government wished to run through the principal items of political organisation with the

British/

British e.g. the conditions for the establishment of a central German Government, methods of electoral procedure etc. They did not wish to go into too much detail at the present time, but considered that many of the apparent differences between the British and United States plans could be easily reconciled.

6. In the event of the November Conference proving a failure, Mr. Hickerson thought that certain steps should be taken at once.

- 1) A currency for Western Germany should be established without delay.
- 2) The political structure in the Western Zones should be reorganised, and a provisional Western German organisation established. This should not be called a Parliament or a Government, but should have a clear political status and adequate executive authority. The British and United States Authorities should confine themselves to the minimum measure for attaining security and adequate supervision.
- 3) The British and Americans must remain in Berlin, and the Control Council must continue to meet.

Mr. Hickerson did not consider that the Russians were likely to denounce the agreement under which the Western Powers had access to Berlin, but he agreed that they were building up a record of alleged breaches of Four Power agreements by the Western Powers, which might be used as a justification for denouncing the Quadripartite Agreement on the occupation of Berlin.

7. Discussions will be continued next week.

Papier Massigli / 96

D. Verno

151

CONVERSATION AVEC LE GENERAL DE GAULLE

Mardi 29 Octobre 1947

Le Général est préoccupé de la question des colonies italiennes. Il faut que la Tripolitaine reste à l'Italie. Nous devons rester au Passan, d'abord pour des raisons historiques et sentimentales, ensuite parce que ce sera " un excellent champ d'aviation ".

Je passe à la question allemande. Le Général souhaite que la Conférence de Londres se termine par un échec. Rien ne serait plus dangereux que de céder à la surenchère à laquelle les Soviets ne vont pas manquer de se livrer.

Fusion des zones : Le Général y est opposé : nous serions sous la coupe du Général Clay, et nous n'aurions rien à dire dans l'administration de la zone. Je lui fais valoir la situation économique très difficile, pour pas dire désastreuse, dans laquelle nous risquons de nous trouver ; qui paiera les importations de vivres nécessaires si nous voulons accroître la productivité de nos occupés ? il ne faut pas oublier que la ration alimentaire dans notre zone ne dépasse pas, à l'heure actuelle, 900 calories, pas toujours servies. Réponse : assurément notre zone est dans une situation moins bonne que la zone américaine qui a l'avantage de fournir en relative abondance des produits agricoles (Bavière) ; mais elle n'a rien à envier à la zone britannique. Cette campagne est un bluff anglo-américain. La fusion est une duperie.

Que pensez-vous d'une union douanière avec l'Allemagne ?

Réponse : L'Allemagne a un potentiel industriel tel que nos industries ne pourraient résister aux pressions des entreprises allemandes.

Mais s'il s'agit seulement de l'Allemagne occidentale ?

...../.....

Une solution de ce genre ne serait-elle pas notre meilleure sûreté ?

Réponse : il faut aller progressivement. Nous devrions passer avec les Etats allemands des accords économiques séparés ; lors de la formation de la Confédération, chacun de ces états apporterait à l'ensemble le gréâté qu'il aurait signé avec nous. (Il ne semble pas que, dans l'esprit du Général, ces accords soient du type union douanière, mais ceci est resté dans le vague).
" Je vois, a-t-il ajouté, des arrangements de ce genre avec le Palatinat, le pays de Bade, le Wurtemberg, la Westphalie . "

Il m'interroge sur l'Angleterre. Je lui réponds que ce pays finira par sortir de ses difficultés dans dix ans, dans vingt ans s'il le faut. Ces difficultés sont immenses ; mais le pays est gouverné avec beaucoup de méthode. " Oui, dit-il avec amertume, l'Etat y existe ; l'Angleterre ne s'en tirera tout de même pas " ; "pour retrouver son équilibre, il faudra qu'elle exporte dix millions d'hommes et de femmes ; le ~~général~~^{général} du R.F.P. a été accueilli là-bas avec inquiétude ; ce qu'il faut à l'Angleterre, c'est qu'une certaine gêne existe en France, pourvu que les communistes restent à l'écart du gouvernement. " Je réponds que je ne suis pas de cet avis, mais il insiste.

Il n'attache aucun intérêt à l'union douanière avec l'Italie. En revanche, il estime que l'organisation en commun des ressources hydro-électriques des Alpes ouvre des possibilités qu'il faut examiner avec attention. Il pense, je ne sais pourquoi, que les Italiens ont en la matière une technique supérieure à la nôtre. /.

Papier masquillé / 96

D. V. 20

151

CONVERSATION AVEC LE GENERAL DE GAULLE

Mardi 29 Octobre 1947

Le Général est préoccupé de la question des colonies italiennes. Il faut que la Tripolitaine reste à l'Italia. Nous devons rester au Yunnan, d'abord pour des raisons historiques et sentimentales, ensuite parce que ce sera " un excellent champ d'aviation ".

Je passe à la question allemande. Le Général souhaite que la Conférence de Londres se termine par un échec. Rien ne serait plus dangereux que de céder à la surenchère à laquelle les Soviétiques ne vont pas manquer de se livrer.

Fusion des zones : Le Général y est opposé : nous serions sous la coupe du Général Clay, et nous n'aurions rien à dire dans l'administration de la zone. Je lui fais valoir la situation économique très difficile, pas dire désastreuse, dans laquelle nous risquons de nous trouver ; qui paiera les importations de vivres nécessaires si nous voulons accroître la productivité de nos occupants ? il ne faut pas oublier que la ration alimentaire dans notre zone ne dépasse pas, à l'heure actuelle, 900 calories, pas toujours servies. Réponse : assurément notre zone est dans une situation moins bonne que la zone américaine qui a l'avantage de fournir en relative abondance des produits agricoles (Bavière) ; mais elle n'a rien à envier à la zone britannique. Cette campagne est un bluff anglo-américain. La fusion est une duperie.

Que penseriez-vous d'une union douanière avec l'Allemagne ?

Réponse : L'Allemagne a un potentiel industriel tel que nos industries ne pourraient résister aux pressions des entreprises allemandes.

Mais s'il s'agit seulement de l'Allemagne occidentale ?

...../.....

- 2 -

Une solution de ce genre ne serait-elle pas notre meilleure sûreté ?

Réponse : il faut aller progressivement. Nous devrions passer avec les Etats allemands des accords économiques séparés ; lors de la formation de la Confédération, chacun de ces états apporterait à l'ensemble le graité qu'il aurait signé avec nous. (Il ne semble pas que, dans l'esprit du Général, ces accords soient du type union douanière, mais ceci est resté dans le vague).
 " Je vois, a-t-il ajouté, des arrangements de ce genre avec le Palatinat, le pays de Bade, le Wurtemberg, la Westphalie . "

Il m'interroge sur l'Angleterre. Je lui réponds que ce pays finira par sortir de ses difficultés dans dix ans, dans vingt ans s'il le faut. Ces difficultés sont immenses ; mais le pays est gouverné avec beaucoup de méthode. X " Oui, dit-il avec amertume, l'Etat y existe ; l'Angleterre ne s'en tirera tout de même pas " ; "pour retrouver son équilibre, il faudra qu'elle exporte dix millions d'hommes et de femmes ; ~~le~~ ^{la} ~~problème~~ ^{question} du R.P.F. a été conseillé là-bas, avec inquiétude ; ce qu'il faut à l'Angleterre, c'est qu'une certaine — glichis existe en France, pourvu que les communistes restent à l'écart du gouvernement. " Je réponds que je ne suis pas de cet avis, mais il insiste.

Il n'attache aucun intérêt à l'union douanière avec l'Italie. En revanche, il estime que l'organisation en commun des ressources hydro-électriques des Alpes ouvre des possibilités qu'il faut examiner avec attention. Il pense, je ne sais pourquoi, que les Italiens ont en la matière une technique supérieure à la nôtre./.

10/3/4
45
p64

Papier Massigli, vol 96

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION D'EUROPE

PARIS, LE 31 Octobre 1947

LE DIRECTEUR

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai vu le Général de Gaulle mercredi. Il n'a guère été question que de politique étrangère. Je vous envoie ci-joint le compte-rendu de la conversation, un peu schématisé, mais, je crois, fidèle.

La question de la fusion éventuelle des zones est extrêmement préoccupante. Le Général n'est pas seul de son avis. Nos gens en Allemagne sont très réticents, à commencer par le Général Koenig. Que cette fusion soit inévitable, c'est ce que peu de personnes veulent prendre la responsabilité d'avouer tout bonnement. Si le Gouvernement actuel reste, il sera mal placé pour l'admettre. Si le Général de Gaulle vient au pouvoir, il faut s'attendre à une opposition qui sera irréductible à moins que nous n'obtenions " en contre-partie " des avantages substantiels. Or, de contre-partie, il n'en est pas question, à mon sens, dans l'état d'extrême pénurie où se trouvent notre zone et surtout la France elle-même.

Dans ces conditions, j'en reviens à mon idée : la fusion des zones, soit, mais il y a mieux à faire, je veux parler de la mise à l'étude immédiate d'un plan de coopération économique entre la France et l'Allemagne occidentale (union douanière ou autre chose), dans

S. Exo. Monsieur Massigli
Ambassadeur de France
à Londres.

authn : F. Coulet, head of direction.../.....
d'Europe

le cadre du plan Marshall. C'est la meilleure et, au fond, la seule sûreté qui ne s'effritera pas avec le temps. Les projets du Général qui consistent à passer des accords avec chacun des états allemands est impraticable pour toutes sortes de raisons que vous dégagerez mieux que moi. Il faut donc mettre les choses en train aussi rapidement que possible ; sinon, attendons-nous à des complications sans fin !

Je ne sais si mon projet vous plaira . Il sera peut-être l'objet de réserves sérieuses de la part des économistes et des industriels : de la sidérurgie. Une phrase que m'a dite le Général et que j'ai rapportée est significative à cet égard. Mais notre sécurité n'est-elle pas l'argument essentiel qui doit faire tomber toutes les objections ? Je suis très inquiet de voir qu'on ne fait rien ou qu'on envisage des solutions impraticables qui exaspéreront les Américains ; Or, à Washington, le raisonnement, en gros, est le suivant : " Nous vous tirerons toujours d'affaire, votre sécurité dépend de la nôtre, laissez-nous faire et taisez-vous ". Ce raisonnement ne saurait nous convenir ; il ne faut pas agir de telle sorte qu'il nous soit opposé avec d'autant plus de vigueur que nous paraîtrons moins constructifs. Si ce que je vous écris ne vous paraît pas absurde, dites-le moi.

Bien entendu, l'occupation militaire indéfinie de la rive gauche du Rhin, le Plan Byrnes, tout cela reste valable. Mais ce n'est pas avec ces procédés que nous détournerons les Allemands de s'acquiescer avec les Russes.

Charvel est au courant de mon entretien avec le Général. En fait, il était curieux de savoir si ce qu'il avait fait à Londres était valable en cas d'un changement de gouvernement. Je dois reconnaître que la réponse à la question est, pour le moins, incertaine, mais je pense qu'il faut persévérer dans notre ligne de conduite./.

10/31/47
u5
p64

Papren Massigli, vol 96

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIRECTION D'EUROPE

LE DIRECTEUR

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 31 Octobre 1947

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai vu le Général de Gaulle mercredi. Il n'a guère été question que de politique étrangère. Je vous envoie ci-joint le compte-rendu de la conversation, un peu schématisé, mais, je crois, fidèle.

La question de la fusion éventuelle des zones est extrêmement préoccupante. Le Général n'est pas seul de son avis. Nos gens en Allemagne sont très réticents, à commencer par le Général Koenig. Que cette fusion soit inévitable, c'est ce que peu de personnes veulent prendre la responsabilité d'avouer tout bonnement. Si le Gouvernement actuel reste, il sera mal placé pour l'admettre. Si le Général de Gaulle vient au pouvoir, il faut s'attendre à une opposition qui sera irréductible à moins que nous n'obtenions " en contre-partie " des avantages substantiels. Or, de contre-partie, il n'en est pas question, à mon sens, dans l'état d'extrême pénurie où se trouvent notre zone et surtout la France elle-même.

Dans ces conditions, j'en reviens à mon idée : la fusion des zones, soit, mais il y a mieux à faire, je veux parler de la mise à l'étude immédiate d'un plan de coopération économique entre la France et l'Allemagne occidentale (union douanière ou autre chose), dans

S. Exc. Monsieur Massigli
Ambassadeur de France
à Londres.

auth: F. Couët, head of direction.../.....
d'Europe

le cadre du plan Marshall. C'est la meilleure et, au fond, la seule sûreté qui ne s'effritera pas avec le temps. Les projets du Général qui consistent à passer des accords avec chacun des états allemands est impraticable pour toutes sortes de raisons que vous dégagerez mieux que moi. Il faut donc mettre les choses en train aussi rapidement que possible ; sinon, attendons-nous à des complications sans fin !

Je ne sais si mon projet vous plaira . Il sera peut-être l'objet de réserves sérieuses de la part des économistes et des industriels : de la sidérurgie. Une phrase que m'a dite le Général et que j'ai rapportée est significative à cet égard. Mais notre sécurité n'est-elle pas l'argument essentiel qui doit faire tomber toutes les objections ? Je suis très inquiet de voir qu'on ne fait rien ou qu'on envisage des solutions impraticables qui exaspéreront les Américains ; Or, à Washington, le raisonnement, en gros, est le suivant : " Nous vous tirerons toujours d'affaire, votre sécurité dépend de la nôtre, laissez-nous faire et taisez-vous ". Ce raisonnement ne saurait nous convenir ; il ne faut pas agir de telle sorte qu'il nous soit opposé avec d'autant plus de vigueur que nous paraîtrons moins constructifs. Si ce que je vous écris ne vous paraît pas absurde, dites-le moi.

Bien entendu, l'occupation militaire indéfinie de la rive gauche du Rhin, le Plan Byrnes, tout cela reste valable. Mais ce n'est pas avec ces procédés que nous détournerons les Allemands de s'acquiescer avec les Russes.

Chauvel est au courant de mon entretien avec le Général. En fait, il était curieux de savoir si ce qu'il avait fait à Londres était valable en cas d'un changement de gouvernement. Je dois reconnaître que la réponse à la question est, pour le moins, incertaine, mais je pense qu'il faut persévérer dans notre ligne de conduite./.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

DUPLICATA bis

EN CLAIR

DUPLICATE 239

11/14/47
(Seydoux)

SM

BERLIN, le 14 novembre 1947

reçu " 19 " à 12 heures

PAR COURRIER

N° 1066

2 EV
3 SC

APPROPRIATION
19 NOV 1947
SECRETARIAT 3

On considère à Berlin que c'est le sort de l'ancienne capitale, en tant que siège de l'organisation quadripartite, qui risque de se jouer au cours de la prochaine conférence de Londres. J'ai déjà signalé à maintes reprises les appréhensions qu'éprouvaient les hommes politiques berlinois appartenant à des partis qui, dans la zone orientale, ont gardé encore une certaine indépendance vis-à-vis de l'administration militaire soviétique, à l'idée d'une coupure de l'Allemagne qui laisserait Berlin sous la domination quasi exclusive de l'U.R.S.S. Cette inquiétude s'est répandue dans la population berlinoise qui, dans la mesure où elle n'est pas de tendance communiste et rattachée d'une manière ou d'une autre au parti socialiste-unifié, redoute les conséquences que pourrait comporter pour elle le départ des représentants des Puissances occidentales (voir la lettre de notre ambassadeur à Berne du 29 octobre). Il n'est pas, d'autre part, de mission alliée accréditée auprès du Conseil de Contrôle qui, pour des considérations de politique générale ou des mobiles d'ordre plus personnel, ne se demande ce qu'il adviendra de Berlin durant les mois qui viennent.

Les Russes, qui savent à quel point les Anglo-Saxons désirent rester dans un poste qui continue d'apparaître aux yeux des Allemands comme le centre de leur pays et le symbole de leur unité, n'hésiteront certainement pas à jouer de ce sentiment.

26-J. 7042-405

11/24/47
Berlin

pour tenter d'arrêter les Anglais et les Américains sur la voie conduisant à la création de l'Allemagne occidentale; ils laisseront entendre que, pour eux, il y a incompatibilité entre le développement d'un pareil "domaine" où s'exercera librement l'influence anglo saxonne et la prolongation du copartage de Berlin.

Chez nos collègues anglais, l'impression dominante à cet égard est que, dans l'éventualité d'un échec de la Conférence de Londres, le repliement sur Francfort devra s'effectuer progressivement mais à coup sûr. On sait que le Général CLAY ne perd pas, au contraire, une occasion de proclamer qu'en toutes circonstances il restera à Berlin. C'est ce que m'a répété M. RIDDLEBERGER, en ajoutant qu'il espérait que les Soviets n'oseraient pas sans doute violer les dispositions essentielles qui ont servi de base au quadripartisme. Le nouvel adjoint de M. MURPHY, qui doit rejoindre celui-ci à Londres dans quelques jours, ne cache pas pourtant que, si la situation s'aggrave entre les Alliés, rien n'empêchera les Soviets de rendre, sur le plan matériel et notamment du point de vue des communications avec leurs zones respectives, les conditions d'existence impossibles à leurs trois partenaires. "Dans ce cas, mais non sans que nous ayons lutté jusqu'au bout, il faudra bien, avoue M. RIDDLEBERGER, s'en aller".

Avant que l'on n'en arrive éventuellement à une telle extrémité, il semble que, si les choses ne doivent pas évoluer, à Londres, dans un sens favorable, on assistera plutôt, durant un délai indéterminé et qui pourra être d'assez longue durée, à un simple glissement vers un quadripartisme de plus en plus formel et de moins en moins efficace. Sur le terrain pratique, la conséquence en sera fatalement une réduction de l'activité des organismes interalliés, qu'il s'agisse du Conseil de Contrôle, du Comité de Coordination et des Directoires.

SECRET

NOTE

FUSION DES ZONES -

M. de Courcel m'a donné communication de la note qu'il a établie sur la fusion des zones : à mon avis, elle ne place pas le problème sur son véritable terrain.

Avant toutes observations générales, j'énoncerai d'abord les remarques que semble appeler - dans l'ordre même où elle est exposée - l'argumentation de M. de Courcel.

I²) Du point de vue économique, la fusion des trois zones occidentales "ne paraît pas devoir amener la constitution d'une entité viable aussi longtemps que la production charbonnière et industrielle n'atteint pas un niveau suffisant, car l'entrée de la zone française dans le système des zones déjà fusionnées ne ferait pour le moment qu'accroître le déficit de leur balance des paiements.

La remarque est juste dans la mesure où elle signifie que la fusion des zones ne serait pas en elle-même une solution du problème économique de l'Allemagne occidentale; mais je ne vois pas comment dans l'hypothèse la plus défavorable elle pourrait aggraver la situation. Du point de vue économique, la zone française est mieux équilibrée que les deux autres; l'agriculture y occupe une plus grande place^{que} dans la bizone; l'industrie chimique peut exporter une partie de sa production; celle des vignobles rhénans et mosellans, pour ne pas parler des bois de la Forêt-Noire et de la petite industrie du Bade et du Wurtemberg, peut fournir aussi à l'exportation un contingent appréciable. Il est possible que le déficit de la "trizone" reste égal au total du déficit de la bizone et de celui de la zone française considérées séparément; mais on voit mal comment il deviendrait supérieur à ce total.

Massigle/65

See Report 40.536

Copy

2°) Une répartition proportionnelle à la population du déficit des trois zones risquerait d'imposer au budget français une charge plus lourde que le déficit actuel de la zone française.

Cela est évident; mais l'hypothèse considérée est invraisemblable. Alors que le Gouvernement des Etats-Unis prend dès maintenant à sa charge le déficit en dollars de la bizonie, il est bien clair qu'il devrait faire face également à celui de la zone française. Loin d'alourdir les charges de notre budget à cet égard, la fusion les allégerait.

3°) La fusion aurait pour conséquence la diminution des prélèvements actuellement opérés en zone française, et l'interruption probable de certains courants commerciaux entre la zone française et la France.

La première de ces observations est exacte; mais croit-on vraiment possible de persévérer dans la politique que nous avons suivie jusqu'à présent à cet égard? Il y a contradiction à chercher à nous concilier les Allemands sur le plan moral et culturel, à les "rapprocher" peu à peu de nous, et en même temps à poursuivre une politique de prélèvements qui condamnerait la population de notre zone à un niveau de vie inférieur à celui des Allemands de la bizonie. Le Général Koenig est le premier à reconnaître que nous ne pouvons plus continuer à imposer à la population de notre zone l'état de pénurie dans lequel elle vit depuis deux ans.

Quant à l'interruption probable de certains courants commerciaux, elle n'est pas à priori inévitable dans la mesure où ces échanges commerciaux résultent de contrats réguliers et "loyaux" et où nous fournissons à notre zone, en contre partie de nos achats, des produits dont elle a effectivement besoin.

4°) La fusion des zones accentuerait la concurrence "que l'aide à l'Allemagne représente déjà dans l'exécution du plan Marshall vis-à-vis de l'aide à la France".

Je n'en suis point convaincu. Supposer que les Américains feront un moindre effort en faveur de la bizonie et un plus grand effort

en notre faveur, précisément si la France contre-carre leur politique en Allemagne ne paraît une affirmation purement gratuite. Faut-il donc considérer que dans le passé la politique américaine a été envers nous d'autant plus complaisante que nous y faisons davantage opposition ? Les Etats-Unis, intéressés à la reconstruction d'une Allemagne occidentale qu'ils doivent de toutes manières financer, feront pour elle, en définitive, ce qu'ils croiront avoir intérêt à faire. En entrant dans le jeu et en participant à la direction et au contrôle de cette reconstruction, nous aurions une possibilité de la rendre moins dangereuse. Ce n'est certainement pas en nous y opposant que nous aurons chance d'obtenir pour la France même un plus large appui américain...

5^e) Au point de vue politique "la principale conséquence politique d'une fusion des zones occidentales, considérée isolément serait la constitution d'une Allemagne orientale ayant Berlin pour capitale, avec les inconvénients qu'une telle situation risque de présenter aussi longtemps que les trois Puissances occidentales n'ont pas une politique commune en Allemagne et qu'elles n'ont pas réussi par la mise en oeuvre d'un plan commun, à organiser l'économie de l'Europe occidentale sur une base suffisamment prospère pour ne plus redouter le pôle d'attraction que constituerait un Gouvernement communiste à Berlin"

Ce n'est pas dans ces termes que se pose le problème. L'événement envisagé ne sera pas-à'il se produit - la conséquence de la fusion des zones, mais bien la suite de l'échec de la Conférence elle-même. C'est pour ne pas être accusés d'avoir voulu cet échec que nous avons tenu à éviter depuis des mois toute conversation sur la fusion. Nos partenaires l'ont compris. Si nous nous refusions, au lendemain d'un échec à envisager en face le problème, ils donneraient à notre refus une toute autre signification. Le seul moyen - sûr - d'éviter la constitution d'une Allemagne orientale à direction communiste, c'est de laisser faire l'unité allemande telle que les Russes la conçoivent. Serait-on

une situation pour nous plus rassurante ?

La fusion - si elle a lieu - sera la conséquence d'une situation politique donnée, elle n'en sera pas la cause.

La vraie question est de savoir si nous contre-carrerons plus efficacement les progrès de l'influence soviétique vers le Rhin en rendant impossible, par notre abstention, l'organisation d'une Allemagne occidentale bien articulée, ou en nous associant aux Anglo-Saxons pour organiser cette Allemagne.

+
+ +

Ces remarques étant faites, il va de soi - mais qui donc a défendu jamais pareille thèse ? - que la fusion des zones n'est pas une fin en soi. Encore convient-il, avant de rechercher dans quelles conditions elle doit être négociée, de se demander si elle présente pour nous des avantages.

Pour être édifié à cet égard, il suffit de poser les questions suivantes - et d'y répondre :

- Si le gouvernement français décidait, après un échec de la conférence, de maintenir la ~~participation~~ ^{particularisme} économique de notre zone, croit-on qu'il suffirait de l'accord conclu à Moscou ou de tout autre intervenu ultérieurement pour nous assurer à la longue le charbon de la Ruhr ? Croit-on que les Américains admettraient dans ces conditions que nous ayons notre mot à dire dans le contrôle et dans l'exploitation de cette région capitale ?

- Alors qu'il est constaté par les autorités de notre zone que la nécessité de relever le niveau de vie de la population va la rendre déficitaire, croit-on que notre abstention nous facilitera l'obtention des dollars nécessaires ?

- Alors que dans la négociation du plan Marshall l'influence américaine s'exerce en faveur d'une coopération plus étroite des pays européens entre eux, croit-on que nous faciliterons la mise en oeuvre du plan dans des conditions qui nous conviennent si nous

nous refusons à une collaboration avec les Anglo-Saxons dans ce domaine limité qu'est l'Allemagne occidentale ?

On pourrait ajouter d'autres questions encore; celles-ci suffisent à justifier la conclusion que, en cas d'échec de la conférence la fusion est dans notre intérêt. Le gouvernement américain s'en rend si bien compte que, d'après les derniers télégrammes de Washington, il semble devoir nous laisser en l'affaire la position de demandeur.

Par ces remarques je ne veux pas dire que nous devons rechercher la fusion à tout prix; mais je suis, en revanche, convaincu que la négociation s'impose et que nous avons nous-mêmes trop d'intérêt à son succès dans un délai raisonnable pour chercher à l'alourdir d'un trop grand nombre d'éléments.

+
+ +

Il va de soi que la fusion doit être d'abord subordonnée à un certain nombre d'accords précis :

- sur notre part dans l'administration économique d'une trizone,
- sur le respect des pouvoirs dévolus aux Commandants en Chef dans les zones respectives,
- sur le maintien des courants commerciaux établis par nous,
- sur les conditions dans lesquelles seraient financés le déficit de notre zone et d'une manière générale les dépenses en dollars que nous aurions à y faire, et,
- éventuellement sur l'organisation de l'administration centrale de la trizone.

Dans les conversations que nous avons eues ces jours derniers au Foreign Office, nous avons eu d'autre part l'occasion d'attirer l'attention de nos interlocuteurs sur des problèmes beaucoup plus généraux qui pourraient être et qui, à certains égards, devraient être évoqués et parmi lesquels figurent ceux qu'énumère la note de M. de Courcel. Mais il est bien clair qu'une négociation où l'on voudrait résoudre l'ensemble de ces problèmes exigera de très long

mois. Faudra-t-il donc attendre sa conclusion pour faire fonctionner une trizone ? Je crains qu'à agir ainsi nous ne nous préparions maintes désillusions.

Le temps, on ne le répètera jamais assez, ne travaille pas pour nous en ces matières. Nous croyions l'an dernier que la bizo ne se constituerait pas; elle s'est faite cependant; nous pensions qu'entre Anglais et Américains l'entente serait pratiquement impossible; cette entente - non sans peine sans doute - s'est réalisée cependant. De la même manière, nous nous leurrerions si nous supposions qu'au lendemain d'un échec de la conférence nos partenaires attendront pour aller de l'avant. Notre concours, si précieux qu'il puisse être pour eux, ne l'est cependant pas à ce point qu'ils puissent tout sacrifier à la nécessité de l'obtenir et précisément parce qu'ils devront prévoir, dès l'échec de la Conférence les initiatives méthodiques de l'U.R.S.S., ils devront de leur côté agir vite et aller de l'avant, avec nous si nous le voulons bien, sans nous s'ils sont amenés à croire que nous ne désirons pas réellement l'entente.

Dans quelle situation nous trouverons nous alors ? Dans la petite zone, ayant besoin de dollars pour la faire vivre, ayant besoin de charbon de la Ruhr, il ne nous restera au bout de quel que temps que la possibilité d'accepter ce que les Anglo-Saxons auront édifié dans l'intervalle alors que, entrant maintenant dans le système nous avons le moyen de faire prévaloir dans une certaine mesure nos vues dans son organisation.

Telle est la situation qu'il est nécessaire d'avoir présente à l'esprit avant de déterminer dans quelles limites il est raisonnable de subordonner un accord de principe sur la fusion des zones à un accord sur les problèmes généraux de la politique allemande

11/22/43
M. 294/1
[14 Fr n. 4
1063]

TRES SECRET.

NOTEFUSION DES ZONES -

M. de Courcel m'a donné communication de la note qu'il a établie sur la fusion des zones : à mon avis, elle ne place pas le problème sur son véritable terrain.

Avant toutes observations générales, j'énoncerai d'abord les remarques que semble appeler - dans l'ordre même où elle est exposée - l'argumentation de M. de Courcel.

1²) Du point de vue économique, la fusion des trois zones occidentales "ne paraît pas devoir amener la constitution d'une entité viable aussi longtemps que la production charbonnière et industrielle n'atteint pas un niveau suffisant, car l'entrée de la zone française dans le système des zones déjà fusionnées ne ferait pour le moment qu'accroître le déficit de leur balance des paiements.

La remarque est juste dans la mesure où elle signifie que la fusion des zones ne serait pas en elle-même une solution du problème économique de l'Allemagne occidentale; mais je ne vois pas comment dans l'hypothèse la plus défavorable elle pourrait aggraver la situation. Du point de vue économique, la zone française est mieux équilibrée que les deux autres; l'agriculture y occupe une plus grande place/^{que} dans la bizone; l'industrie chimique peut exporter une partie de sa production; celle des vignobles rhénans et mosellans, pour ne pas parler des bois de la Forêt-Noire et de la petite industrie du Bade et du Wurtemberg, peut fournir aussi à l'exportation un contingent appréciable. Il est possible que le déficit de la "trizone" reste égal au total du déficit de la bizone et de celui de la zone française considérées séparément; mais on voit mal comment il deviendrait supérieur à ce total.

Massigle/65

Se-Butt 40.526

2^e) Une répartition proportionnelle à la population du déficit des trois zones risquerait d'imposer au budget français une charge plus lourde que le déficit actuel de la zone française.

Cela est évident; mais l'hypothèse considérée est invraisemblable. Alors que le Gouvernement des Etats-Unis prend dès maintenant à sa charge le déficit en dollars de la bizonie, il est bien clair qu'il devrait faire face également à celui de la zone française. Loin d'alourdir les charges de notre budget à cet égard, la fusion les allégerait.

3^e) La fusion aurait pour conséquence la diminution des prélèvements actuellement opérés en zone française, et l'interruption probable de certains courants commerciaux entre la zone française et la France.

La première de ces observations est exacte; mais croit-on vraiment possible de persévérer dans la politique que nous avons suivie jusqu'à présent à cet égard? Il y a contradiction à chercher à nous concilier les Allemands sur le plan moral et culturel, à les "rapprocher" peu à peu de nous, et en même temps à poursuivre une politique de prélèvements qui condamnerait la population de notre zone à un niveau de vie inférieur à celui des Allemands de la bizonie. Le Général Koenig est le premier à reconnaître que nous ne pouvons plus continuer à imposer à la population de notre zone l'état de pénurie dans lequel elle vit depuis deux ans.

Quant à l'interruption probable de certains courants commerciaux, elle n'est pas à priori inévitable dans la mesure où ces échanges commerciaux résultent de contrats réguliers et "loyaux" et où nous fournissons à notre zone, en contre partie de nos achats, des produits dont elle a effectivement besoin.

4^e) La fusion des zones accentuerait la concurrence "que l'aide à l'Allemagne représente déjà dans l'exécution du plan Marshall vis-à-vis de l'aide à la France".

Je n'en suis point convaincu. Supposer que les Américains feront un moindre effort en faveur de la bizonie et un plus grand effort

en notre faveur, précisément si la France contre-carre leur politique en Allemagne me paraît une affirmation purement gratuite. Faut-il donc considérer que dans le passé la politique américaine a été envers nous d'autant plus complaisante que nous y faisons davantage opposition ? Les Etats-Unis, intéressés à la reconstruction d'une Allemagne occidentale qu'ils doivent de toutes manières financer, feront pour elle, en définitive, ce qu'ils croiront avoir intérêt à faire. En entrant dans le jeu et en participant à la direction et au contrôle de cette reconstruction, nous aurions une possibilité de la rendre moins dangereuse. Ce n'est certainement pas en nous y opposant que nous aurons chance d'obtenir pour la France même un plus large appui américain...

52) Au point de vue politique "la principale conséquence politique d'une fusion des zones occidentales, considérée isolément serait la constitution d'une Allemagne orientale ayant Berlin pour capitale, avec les inconvénients qu'une telle situation risque de présenter aussi longtemps que les trois Puissances occidentales n'ont pas une politique commune en Allemagne et qu'elles n'ont pas réussi par la mise en oeuvre d'un plan commun, à organiser l'économie de l'Europe occidentale sur une base suffisamment prospère pour ne plus redouter le pôle d'attraction que constituerait un Gouvernement communiste à Berlin"

Ce n'est pas dans ces termes que se pose le problème. L'événement envisagé ne sera pas-à'il se produit - la conséquence de la fusion des zones, mais bien la suite de l'échec de la Conférence elle-même. C'est pour ne pas être accusés d'avoir voulu cet échec que nous avons tenu à éviter depuis des mois toute conversation sur la fusion. Nos partenaires l'ont compris. Si nous nous refusions, au lendemain d'un échec à envisager en face le problème, ils donneraient à notre refus une tout autre signification. Le seul moyen - sûr - d'éviter la constitution d'une Allemagne orientale à direction communiste, c'est de laisser faire l'unité allemande telle que les Russes la conçoivent. Serait-ce.

une situation pour nous plus rassurante ?

La fusion - si elle a lieu - sera la conséquence d'une situation politique donnée, elle n'en sera pas la cause.

La vraie question est de savoir si nous contre-carreons plus efficacement les progrès de l'influence soviétique vers le Rhin en rendant impossible, par notre abstention, l'organisation d'une Allemagne occidentale bien articulée, ou en nous associant aux Anglo-Saxons pour organiser cette Allemagne.

+
+ +

Ces remarques étant faites, il va de soi - mais qui donc a défendu jamais pareille thèse ? - que la fusion des zones n'est pas une fin en soi. Encore convient-il, avant de rechercher dans quelles conditions elle doit être négociée, de se demander si elle présente pour nous des avantages.

Pour être édifié à cet égard, il suffit de poser les questions suivantes - et d'y répondre :

- Si le gouvernement français décidait, après un échec de la conférence, de maintenir la particularisme économique de notre zone, croit-on qu'il suffirait de l'accord conclu à Moscou ou de tout autre intervenu ultérieurement pour nous assurer à la longue le charbon de la Ruhr ? Croit-on que les Américains admettraient dans ces conditions que nous ayons notre mot à dire dans le contrôle et dans l'exploitation de cette région capitale ?

- Alors qu'il est constaté par les autorités de notre zone que la nécessité de relever le niveau de vie de la population va la rendre déficitaire, croit-on que notre abstention nous facilitera l'obtention des dollars nécessaires ?

- Alors que dans la négociation du plan Marshall l'influence américaine s'exerce en faveur d'une coopération plus étroite des pays européens entre eux, croit-on que nous faciliterons la mise en oeuvre du plan dans des conditions qui nous conviennent si nous

nous refusons à une collaboration avec les Anglo-Saxons dans ce domaine limité qu'est l'Allemagne occidentale ?

On pourrait ajouter d'autres questions encore; celles-ci suffisent à justifier la conclusion que, en cas d'échec de la conférence la fusion est dans notre intérêt. Le gouvernement américain s'en rend si bien compte que, d'après les derniers télégrammes de Washington, il semble devoir nous laisser en l'affaire la position de demandeur.

Par ces remarques je ne veux pas dire que nous devons rechercher la fusion à tout prix; mais je suis, en revanche, convaincu que la négociation s'impose et que nous avons nous-mêmes trop d'intérêt à son succès dans un délai raisonnable pour chercher à l'alourdir d'un trop grand nombre d'éléments.

+
+ +

Il va de soi que la fusion doit être d'abord subordonnée à un certain nombre d'accords précis :

- sur notre part dans l'administration économique d'une trizone,
- sur le respect des pouvoirs dévolus aux Commandants en Chef dans les zones respectives,
- sur le maintien des courants commerciaux établis par nous,
- sur les conditions dans lesquelles seraient financés le déficit de notre zone et d'une manière générale les dépenses en dollars que nous aurions à y faire, et,
- éventuellement sur l'organisation de l'administration centrale de la trizone.

Dans les conversations que nous avons eues ces jours derniers au Foreign Office, nous avons eu d'autre part l'occasion d'attirer l'attention de nos interlocuteurs sur des problèmes beaucoup plus généraux qui pourraient être et qui, à certains égards, devraient être évoqués et parmi lesquels figurent ceux qu'énumère la note de M. de Courcel. Mais il est bien clair qu'une négociation où l'on voudrait résoudre l'ensemble de ces problèmes exigera de très long

mois. Faudra-t-il donc attendre sa conclusion pour faire fonctionner une trizone ? Je crains qu'à agir ainsi nous ne nous préparions maintes désillusions.

Le temps, on ne le répétera jamais assez, ne travaille pas pour nous en ces matières. Nous croyions l'an dernier que la bizo ne se constituerait pas; elle s'est faite cependant; nous pensions qu'entre Anglais et Américains l'entente serait pratiquement impossible; cette entente - non sans peine sans doute - s'est réalisée cependant. De la même manière, nous nous leurrerions si nous supposions qu'au lendemain d'un échec de la conférence nos partenaires attendront pour aller de l'avant. Notre concours, si précieux qu'il puisse être pour eux, ne l'est cependant pas à ce point qu'ils puissent tout sacrifier à la nécessité de l'obtenir et précisément parce qu'ils devront prévoir, dès l'échec de la Conférence les initiatives méthodiques de l'U.R.S.S., ils devront de leur côté agir vite et aller de l'avant, avec nous si nous le voulons bien, sans nous s'ils sont amenés à croire que nous ne disons pas réellement l'entente.

Dans quelle situation nous trouverons nous alors ? Dans cette petite zone, ayant besoin de dollars pour la faire vivre, ayant besoin de charbon de la Ruhr, il ne nous restera au bout de quel que temps que la possibilité d'accepter ce que les Anglo-Saxons auront édifié dans l'intervalle alors que, entrant maintenant dans le système nous avons le moyen de faire prévaloir dans une certaine mesure nos vues dans son organisation.

Telle est la situation qu'il est nécessaire d'avoir présente à l'esprit avant de déterminer dans quelles limites il est raisonnable de subordonner un accord de principe sur la fusion des zones à un accord sur les problèmes généraux de la politique allemande

12/17-18/47

CONVERSATIONS CONCERNING FUTURE POLICY TOWARDS GERMANY
BETWEEN MR. BEVIN AND MR. MARSHALL
on December 17th and December 18th, 1947.

155

December
 17th.

The SECRETARY OF STATE said that the problem was to decide what we should now do. He had discussed the position with M. Bidault that morning. His own idea was that the problem should not be isolated into a mere quarrel between the Western Powers and the Soviet Union. The issue, to use a phrase of the American Ambassador's, was where power was going to rest. His own idea was that we must devise some western democratic system comprising the Americans, ourselves, France, Italy etc. and of course the Dominions. This would not be a formal alliance, but an understanding backed by power, money and resolute action. It would be a sort of spiritual federation of the west. He knew that formal constitutions existed in the United States and France. He, however, preferred, especially for this purpose, the British conception of unwritten and informal understanding.

2 The Secretary of State would have to make a statement in the House of Commons to-morrow (December 18th), but he would say little about the future and he thought it better that no public pronouncements of future policy should be made until our planners got to work. He himself favoured the whole problem of Germany, e.g. frontiers, the three zones, political organisation, economic rehabilitation, balance of payments etc. being discussed between British, American and French officials. In considering the future form of German political organisation, we must always aim at an eventually united Germany. Then any German Irridentist movement for unity would come from the West and not from the East. Although we must consider the problem very carefully our reaction should also be quick and resolute.

3 The Secretary of State said that they would also have to consider the problem of security in which France was even more vitally interested than we were. The essential task was to create confidence in western Europe that further communist inroads would be stopped. The issue must be defined and clear.

6 The Secretary of State said that he now felt that the spiritual consolidation of western civilisation was possible. The form in which it should be done required more study and nothing would be lost if we spent a few days in discussions between our officials. But there should above all be no public pronouncements about future plans until we had our ideas clear.

Mr. MARSHALL said that he felt that they must distinguish between the material and spiritual aspects of this programme. He had tried to cover the former in his recent speech at the Pilgrims Dinner on the lines that if those concerned were reasonably sensible, material regeneration should be the outcome of the European Recovery Programme, the purpose of which was the rehabilitation of the European patient. He had no criticism of Mr. Bevin's general idea. But he thought there should be an understanding as soon as possible on their immediate objectives. He felt that what was already being done on the material plane should now be given greater dignity. But it was not necessary to write everything down in detail. What was needed was a clear understanding. He was very willing to have matters discussed with a view to arriving at such an understanding. Indeed, there was no choice in the matter. They had to reach such an understanding. They must take events at the flood stream and produce a coordinated effort.

The Secretary of State said that he would like to set up an Anglo-French official committee to discuss matters affecting the French and ourselves. Then there could also be a wider official body, including also the Americans, which would discuss not only the Ruhr but the whole gamut of problems. This body could be directed to work out plans and policies.

The Secretary of State then said that he had only received a

1297 (Quai)

brief account from General Robertson of his talk with General Clay and presumed that General Clay would be reporting to Mr. Marshall. He would himself require time to study this report further. He gathered that General Robertson and General Clay were proposing action which would not be over-dramatic but evolutionary. They seemed to contemplate expanding the existing Economic Council to twice its size and to give it greater powers, for example, over taxation. But he understood that the opinion of members of the existing Council would be sought first. However, he had had no time to discuss the matter yet, and suggested that he and Mr. Marshall should see General Robertson and General Clay in the morning. (A meeting was arranged accordingly for mid-day on December 18th).

MR. MARSHALL said that he would like to raise the question of reforming the German currency. General Clay had planned for this and thought that it was even possible that the Russians might agree. The Americans had already printed enough new notes for the whole of Germany, including the Soviet Zone. These had been printed in Washington and would soon be in Germany. But even if the Russians did not agree and even if there were no fusion of the three zones, the move would in itself be a good one from the purely economic point of view as currency reform was badly needed. General Clay would make a proposal to the Control Council in Berlin. Meanwhile, Mr. Marshall emphasised that the above information should be regarded as very confidential.

Mr. Marshall told the Secretary of State that he had talked to M. Bidault that afternoon (December 17th). Mr. Marshall explained that he wanted the French to take such immediate steps as they could which would not compromise the desired evolution in Germany. He had suggested to him a plan of action on the following lines:-

- (a) that the French should take the Anglo-American Bizonal Agreement as a working document and submit their comments on it;
- (b) that there should be immediate discussions between the Americans, the British and French in Berlin with a view to loosening up the boundaries between the Zones; and
- (c) although he did not press this, he offered M. Bidault every opportunity for an immediate discussion of the Saar.

The first stage was for the French to see how many things in the Anglo-American Bizonal Agreement could be followed quietly by them in an evolutionary way.

The Secretary of State emphasised that he was very anxious that there should be no boundaries between the three Western Zones.

The Secretary of State then said that he was convinced that our policy must be to build up standards in our Zones far beyond those which the Russians could produce in their Zone, and that we should aim at such an improvement by next spring. We must also ask the French to agree to the removal of Zonal boundaries.

December
18th

THE SECRETARY OF STATE said that as General Clay and General Robertson were present, he wanted to see whether they could reach a complete understanding between the two Secretaries of State, within which the two Commanders-in-Chief could work.

MR. MARSHALL, after explaining that General Clay was under the War Department, said they should define their objectives.

GENERAL CLAY said that the problem fell under two headings:

- (1) what America and Britain could do alone; and
- (2) what they could do with France.

As regards (1), the first problem, in his view, was currency reform. ¹⁶⁷ German economic rehabilitation depended upon this. But as there was still no final break with the Soviet Union, and he hoped it could be avoided, he felt we should make a further effort to proceed on a quadripartite basis, however many practical difficulties this might raise. Nor did he think it absolutely impossible to secure Soviet agreement to currency reform when he proposed it at the Control Council. The money was already in Germany and action should be taken. His reasons for thinking the Russians might agree were:

- (i) the effect of the recent London breakdown;
- (ii) the Russians did not wish to appear to be responsible for dividing Germany; and
- (iii) they were confronted with a fait accompli in that the Western Powers had the money.

MR. MARSHALL emphasised that in making a quadripartite approach we should make it clear that we really wanted Russian agreement and were not merely making a gesture, expecting their refusal. Beyond that we could not go. But he was most anxious in regard to the general international situation to avoid a "frozen front", which was tragic to contemplate.

GENERAL CLAY said the next problem was to get a live working political organisation. His idea, shared by General Robertson, was to stop short for the moment at expanding the Economic Council, adding slowly but surely to its political responsibilities.

The SECRETARY OF STATE said that he wanted our basis for action to be preparation for an all-German government so that any irridentist German movement would be based on the west rather than the East. General Clay's proposals would need more thinking out and there would have to be further consultation to get them into the right shape and form and ensure that they did not conflict with the principles we had proclaimed at Moscow.

THE SECRETARY OF STATE then said that in his statement that afternoon (December 18th) in the House of Commons he would emphasise that there had been no cut and dried plans by the Western Powers. We had all held our hand in the hope of the London meeting of the Council of Foreign Ministers being successfully concluded. We had hoped against hope. We could not leave matters as they were. He did not, however, expect the German question to be debated until the House reassembled late in January. Then he could not leave matters nebulous. By then we must at least be able to show some sign-posts. We could apply our minds to the problems over the Christmas holidays, and we should expect recommendations from the two Commanders-in-Chief early in January.

GENERAL CLAY said that he and General Robertson could produce a programme for submission to their Governments by January 10th.

General Clay said that there was a third question concerning the future of the Western Allies in Berlin. They would obviously have difficulties there but their intention was to put up with minor annoyances and to hold out in Berlin as long as possible. If things became too tough, they would have to refer to the Governments, but they would not bring the question up until it developed. In reply to a question from Mr. Marshall, he said that they had adequate resources on which to live in Berlin for some time.

GENERAL ROBERTSON then raised the question of French participation. He and General Clay thought in the same way. The bigger questions, such as security and the Ruhr, must be dealt with on a governmental plane and were not the business of the Commanders-in-Chief. But they must work towards trizonal fusion. He hoped the French would send people to Berlin for talks. After this had been done, a Three Power Conference would be necessary to conclude a settlement. He thought these trizonal talks could only take place effectively in Berlin where they would not be dramatised./.

TOP SECRET

MR. MARSHALL'S COMMENTS.

Secretary Marshall indicated that he had not definitely approved any particular course of action and had hoped to receive specific British proposals before making a final commitment. As shown in the Record of conversation, the Secretary had suggested to the French that discussions relating to currency reform and other evolutionary matters affecting the relations of the French zone and the U.S. and U.K. Zones should promptly take place in Berlin. The conversations at a government level in his opinion would deal with long-range aspects of the German settlement, including the Ruhr and these might be held in London. The French are insistent that the question of the Ruhr should be discussed and it would of course be understood that any tentative agreement with respect to the Ruhr would be contingent upon agreement on the other aspects of the German settlement./.

12/17/47

TRÈS SECRET

17 décembre 1947.

Conversations anglo-françaises

M. Bidault se rendit au Foreign Office le 17 décembre à 10h15 du matin pour faire ses adieux. Cette visite fournit l'occasion d'une conversation d'environ trois quarts d'heure sur la situation qui résultait de la rupture de la récente réunion du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères. L'Ambassadeur de France (M. Massigli), Sir Orme Sargent et M. F.K. Roberts étaient aussi présents.

M. Bidault déclara qu'il avait rencontré M. Marshall la veille au soir et qu'il l'avait trouvé, ainsi que la délégation américaine, dans un état de grande perplexité. Ils semblaient éprouver une très vive crainte de la propagande soviétique, bien que M. Bidault leur eût dit qu'elle avait à l'heure actuelle perdu son mordant. Il avait été incapable d'obtenir de M. Marshall quelque chose de très précis, que ce fût en ce qui concerne les moyens de coordonner les idées des trois alliés occidentaux, ou au sujet des grandes lignes de la politique. Il avait aussi espéré voir la veille l'Ambassadeur des Etats-Unis, mais on n'avait pas fixé la réunion, probablement parce que la délégation américaine n'avait pas d'idée précise. Bien que la situation, qui avait été clairement prévue,

.../...

4/297

Eng (orig) P0771/ 67674

*Interpret the meaning
he's taking the plunge*

fût maintenant mise en évidence, les Américains semblaient être plutôt accablés par les résultats de leur propre action. Il espérait toutefois voir l'Ambassadeur des Etats-Unis le jour même et en obtenir quelque chose de plus défini.

M. Bidault déclara alors (que le Gouvernement français était prêt désormais à pousser aussi loin que possible l'étude des questions pendantes pourvu que ceci fût fait d'accord entre les trois gouvernements et que les Français ne fussent pas laissés seuls. Sous cette réserve, il était prêt à parler de tout.)

Le Secrétaire d'Etat dit qu'il avait été lui-même pris par surprise lorsque M. Marshall avait proposé sa résolution d'ajournement. Il s'était naturellement attendu à cette initiative mais sous une forme moins brutale. Cependant, il pensait que cette évolution avait été, en général, favorablement accueillie en Grande-Bretagne. On avait eu le sentiment qu'une telle rupture était inévitable et que les débats du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères devenaient une comédie. M. Bidault tomba d'accord, bien qu'il ne pût pas comprendre pourquoi M. Marshall, qui avait fait preuve d'une telle patience pendant si longtemps, l'avait soudainement perdue. Du côté français, la récente évolution de la situation ne provoquait pas de surprise et l'opinion publique française serait vraisemblablement satisfaite que le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères cessât de se

.../...

rendre ridicule par des discussions byzantines. Le Secrétaire d'Etat affirma qu'on devait maintenant étudier les prochaines choses à réaliser. Les Américains étaient gens à se préoccuper beaucoup des questions financières, à cause de leur crainte du Congrès. Comme exemple, il cita le retard qu'ils avaient provoqué en faisant traîner pendant dix semaines les négociations de fusion à Washington. Si, cependant, les Américains étaient prêts à prendre les mesures qui conviennent en Europe, il serait toutefois nécessaire pour les Français et nous-mêmes de les conseiller, tout en les laissant dire et penser que ce sont eux qui agissaient. (M. Bidault tomba d'accord). Le Secrétaire d'Etat ajouta qu'il avait ménagé une réunion le jour même entre les Commandants en Chef anglais et américain. L'essentiel était en premier lieu que nous agissions avec la plus grande énergie pour augmenter la production dans nos zones, sans dépasser naturellement les limites fixées par les accords. Ceci nous mettrait en mesure de résoudre le difficile problème de la balance des paiements. Ensuite, nous désirions parler avec les Français de la question des trois zones. Mais l'affaire devait être étudiée et débattue très soigneusement de façon à éviter de créer une situation qui pût entraîner des conséquences défavorables aux intérêts des puissances occidentales. Il serait donc nécessaire de discuter avec les Américains des garanties qu'ils étaient prêts à offrir à

.../...

l'Europe étant donné qu'ils étaient, après tout, à l'origine de la situation présente.

Le Secrétaire d'Etat pensait que le meilleur programme serait de discuter ces problèmes très calmement à l'échelon administratif. Il n'était pas besoin d'un ordre du jour fixé à l'avance, et tous les aspects du problème pourraient être passés en revue rapidement et officieusement. Nous pourrions alors clairement nous rendre compte du point où nous en sommes et quelle ligne de conduite il nous faudrait adopter. Nous devions cependant éviter si possible de donner aux Russes un "slogan" ou un plan dont ils pussent se prévaloir contre les Puissances occidentales en les embarrassant toutes les trois. Il se proposait de suggérer à M. Marshall, quand il le verrait ci-dessus dans le courant de l'après-midi, quelque chose dans le sens ci-dessus défini. Il insisterait pour que cette étude à l'échelon administratif couvrit l'ensemble des questions, et que la méthode de travail fût en fait analogue à celle utilisée pour les conversations du plan Marshall.

M. Bidault approuve, mais insiste sur le fait que tous les sujets devaient être discutés, étant donné que le Gouvernement français ne pouvait manifestement pas accepter de discuter seulement la question de la fusion des trois zones.

Le Secrétaire d'Etat rassure M. Bidault, disant que tout serait discuté, y compris naturellement la Sarre et les frontières. Toutefois, avant de parvenir à des conclusions finales et

.../...

définitives, il avait l'intention d'adresser un rapport au Cabinet qui étudierait alors la question rapidement. Rien ne devait être précipité et l'on ne devait pas prendre de décisions hâtives. Tous les aspects du problème devront avoir été approfondis soigneusement, mais, une fois notre parti pris, nous devons agir résolument. Le résultat qui comptait à ses yeux, était de savoir où devait résider la puissance en Allemagne et en Europe.

Le Secrétaire d'Etat ajouta que, selon les renseignements que nous possédions, Molotov s'attendait tout à fait à ce que la récente réunion se terminât comme elle l'a fait, mais qu'il n'avait pas souhaité cette issue. Il pensait que le moment crucial pour l'Europe serait le printemps prochain. Nous devons nous y préparer sans retard par un travail dur, à l'échelon administratif, ainsi que lui-même (le Secrétaire d'Etat) l'avait suggéré

M. Bidault admit les idées du Secrétaire d'Etat, pourvu que les problèmes fussent examinés ouvertement et librement, et non pas avec la méthode bureaucratique du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères. En ce qui concerne le printemps, il regret-
de l'attitude
tait l'imprécision/américaine. Il craignait qu'les Russes ne reprissent l'initiative, et était certain qu'il dût se produire bientôt des troubles intérieurs et des dissensions diplomatiques. En ce qui concerne la France, il ne craignait pas de troubles intérieurs, mais il croyait possible que la tension diplomatique franco-soviétique pût aboutir au rappel des

.../...

ambassadeurs. Il pensait qu'une prochaine étape de la diplomatie soviétique pourrait être un effort pour se débarrasser du Dr Bénès. En Allemagne, il s'attendait à ce que les Russes missent en application leurs plans pour la zone orientale, encourageant le parti socialiste unifié, etc... Les alliés occidentaux ne devraient, par conséquent, pas tarder et il aimerait savoir exactement quelle sorte de conversation le Secrétaire d'Etat proposait, où elle devait se tenir et entre qui.

Le Secrétaire d'Etat déclara qu'il aurait aujourd'hui un entretien avec M. Marshall. Il n'avait pas abouti lui-même à une conclusion. Mais il songeait à une réunion analogue à la Commission franco-anglaise qui n'avait pas de siège établi. Cette méthode permettrait d'éviter que l'Union Soviétique n'attaquât les Français ainsi que nous-mêmes. Il pensait qu'on devrait éviter toute publicité d'aucune sorte, mais qu'il faudrait favoriser des arrangements ad hoc aussi nombreux que possible.

M. Bidault exprima quelque inquiétude sur le fait que la dispersion des différents sujets, (il invoqua comme exemples la fusion, la Sarre, le Rhin, la Ruhr et la balance des paiements), pût empêcher de voir le problème dans son ensemble.

Le Secrétaire d'Etat le rassura en disant qu'il songeait à une seule commission pour toutes ces questions, qui se réunirait en différents endroits et n'aurait pas de siège fixe. Il était soucieux d'éviter que nous ne donnions prise à l'accusation d'apparaître trop agressifs à l'égard de l'Union Soviétique jusqu'à

.../..

7.

ce que nos plans soient au point, et il ne désirait pas agir avec trop d'ostentation.

M. Bidault admit que nous ne devions pas nous montrer agressifs, mais dans la mesure où l'affaire le concernait, sa main pouvait être forcée (1).

Le Secrétaire d'Etat affirma qu'il était soucieux d'éviter que la presse s'emparât de la Commission officielle qu'il proposait. Cette Commission pourrait faire des recommandations de grande portée ; cela était parfait. Mais il ne désirait pas qu'on en parlât. Les Russes faisaient admirablement cette sorte de choses, et nous pourrions nous inspirer de leur exemple.

M. Bidault admit qu'il n'était pas besoin de crier nos idées sur les toits, mais que nous devions les rendre aussi concrètes que possible.

Le Secrétaire d'Etat dit qu'il espérait que nous pourrions

(1) M. Massigli a demandé au Foreign Office une rectification de ce passage qui peut prêter à malentendu. L'idée du Ministre était que nous devons nous garder de prendre des attitudes agressives, mais que si de l'autre côté, certaines initiatives sont prises, ou certains gestes sont faits, nous aurons à y répondre.

.../..

commencer les conversations presque immédiatement, c'est-à-dire^{8.} aussitôt qu'il aurait éclairci avec le Cabinet les lignes de la politique britannique.

Le Secrétaire d'Etat déclara que l'Europe, telle qu'il la voyait, était maintenant divisée de la Grèce à la Baltique et de l'Oder à Trieste. Il serait difficile, sinon impossible, de pénétrer les pays à l'Est de ces lignes. Notre tâche était de sauver la civilisation occidentale. Il pensait lui-même que nous devrions en arriver à une sorte de fédération en Europe Occidentale, possédant ou non une base juridique. Il ne servait de rien de prétendre que nous pourrions maintenir la pression orientale par nos méthodes traditionnelles. En tant qu'Anglais il espérait qu'il ne serait pas nécessaire de prévoir un appareil formel ; tout devait rester souple mais nous devions agir rapidement. Les Américains devaient être amenés à y participer et il se proposait de prévenir M. Foster Dulles qu'il voyait à déjeuner ce même jour et de lui dire que ces questions ne pouvaient être reportées indéfiniment. Il l'avait déjà prévenu que les Russes pourraient narguer les Américains aussi longtemps que ceux-ci se laisseraient empêtrer dans les longues procédures du Congrès. Il ajoutait que l'Amérique devait maintenant faire face à la situation. Si, nous Anglais et Français, jouions notre rôle ~~et~~ il ne faudrait pas que les Américains s'attendissent à nous voir entrer en action pendant que de leur côté ils ne seraient disposés à assumer un risque qu'à une date ultérieure.

.../...

Eng. text in original, 1945

de l'Europe

Ils devaient se persuader que nous étions en cette affaire tous ensemble des Alliés et que c'était là le but vers lequel nous devions maintenant tendre. En ce qui concerne la Grande-Bretagne il ne craignait plus la propagande communiste ou soviétique ; il attira l'attention de M. Bidault sur le leader de l'édition du Daily Herald de ce jour et ajouta que les Trade Unions étaient entrain maintenant de mener une action vigoureuse contre l'infiltration communiste. Il pensait que Vichinsky à New-York et Molotov à Londres avaient été de bien mauvais avocats pour l'Union Soviétique. Molotov avait échoué dans sa tentative pour gagner à ses vues la presse britannique par des déclarations de propagande de même qu'il avait échoué simultanément dans son désir de fomenter des troubles en France, troubles qui avaient été une épreuve terrible.

Le Secrétaire d'Etat déclara qu'il y ^{avait} une autre importante question qu'il souhaiterait évoquer. L'Angleterre et la France devaient se mettre d'accord au sujet de leurs meilleures positions de défense. D'une manière ou d'une autre des conversations militaires entre elles devaient commencer sans retard mais de la façon la plus confidentielle possible. D'autre part nous devrions essayer d'y faire participer les Américains par la suite en nous souvenant toutefois que l'Amérique n'a jamais voulu être partie à des alliances ou à des traités militaires. Il y avait de nombreuses façons d'amener les chefs d'Etat-Major américains à travailler avec nous ; l'une était d'acquérir leur confiance il importait de ne pas la forcer. Jusqu'à présent il n'avait pas

.../...

10.

fait grand chose dans la voie qu'il venait de tracer parce qu'il pensait qu'il en résulterait seulement des embarras pour M. Bidault, tant qu'il aurait des difficultés avec les communistes en France. Mais le temps était maintenant venu d'étudier cette question sérieusement. Il voulait souligner cependant que les conversations militaires devraient être tenues bien distinctes des discussions officielles de la Commission bien que ceci fût le seul sujet dont la Commission ne dût pas s'occuper.

M. Bidault se déclara d'accord. Il comprenait la répugnance du Secrétaire d'Etat à amorcer des conversations militaires aussi longtemps qu'il y avait eu des communistes dans le Gouvernement français ; mais la situation était maintenant changée et il tenait à assurer qu'il enverrait à Londres comme représentants militaires français seulement des hommes en qui il aurait la plus entière confiance et auxquels M. Devlin pourrait se fier : en fait, il allait envoyer le Général Revers. Il comprenait que ceci avait été déjà prévu dans les grandes lignes et qu'il restait seulement à fixer une date (M. Massigli expliqua que pour éviter une publicité maladroite le Général Revers resterait avec lui à l'Ambassade de France et que le voyage serait présenté comme un pur voyage de courtoisie du Chef de l'Armée française.)

Le Secrétaire d'Etat déclara que dans cette phase préliminaire il ne pouvait préciser beaucoup les détails à M. Bidault, mais qu'il pouvait l'assurer qu'il était entrain de s'attaquer à cette question avec un solide esprit de décision. Le problème était d'exprimer cette volonté au moyen de la meilleure

.../..

organisation possible. A son point de vue la rivalité entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest était inévitable jusqu'au moment où l'Europe de l'Ouest serait aussi puissante que l'Europe de l'Est ; avant cette date il n'y aurait pas de paix réelle. Mais quand l'Europe de l'Ouest serait mise sur pied il n'y aurait plus à son point de vue de risque de guerre. La Russie de son côté ne voudrait jamais engager une guerre ; en fait il se demandait si la Russie était un danger aussi grand qu'une Allemagne ressuscitée pouvait le devenir.

M. Bidault parut partager dans l'ensemble ces vues.

Le Secrétaire d'Etat passa alors à la question du type d'organisations qu'il prévoyait pour permettre la participation américaine. Ses idées étaient encore flottantes mais une des méthodes qui lui était venue à l'esprit consistait à envoyer très secrètement un petit groupe de fonctionnaires anglais et français à Washington. Il expliquait les difficultés de négociations avec les Américains par le manque de coordination entre les différents départements. Nous avions nous-mêmes obtenu de bons résultats par la création de petites commissions interministérielles, exemple que les Américains avaient suivi à Washington réalisant ainsi de leur côté une certaine coordination. Il pourrait ainsi suggérer à M. Marshall cet après-midi que la France et l'Angleterre envoient très discrètement un tel petit groupe de fonctionnaires, auquel cas les Américains pourraient peut-être en organiser un semblable de leur côté. Il y avait une difficulté cependant c'était que l'administration de l'Allemagne dépendait du Département de la Guerre tandis que c'était le Département d'Etat qui était

.../...

responsable de l'évolution politique en Allemagne. Il estimait pourtant que cette méthode concrète des commissions de fonctionnaires était la meilleure manière de travailler avec les Américains.

M. Bidault se déclara d'accord en principe avec cette méthode ; il ajouta que ces groupes de travail auraient besoin des conseils et de l'expérience politique du Foreign Office (1)

Le Secrétaire d'Etat répéta qu'il n'avait exprimé là que des suggestions conformes aux grandes lignes du projet qu'il était entrain de préparer. Alors que les problèmes incluant évidemment celui de la Sarre, de la Ruhr et les intérêts généraux du Bénélux devraient être traités avec le plus grand soin, la Commission aurait à se mettre au travail très rapidement. Un problème immédiat était celui de l'organisation politique particulière à mettre sur pied pour l'Allemagne de l'Ouest sans préjudice d'une

. Il se pouvait néanmoins que les Américains eussent le désir d'élections grandioses ce qui pensait-il serait une erreur (M. Bidault approuva). Les pouvoirs de l'organisme de coordination de l'Allemagne de l'Ouest, quel que soit son nom, poseraient un autre problème. Il souhaitait créer une situation dans laquelle un éventuel mouvement d'irrégentisme en faveur de l'unité allemande ne pourrait partir que de l'Allemagne de l'Ouest et non de l'Allemagne de l'Est.

*Adams
fin
figer*

(1) M. Massigli a demandé un rectificatif au Foreign Office : au lieu de : "du Foreign Office" il faudrait lier "des Ministères des Affaires Etrangères. Ce que M. Bidault a voulu dire

(1) c'est que de part et d'autre les Ministères des Affaires Etrangères doivent conserver la haute main sur la négociation.

M. Bidault déclara qu'il pensait que la France nous avait rendu un grand service deux ans plutôt en refusant son accord à l'établissement d'administrations centrales. Si elle avait donné son accord les communistes seraient maintenant au pouvoir à Cologne.

Le Secrétaire d'Etat évoqua alors les négociations françaises pour un traité avec la Tchécoslovaquie et la Pologne.

M. Bidault dit qu'il serait heureux d'exposer la situation actuelle si le Secrétaire d'Etat en était inquiet. La France ne poursuivait pas de négociations avec les Tchèques et les Polonais. Les Polonais avaient pourtant accepté tout ce que la France avait proposé et qu'il n'y avait que quelques divergences secondaires à aplanir. Du côté tchèque le Président Benès s'était montré très désireux d'aboutir à un tel traité. M. Bidault précisa néanmoins d'une façon très claire que le moment présent n'était pas le bon pour de tels traités et qu'il l'avait dit aux Ambassadeurs de Pologne et de Tchécoslovaquie à Paris.

Le Secrétaire d'Etat déclara qu'il n'était pas du tout inquiet à ce sujet et qu'il était reconnaissant à M. Bidault de ses informations. Il fit remarquer que les Polonais prétendaient que le traité de garantie anglo-polonais de 1939 était encore en vigueur.

M. Bidault déclara que la France avait de son côté aussi un arrangement semblable remontant aux alentours des années 1920

;;;

Néanmoins comme il n'y avait pas d'accord sur les frontières^{14.} de la Pologne c'est à peine si l'on pouvait songer à les garantir. La garantie française si l'on peut dire qu'elle existe s'applique plus à l'âme de la Pologne qu'à son corps. M. Bidault demanda alors au Secrétaire d'Etat ce qu'il pensait de la récente réforme monétaire en U.R.S.S.. Il déclara que selon quelques financiers français elle représentait une très bonne chose. Lui de son côté n'en était pas si sûr, il estimait que c'était un rude choc pour le peuple russe et l'économie soviétique.

Le Secrétaire d'Etat déclara que Staline avait déjà parlé de la réforme monétaire à une délégation travailliste à Moscou durant l'automne 1946. Il avait avoué qu'il était très inquiet du processus inflationniste en Union Soviétique. Il avait dit que des mesures énergiques seraient nécessaires si l'on voulait réaliser le plan de 5 ans actuel. Il avait aussi indiqué le manque très caractérisé de produits de consommation. Staline parlait avec l'arrière-pensée de pousser à un accord commercial anglo-soviétique ; mais selon le Secrétaire d'Etat il en avait assez dit pour indiquer que toute l'économie soviétique était branlante. Durant la réunion des Ministres à Moscou le printemps dernier, quelques-uns des journalistes étrangers avaient voyagé et ils avaient rapporté l'impression que le contrôle des fermes collectives s'était détendu. En fait, ces fermes n'étaient plus guère que des groupes de paysans avec les qualités et les défauts qui leur sont coutumiers. Une conversation se poursuivit sur ce point de laquelle il résulta que si beaucoup ~~avaient~~^{avait} été fait au cours de l'année passée pour la reprise en main des fermes

.../...

collectives, ces fermes n'étaient en fait qu'un autre nom pour l'ancienne organisation du village russe.

Au moment où M. Bidault prit congé le Secrétaire d'Etat lui remit un mémorandum sur l'O.R.I. et lui demanda de voir si le Gouvernement français ne pourrait pas accorder à cette organisation une aide plus substantielle.

°°

17 décembre 1947

1 en. : PB (cust) V SH
- Copy - 092

Londres, le 17 décembre 1947.

Diploetia Paris.

M. Marshall, accompagné de M. Douglas, est venu me voir cet après-midi. Le secrétaire d'Etat américain propose, au lendemain de l'échec de la Conférence de Londres, un plan précis d'action. Ce plan s'étendrait à la fois à la solution des problèmes techniques immédiats résultant des circonstances nouvelles et à l'étude des problèmes politiques fondamentaux.

M. Marshall suggère d'abord que nos représentants à Berlin sous l'autorité des Commandants en Chef examineront les points suivants :

17/ Les représentants français seraient invités à faire une analyse critique des mesures prises par les autorités américaines et britanniques en vue de la constitution de la birone. En même temps les délégués français pourraient faire connaître comment, à leur point de vue, l'organisation d'une zone française fusionnée devrait être conçue, et sans que cela implique aucune décision en ce qui concerne la fusion.

2°/ Les représentants français étudieraient avec leurs collègues africains et britanniques les disposi-

.....

tions qui pourraient être mises en vigueur dans la zone française pour rendre nos politiques "parallèles". Une pareille action, a souligné le secrétaire d'Etat, pourrait simplifier les opérations de la fusion le jour où celle-ci serait décidée.

3/ Les Commandants en Chefs anglais et américain vont immédiatement proposer l'application de la réforme monétaire. Théoriquement tout au moins les Soviets pourraient accepter cette proposition, même dans la situation politique actuelle. Si, comme il est probable, ils la rejettent, l'offre sera faite au Commandant en Chef Français.

4/ M. Marshall souhaite que nos représentants étudient les moyens de faciliter les échanges d'hommes et de marchandises entre les zones occidentales sans modifier leur situation politique présente.

5/ Il est urgent de réaliser un accord sur les règlements financiers entre la Sarre et l'Allemagne. Le problème du charbon sarrois doit également faire l'objet de négociations immédiates, étant entendu qu'il appartiendra à la France de faire prévaloir au sein d'E.C.G. les solutions sur lesquelles nos experts ont déjà réalisé l'accord à Berlin.

J'ai déjà indiqué à cet égard que, conformément à l'échange de lettres de Moscou, la notification à E.C.G. devrait être tripartite.

.../...

6 / Si, comme il faut l'espérer, le Congrès vote les fonds prévus pour assurer les dépenses en dollars des zones occidentales, conformément au plan d'aide à l'Europe, M. Marshall souhaite que les crédits ainsi obtenus contribuent largement dans les trois zones au rétablissement des échanges entre l'Allemagne de l'Ouest et ses voisins.

Côté de ces problèmes qui présentent un caractère d'urgence, il faut songer à aborder les questions politiques à plus long terme. Avant tout, M. Marshall désirerait que soit étudié le régime futur de la Ruhr. Il comprend qu'il s'agit là pour les Français du problème-clé. C'est à Londres, à son avis, là où nous aurons à vaincre les difficultés provenant de l'attitude britannique, que devraient avoir lieu les pourparlers nécessaires entre les trois puissances. Le Secrétaire d'Etat américain est heureux de constater qu'un accord est intervenu entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur l'exploitation des mines de la Ruhr pendant la période actuelle d'occupation. Il a fallu en arriver là vaincre les susceptibilités anglaises et faire admettre que les méthodes employées jusqu'à ce jour n'étaient pas les meilleures possibles pour accroître la production. Maintenant, le Gouvernement des Etats-Unis en tenant compte du légitime souci de sécurité qui inspire la politique de la France désire trouver une solution permettant d'écarter pour l'avenir les craintes que fait naître la concentration dans le territoire de la Ruhr de vastes ressources utilisables par les Allemands.

.../...

M. Marshall ajoute qu'en fait on voudra bien comprendre en France que le vrai danger aujourd'hui est de voir les Russes tenter d'utiliser contre nous la force germanique et les Allemands essayer, de leur côté, de se servir des Russes pour atteindre leurs propres buts. Il appartient aux Puissances occidentales d'allier leurs efforts afin d'écarter la menace d'un pareil jeu. La Conférence projetée sur la Ruhr devrait commencer à Londres entre le 15 et le 31 Janvier.

J'ai indiqué au Secrétaire d'Etat qu'à mon avis il paraissait difficile de ne pas reconnaître la liaison existant entre la solution des problèmes immédiats et celle des problèmes à long terme. Du succès des conversations de Londres pourra dépendre le succès des conversations de Berlin et réciproquement.

M. Marshall a insisté vivement alors sur le fait qu'il ne s'agissait nullement à Berlin de prendre des décisions politiques mais simplement de résoudre les difficultés quotidiennes issues de la situation nouvelle créée par l'échec de la Conférence de Londres, et de préparer l'avenir. En particulier, il a souligné que la question de la fusion des trois zones n'avait pas à être évoquée à Berlin. Il comprend la position française telle que je l'ai exposée et d'après laquelle le problème de la fusion ne pourrait être traité isolément de l'ensemble des autres problè-

.../...

mes qui se posent à l'occasion du règlement allemand.

Sur ce point, la réponse du Secrétaire d'Etat a été absolument nette : j'estime que l'attitude américaine et la proposition qui nous est faite aujourd'hui répondent à nos intérêts. C'est le Secrétaire d'Etat lui-même, et sans que j'aie eu à le lui demander, qui a inclus dans la liste des questions à résoudre sans délai les règlements sarrois auxquels nous attachons tant d'importance.

Aussi ai-je indiqué à M. Marshall que nous allons réfléchir au programme projeté, mais que dès maintenant je pensais pouvoir lui dire que nous répondrions affirmativement son offre. J'ignore cependant quelle sera la réaction de M. Bevin.

A aucun moment, au cours d'un entretien qui fut très confiant, M. Marshall n'a usé d'aucun moyen de discussion qui comportât une tentative de nous influencer./.

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé : MC

TELEGRAMME CHIFFRE

par Creed

N° DIPLO/100/105

Diplomatie Paris Londres, Le 9 janvier 1948

Chiffre Le 9 23 H 15

PRIORITEXXX R E S E R V E19 heures.

Je me réfère à vos télégrammes No. 47 à 49.

Je viens d'être reçu par M. Bevin.

J'ai repris les observations de votre télégramme précité en soulignant avec force tout ce qu'avait d'étrange la situation devant laquelle nous étions placés. J'ai ajouté une question.

Dans la conversation que M. Bevin a eue avec M. Marshall le 18 décembre, le Général Clay et le Général Robertson avaient annoncé pour le 10 janvier un programme de réorganisation de la zone. Je ne pouvais croire que les Allemands eussent été consultés avant que les deux gouvernements eussent donné leur accord. Je devais donc supposer que la procédure avait été hâtée et que les deux Commandants en Chef avaient en poche l'approbation de leur gouvernement respectif. Dans ces conditions

..../....

Massigli/65

- 2 -

qu'attendait-on de la conférence de Berlin?
A quoi pourrait servir nos observations
éventuelles?

M. Bevin m'a répondu que je parlais
d'une hypothèse inexacte. Lorsque les
journaux ont rendu compte hier de ce qui
s'était passé à Francfort, le Gouvernement
britannique ne savait rien. C'est seulement
dans l'après-midi d'aujourd'hui que le
Foreign Office avait reçu le télégramme
contenant les propositions des généraux. Le
Secrétaire d'Etat lui-même n'avait pu encore
les examiner; il n'avait à leur sujet aucune
opinion; encore moins le Gouvernement qui
n'en a pas encore connaissance.

C'est donc à tort qu'on s'était ému à
Paris. Il fallait comprendre que la situation
en Allemagne n'est pas sans causer des
inquiétudes; le ravitaillement fonctionne mal,
l'administration de la bizonie est préoccupée
de supprimer les causes de l'obstruction que
font les Länder à une répartition équitable des
denrées alimentaires, etc.

J'ai dit au Secrétaire d'Etat que, si
telle était la situation, je n'aurais pas
l'indiscrétion de lui demander s'il trouvait
très convenable du point de vue des Gouvernements
anglais et américain eux-mêmes que les Allemands
soient consultés solennellement sur des
propositions encore ignorées de Washington et
de Londres. Mais je devais lui poser une autre
question. Si des propositions recueillent

...../.....

l'assentiment des deux Gouvernements, va-t-on y donner suite la semaine prochaine sans se préoccuper de ce qu'en nous avons à dire nous-mêmes?

M. Bevin dont l'embarras durant l'entretien était évident, m'a répondu en termes d'ailleurs peu précis, qu'il n'était pas question d'application immédiate et que tout cela devrait être examiné de près.

Il est ensuite revenu sur les considérations qui obligent l'administration de la bizonie à tenir compte de plus en plus de l'opinion allemande et à ne pas laisser aux Russes le monopole des procédures de consultation.

J'ai terminé la conversation en prenant acte de ces explications et en demandant que nous soyons mis à même le plus tôt possible de connaître le détail des propositions envisagées, et d'en faire la critique.

Si surprenantes que soient les explications qui m'ont été données, elles sont vraies. J'ai su, en effet, d'une autre source, qu'hier à la réunion du Cabinet, on avait posé à M. Bevin sur les nouvelles publiées par la presse des questions auxquelles il avait été dans l'impossibilité de répondre ce qui n'avait pas été sans surprendre ses collègues.

J'ai d'autre part de bonnes raisons de penser que toute la publicité donnée à la consultation des Allemands est de l'initiative du Général Clay, que le Général Robertson a suivi de plus ou moins bon gré./.

signé: MASSIGLI

1/12/48

Clay

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ALL
L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SÉCRÉTAIRE GÉNÉRAL

Paris, le 12 janvier 1948.

Je vous communique ci-joint, pour votre information, les procès-verbaux des notes que j'ai dictées à la suite de mes récents entretiens avec Harvey et avec Caffery.

Je ne saurais trop insister sur l'importance que l'on attache ici à ce qui vient de se passer à Francfort. Ces tractations nous apparaissent comme un événement capital, entièrement nouveau et portant sur un sujet qui, dès le 17 décembre, devait, d'accord entre notre Ministre et M. Marchall, faire l'objet d'entretiens tripartites immédiats tant à Berlin qu'à Londres. Clay nous a lanternés et a utilisé le temps qu'il s'accordait ainsi d'une manière qui se passe, me semble-t-il, d'autres commentaires. Cela nous est apparu tellement fort que nous nous sommes demandés tout d'abord s'il n'en avait pas dit quelque chose à Koenig qui est allé le voir à Francfort il y a quelques jours. Koenig nous répond à l'instant qu'il n'a été à aucun moment question du projet de réforme des organisations bizonales au cours de cette visite.

....

Mon Excellence
Monsieur Henry Bonnet
Ambassadeur de France
WASHINGTON -

Bonnet pp / 1

Le Ministre est absent depuis quelques jours. Il rentre demain et la question allemande vient après demain en Conseil. J'imagine que le Gouvernement voudra, avant toute autre chose, être très exactement fixé sur la valeur que Washington attache aux élucubrations de Clay et sur le rôle que l'on se propose de nous laisser jouer dans cette comédie. Vous aurez sans doute de nouvelles instructions en cours de semaine ./.

Bien cordialement à vous

J. Chamberlain

11/2/48
12 janvier 1948

1937

Le Secrétaire Général du Département a convoqué et reçu en audience, le 10 de ce mois à la fin de la matinée, l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique.

M. Chauvel a dit à M. Caffery qu'en l'absence de M. Bidault, qui eut sans doute tenu à entretenir lui-même l'Ambassadeur des informations publiées par la presse au sujet des arrangements anglo-américains de Francfort, M. Bonnet avait été chargé d'aborder à ce sujet le Département d'Etat et M. Marshall. M. Chauvel tenait toutefois à ce que l'Ambassadeur fût exactement instruit des réactions du Gouvernement français et des instructions données à M. Bonnet.

Le Secrétaire Général a donné ensuite intégralement lecture à M. Caffery du télégramme adressé à Washington par le Département sous les n° 108 à 116. Il a insisté sur l'effet de choc et de scandale que ces informations avaient produit dans les milieux gouvernementaux, sur les soupçons que ne pouvaient manquer de faire naître les retards apportés par le général Clay à l'ouverture des négociations tripartites de Berlin, sur l'incertitude dans laquelle se trouvait aujourd'hui le Gouvernement français

Bonnet/1

quant aux bases de ces négociations, sur l'exploitation qu'une certaine presse faisait de l'affaire, et sur le danger de voir les Soviets se prévaloir de l'initiative prise à Francfort pour rétablir par la constitution d'un gouvernement à Berlin voire la restauration complète du système quadripartite. Il a marqué enfin le caractère illusoire que conserveraient les projets de collaboration entre Paris, Londres et Washington aussi longtemps que cette collaboration ne se manifesterait pas en Allemagne.

Il a fait part à l'Ambassadeur des indications données par M. Devin à M. Massigli sur l'étendue des initiatives prises en l'absence par les deux commandants en chef et sur le caractère de "propositions" attribué à leurs arrangements par le Secrétaire d'Etat britannique. Il a exprimé les doutes les plus forts sur la possibilité pour les deux gouvernements, à supposer qu'ils le voulaient, d'accords négociés non seulement entre leurs représentants, mais entre ces représentants et les Allemands.

M. Caffery n'a formulé aucune objection contre l'ensemble ou le détail de ces observations. Il s'est borné à dire qu'il n'avait rien reçu de Washington ni de Francfort au sujet de cette affaire, qu'il en était donc réduit aux informations de presse. Il se proposait d'interroger Washington et de rendre compte au Département d'Etat des réactions françaises ./.

11/248

12 janvier 1948.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

NOTE

Sir Oliver Harvey est venu le 9 de ce mois faire sa visite d'arrivée au Secrétaire Général du Département.

M. Chauvel a saisi cette occasion pour attirer fidèlement l'attention de l'Ambassadeur sur les nouvelles de presse relatives aux accords intervenus à Francfort entre les commandants en chef britannique et américain et sur les tractations entre ces derniers et diverses autorités allemandes. Secrétaire Général a marqué l'effet de choc produit par ces nouvelles sur le Gouvernement français, la difficulté de concilier de telles initiatives avec les arrangements faits à Londres au sujet de conversations tripartites relatives à l'Allemagne et l'incertitude dans laquelle se trouvait actuellement ce département sur les bases de ces négociations.

....

Bunnet/1

Sir Oliver Harvey a répondu qu'il n'était aucunement au courant de ce qui s'était passé à Francfort, qu'il savait que les négociations que M. Strange avait conduites à Washington devaient avoir une suite sur le plan bisonal, mais qu'il n'avait pas été instruit, avant son départ de Londres, de projets correspondant aux informations publiées par la Presse.

Ayant eu connaissance le 10 au matin, par télégramme de Londres n° 100 à 105, des explications données par M. Bevin à l'Ambassadeur de France, le Secrétaire Général a convoqué à nouveau l'Ambassadeur d'Angleterre qu'il a reçu en fin d'après midi.

M. Chauvel a tout d'abord fait lire à Sir Oliver Harvey le texte même du télégramme adressé à Washington par le Département sous les numéros 108 à 116. Il lui a ensuite donné connaissance de la partie du télégramme de Londres n° 100 à 105 qui relate les propos tenus par M. Bevin à M. Massigli. Il a évoqué à nouveau l'effet de stupeur et de scandale produit à Paris par les tractations de Francfort. Il a souligné le fait qu'aucune collaboration ^{réelle} entre la France et la Grande Bretagne n'était possible si cette collaboration ne se manifestait pas d'abord en Allemagne à propos des problèmes allemands; qu'il était aussi difficile de concevoir une collaboration tripartite entre Paris, Londres et Washington, que l'objet en fût de reconstruire l'Europe occidentale ou de défendre cette Europe et le reste du monde contre un péril commun, si la question

.....

- 2 -

allemands, qui était au centre de tout, n'était pas traitée en plein accord entre les trois Puissances; que du point de vue tactique enfin l'initiative prise par les deux Commandants en Chef de créer un gouvernement allemand à Francfort donnait aux Soviets le meilleur des prétextes et la plus parfaite justification pour la création d'un gouvernement allemand à Berlin avec toutes les conséquences qu'il leur paraissait de tirer d'une telle création.

M. Chauvel a relevé le fait que M. Bevin qualifiait les arrangements de Francfort de "propositions des Généraux". Fallait-il en conclure que le Gouvernement britannique ne se considérait pas comme lié par des arrangements, bien qu'ils eussent déjà été discutés et agréés par les Allemands ? Se proposait-il de les remettre éventuellement en cause ? Et avait-il l'intention d'en entretenir le Gouvernement français ? M. Massigli venait d'être chargé de poser ces questions au Foreign Office.

Sir Oliver Harvey a répondu qu'après son entretien de la veille avec le Secrétaire Général, il était entré lui-même en communication avec M. Kirkpatrick qui lui avait confirmé que les arrangements entre les deux Généraux avaient été conclus "ad referendum". M. Kirkpatrick avait ajouté que les contacts pris avec diverses autorités et personnalités allemandes avaient eu le caractère de sondages destinés à faire apparaître les réactions autochtones; que ces réactions avaient d'ailleurs été diverses, M. Schumacher s'étant prononcé contre le projet.

Sir Oliver Harvey a indiqué enfin qu'il ne doutait pas

.....

de l'intention de son gouvernement d'entretenir cette affaire, "à un moment quelconque", le gouvernement français, mais il n'a pas contesté la lourdeur de l'hypothèque que faisait porter sur la suite des choses et l'intervention des Allemands dans la négociation et la publicité donnée aux clauses principales de l'accord.

En conclusion, M. Chauvel a souligné le fait que le Général Clay avait annoncé sans plus attendre la mise en place du nouveau régime au début de février et la présentation du plan au conseil le 30 janvier. Cette annonce faisait bon marché et de l'avis des Gouvernements britannique et américain et des réactions du conseil. Le Secrétaire Général, pour sa part, ne pouvait, dans l'état actuel des choses, que réserver la position que prendrait le Général Koenig lors de la séance du 30. Il était obligé de constater qu'en l'occurrence le Gouvernement français avait été traité exactement comme le Gouvernement Soviétique. Les entretiens de Londres paraissaient faire prévoir des procédés différents de nature à cimenter une autre solidarité./.

11/13/48

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

faire ces jours-ci contre l'imprudence de la politique dans laquelle ils se trouvent engagés à la fois par le souci de faire face à des difficultés pratiques et immédiates, et par le souci de renouer sur la propagande soviétique. Je leur rappelle la phrase prononcée il y a dernier par le Dr. Schuchacher au Congrès socialiste de Zurich et que me citait un témoin : "Le nationalisme allemand renaitra à coup sûr si les grandes puissances ont l'imprudence de s'en servir comme d'une arme dans la lutte qu'elles se livrent".

Signé: MASSIGLI

Il est certain que les conditions de la situation internationale sont très graves et que les dangers sont très réels. Mais il ne faut pas se laisser aller à une pessimisme excessif. Il faut rester calme et réfléchi. Il faut se rappeler que la France est une grande nation et qu'elle a le droit de défendre ses intérêts. Il faut aussi se rappeler que la France est une nation libre et qu'elle a le droit de choisir son chemin.

Quant à la situation intérieure, elle est également grave. Mais il ne faut pas se laisser aller à une pessimisme excessif. Il faut rester calme et réfléchi. Il faut se rappeler que la France est une grande nation et qu'elle a le droit de défendre ses intérêts. Il faut aussi se rappeler que la France est une nation libre et qu'elle a le droit de choisir son chemin.

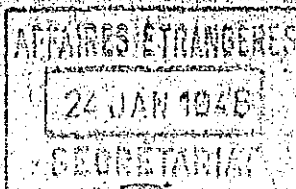
Massigli/65
M-2AE, 13/1/48

INDÉPENDANT EN CHEF FRANÇAIS
EN ALLEMAGNE

LE CONSEILLER POLITIQUE

Berlin

20 Janvier 1948



M. J. TARBE de SAINT-HARDOUIN,
Ambassadeur de France, Conseiller Politique,
à

Son Excellence Monsieur Georges BIDAULT,
Ministre des Affaires Etrangères
Direction d'EUROPE Paris -

EU P

lorsqu'ils s'efforcent d'expliquer que les projets en cours de discussion, mais que l'on doit déjà tenir pour adoptés dans leur ensemble, ne font nullement obstacle à la réalisation future des projets français en matière de fédéralisme. Quant au mystère dont on affirme à Paris qu'ils se sont entourés, ils s'appliquent à le contester, en faisant état des informations données, préalablement, à certains de leurs collègues français.

Quoi qu'il en soit, nous devons bien nous rendre compte que, dans l'esprit de nos Alliés, les préoccupations qu'ils nous connaissent et aussi le destin de l'Allemagne ne pèsent pas d'un très grand poids. L'important pour eux est d'organiser et de redresser toutes les forces, où qu'elles se trouvent, en face de l'URSS. L'Allemagne occidentale est au nombre des instruments qu'ils s'approprient à forger, au premier rang des bastions sur lesquels ils s'appuient. S'ils désirent toujours nous voir adhérer à la bizone, c'est moins dans l'idée de reconstruire, avec notre concours et conformément à nos vues, une portion du continent qu'avec l'arrière-pensée d'accroître la puissance du bloc capable de s'opposer au dynamisme russe.

L'aspect dangereux, pour ne pas dire tragique, de cette situation, c'est que l'Allemagne occidentale, qu'elle comprenne ou non la zone française, ne peut véritablement jouer le rôle auquel on la prépare que si, dans le domaine industriel et plus précisément en ce qui concerne son potentiel de guerre, elle devient à nouveau la première Puissance de l'Ouest européen et si, loin

d'être un Etat fédéralisé et en quelque sorte émasculé, elle se reconstitue autour d'un pouvoir central ne laissant à des gouvernements fantoches que des apparences d'autorité. Telle est l'évolution que nous sommes en droit de redouter et qui va à l'encontre de nos propres conceptions.

Il était probable, sinon fatal, que les événements prendraient une pareille tournure le jour où augmenteraient les risques d'un conflit entre l'URSS et les pays anglo-saxons et où les deux moitiés de l'Allemagne apparaîtraient à leurs occupants comme destinées à tenir une place essentielle dans leurs plans d'opération. Sur la pente qui conduit à la division de l'Allemagne, les décisions de Francfort représentent une étape ; à moins d'événements imprévus, tout porte à croire que les Russes ne voudront pas se tenir pour battus et qu'ils chercheront, d'une manière ou d'une autre, à marquer, à leur tour, un point. De la sorte, le fossé continuera de se creuser.

Ce n'est pas sans inquiétude que les Allemands assistent à cette dislocation. Bien entendu, il en existe de nombreux, à l'Ouest, qui, pour des motifs purement matériels, ou par haine de la Russie bolcheviste, et avec l'espoir que de la guerre sortira l'unité de l'Allemagne, se félicitent de l'élaboration, d'accord entre l'occupé et deux de ses occupants, d'un plan améliorant sensiblement l'état de choses actuel. Mais il est significatif que les hommes politiques - qui ont donné leur assentiment aux propositions anglo-saxonnes plus qu'ils ne les ont discutées - ne semblent pas désireux de mettre leur nom en avant et qu'un chef de parti, comme M. Schumacher, rencontre

quelques difficultés, en dépit de plusieurs déclarations, pour arrêter son opinion, soit qu'il redoute de déplaire aux Anglo-Saxons, soit qu'il craigne d'être sévèrement jugé par ses compatriotes. Même celui qui néglige tout ce qu'il y a de tendancieux, et d'hypocrite, dans les accusations lancées par les éléments de la zone orientale à la dévotion de l'Administration militaire soviétique, ne saurait assumer, de gaîté de coeur, la responsabilité, si mince soit-elle en la circonstance, d'accepter, serait-ce pour un temps, le partage de son pays.

Placé entre une Russie qui ne se fait la championne de l'unité allemande que pour étendre son influence jusqu'au Rhin, et les Puissances anglo-saxonnes, l'Allemand, s'il était toujours libre de son choix, n'hésiterait généralement pas à se prononcer. Cependant, la politique des Anglo-Saxons ne porte pas, après deux ans et demi d'occupation, l'empreinte du succès et, si quelque crédit leur est encore accordé, il faut en trouver la raison principale dans les perspectives qu'ouvre l'éventuelle mise en application du plan Marshall. Rien ne dit qu'ils ont gagné la partie en Allemagne et, lorsque nos interlocuteurs britanniques et américains nous assurent que la situation les a obligés à agir de toute urgence dans la bizone, ils ne cherchent pas seulement à s'excuser de nous avoir tenus dans l'ignorance ; ils peuvent aisément invoquer à l'appui de leurs affirmations les grèves de la Ruhr et la détresse alimentaire.

Il est donc permis de se demander si le moment n'est pas venu pour nous de nous départir de notre réserve et d'exposer plus clairement les conceptions françaises. Puisque nos Alliés s'obstinent à ne pas nous entendre

et même s'ils nous entendaient demain, il est vraisemblable qu'ils n'apporteraient à leurs projets que de bien légères modifications - pourquoi ne pas nous adresser directement aux Allemands et ne pas leur faire connaître publiquement, par des déclarations répétées, nos intentions à leur égard ? Jusqu'à maintenant, notre silence a été la règle ; ne conviendrait-il pas de le rompre, non par un simple discours ou à l'occasion d'un seul voyage, mais d'une manière prolongée, renouvelée, sans répit ? Les deux Allemagnes, que l'on est en train de façonner, se caractérisent par leur aspect artificiel ; elles ne sont pas destinées à vivre et à se développer dans un monde en paix ; elles représentent déjà ou représenteront bientôt des instruments de guerre. Il semble que, nous distinguant en cela de nos Alliés, nous pourrions établir notre programme, comme si nous faisions abstraction du conflit possible. L'Allemagne dont nous proposerions la construction serait une Allemagne du temps de paix, une Allemagne qui ne serait pas édifiée en vue de circonstances exceptionnelles, une Allemagne qui, au lieu d'être un objet entre les mains des autres Puissances, aurait le sentiment que compte a été tenu de ses intérêts et de son avenir.

Ce que nous pouvons offrir aux Allemands, c'est, dans l'état actuel des choses, une participation efficace et active à la reconstruction d'une Europe, conçue comme un ensemble organisé et harmonieux. Si l'idée était lancée, elle serait accueillie ici avec un intérêt d'autant plus vif que la proposition qui en serait faite répondrait presque à une sorte d'attente. Des journalistes français,

en visite ces jours derniers dans la zone britannique, ont été frappés de l'enthousiasme que le concept européen, énoncé au cours de conversations à bâtons rompus, avait provoqué chez les étudiants de l'Université de Cologne. Les circonstances ne sont pas défavorables à la réussite d'un pareil projet. Il n'était pas aisé de le faire aboutir aussi longtemps que la notion de revanche dominait, chez les générations précédentes, dans le coeur et l'esprit de celui des deux peuples qui avait été vaincu. La dernière guerre s'est déroulée dans de telles conditions que tant le Français que l'Allemand devrait accepter, sans en souffrir dans son patriotisme, cette pensée qui, en 1871 et en 1919, n'aurait pas été aisément admise soit par l'un, soit par l'autre, que le récent conflit a été l'ultime conflit : la réconciliation pourrait se sceller entre eux sans qu'un amour-propre national exacerbé vienne aussitôt en compromettre les chances. Ajoutons à cela qu'à juste titre, la France n'aurait jamais prêté, de plein gré, son concours à l'édification d'une Europe dont l'Allemagne victorieuse eût posé les fondements et revendiqué le patronage ; l'Allemagne, placée dans une situation correspondante et mise en face d'une offre semblable, réagirait d'une manière toute différente, partiellement d'ailleurs pour des motifs et des mobiles dont il serait indispensable de tenir, dès maintenant, un très grand compte.

On ne saurait nier, en effet, que l'étudiant, le journaliste ou l'homme politique allemand n'est le plus

....

fréquemment séduit par l'idée européenne que dans la mesure même où elle permet à ses rêves d'ambition et d'expansion, si confus soient-ils actuellement, de se développer sur un champ suffisamment vaste: pour lui, une Europe organisée, au bénéfice de laquelle chaque Etat irait jusqu'à se dépouiller de certains attributs de sa souveraineté, c'est une Europe où nul n'en peut douter où l'Allemagne occuperait au moins une place de choix.

Les plans français sur le fédéralisme semblent précisément de nature à réduire les inconvénients d'un pareil risque. Quel est le pays voisin de l'ancien Reich qui, du reste, adhérerait, sans les plus graves et les plus légitimes appréhensions, à une entente européenne comprenant une Allemagne unitaire et centralisée ? Encore faut-il que l'Allemagne elle-même n'écarte pas, avec répugnance, voire avec hostilité, des conceptions fédéralistes qui, depuis un an, plus que nous n'aurions pu le supposer, ont progressé sur le terrain des réalisations pratiques, mais dont elle se méfie instinctivement, ne serait-ce que parce que nous nous en sommes fait les champions et parce qu'elle redoute, en conséquence, dans leur éventuelle application, la consécration de sa présente faiblesse.

Pour éviter que ne renaissent l'Allemagne de Guillaume II et celle de Hitler, il faut surtout que l'Allemand de demain se démocratise, s'humanise au contact des autres peuples, qu'entre lui et eux s'établisse un courant de multiples échanges, capable de favoriser un phénomène d'osmose et de lui donner conscience, pour la première fois, de sa mission européenne occidentale. Il y a là un programme qui

doit, semble-t-il, plaire à une nation avide de tout ce qui pourrait l'arracher à elle-même, à sa misère, à ses ruines et ardemment désireuse de jeter un regard de l'autre côté de ses frontières. S'il était heureusement agencé, le fédéralisme, en détournant les "Länder" de la capitale, que celle-ci s'appelle Berlin ou Francfort, et en les orientant chacun vers le Pays qui le borde, apparaîtrait comme une formule d'avenir.

Sans insister, par ailleurs, sur un problème d'une importance aussi considérable pour nous que celui du contrôle international de la Ruhr, je voudrais marquer, ici, que les projets dont nous avons pris l'initiative auraient tout avantage à être présentés, non sous la forme d'une sanction ou d'une mesure de précaution, mais de telle façon qu'ils revêtiraient l'aspect d'une expérience européenne, destinée peut-être à servir de précédent. Un nationaliste convaincu, M. Jakob KAISER, à qui l'un de mes collaborateurs exposait récemment des conceptions de cet ordre, était loin de les considérer a priori comme inadmissibles.

Trente mois après la cessation des hostilités, malgré le rattachement économique de la Sarre, grâce aux erreurs commises par nos Alliés et à l'incapacité qu'ils ont manifestée, la voie reste ouverte à la France, moins pour tenter un rapprochement franco-allemand qui souvent serait faussement interprété, que pour inaugurer une politique vis-à-vis de l'Allemagne. Le temps passé n'est pas complètement du temps perdu. Des quatre Puissances occupantes, notre pays n'est peut-être pas celui qui jouit ici de la plus grande faveur, mais sans doute celui que

l'on sait le plus directement intéressé aussi bien au problème allemand qu'au problème européen, celui dont il y a quelque chose à attendre. Il est symptomatique que des articles affirmant que l'opinion française témoignerait à l'égard de l'Allemagne d'une compréhension qui n'apparaissait pas jusqu'à maintenant aient été publiés, ces jours-ci, dans la presse berlinoise, plus symptomatique encore que nous soyons l'objet de certaines avances. Si la décision était prise d'aborder une voie, d'ailleurs parsemée d'obstacles et tout au long de laquelle il faudra évidemment faire preuve à la fois d'audace et de prudence, rien ne s'opposerait, à mon avis, à ce que, nos Alliés ayant été, bien entendu, préalablement informés, elle fût annoncée par une déclaration gouvernementale qui définirait publiquement nos intentions et nos desseins.

J'ai soumis les considérations exposées dans la présente lettre au Général Koenig ; le Commandant en Chef a bien voulu leur donner sa pleine approbation./.

J. de launay

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé: L.B.

TÉLEGRAMME CHIFFRÉ

DÉPART

Cred 20h30

No. DIPLO/ 388 - 39.2 bis

Londres, Le 30 janvier 1948

PRIORITE

Chiffre Le 30 janvier 1948

1 DIPLOMATIE PARIS

xxx R E S E R V E

Je me réfère à mon télégramme 352/364.

Il est incontestable que pour des raisons diverses, les Britanniques sont orientés dans un sens beaucoup plus centralisateur que nous ne le souhaiterions. Nous n'en commettrions pas moins une sérieuse erreur en considérant comme de simples prétextes les arguments d'urgence et de nécessité qui sont mis en avant pour écarter nos suggestions.

La connaissance théorique qu'ils croient avoir du caractère allemand aussi bien que les expériences pratiques faites sur place ont convaincu tous ceux qui s'occupent ici des affaires allemandes que le système collégial tel que l'exigerait le fonctionnement d'un véritable régime fédératif ne peut fonctionner efficacement et qu'il est nécessaire de donner aux Allemands, des directives précises, ou des ordres si l'on veut en obtenir un rendement quelconque. Donner des ordres suppose un retour au système d'administration alliée directe dont on ne veut pas, pour des raisons de principe qui s'expliquent d'elles mêmes, et dont le fonctionnement exigerait, au surplus, un personnel administratif

...

Massigli/65

...
anglo-saxon dont on ne dispose pas. Reste l'autre méthode qui conduit à confier aux Allemands des responsabilités de plus en plus grandes et qui aboutit en définitive, en raison du caractère national même, à attribuer ces responsabilités à quelques Allemands.

Nous ne pouvons espérer contrebattre efficacement ces conceptions, sinon dans l'immédiat, au moins dans l'avenir, que si nous sommes en mesure de proposer des systèmes dont l'efficacité ne pourrait être contestée. C'est à cette considération d'efficacité que, dans les circonstances présentes, tout se ramène pour les esprits anglo-saxons, hantés par la gravité des problèmes quotidiens qu'il s'agit de résoudre et dont l'ampleur n'est pas à la mesure de ceux qui se posent dans notre zone.

Je l'ai déjà dit il y a plus de six mois (ma dépêche No: 1814 du 14 juillet 47) et je crois devoir le rappeler: il y a une contradiction entre les nécessités économiques qu'exige un pouvoir fort et les conditions permanentes de notre sécurité qui supposent l'affaiblissement du pouvoir central; nous n'avons donc de chance de faire accepter nos vues que dans la mesure où les solutions que nous proposerons ne répondront pas seulement aux exigences d'une correcte théorie fédéraliste, mais où, en même temps, elles comporteront des garanties contre la paralysie quotidienne que peut entraîner en l'absence d'un pouvoir arbitral la confrontation d'intérêts qui s'opposent. Certes, comme l'indique notre memorandum ce pouvoir arbitral est toujours en fin de compte l'autorité alliée, mais Anglais et Américains auront de plus en plus de répugnance à la faire intervenir et, en tout cas, ils n'admettront son intervention qu'au stade final, c'est-à-dire, après des délais malaisément compatibles avec les exigences d'une situation qui peut réclamer des mesures immédiates.

Là est le noeud de la difficulté. Je souhaite que le Département, à la lumière des expériences que nous avons faites en Allemagne même, trouve quelque moyen de la trancher./.

Signé: MASSIGLI

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TELEGRAMME A L'

DUPLICATE

DECHIFFREMENT

L.S.

Londres

Berlin

M de Lencz

WASHINGTON, le 17.2.48 à 8 H 40

Reçu le 18/2/48 à 11 H 45

N° 752/855

RESERVE

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
1948
SECRETARIAT

J'ai eu ce matin une longue entrevue avec le Sous-Secrétaire d'Etat. Le Chef de la division d'Europe Occidentale assistait à notre conversation au cours de laquelle j'ai de nouveau exposé en détail le point de vue du Gouvernement français sur l'organisation politique future de l'Allemagne et sur l'internationalisation des mines et des industries de la Ruhr.

J'ai rappelé nos entretiens de Londres avec le Général Marshall et les termes des lettres, notes et memoranda que j'avais depuis Londres remis ou fait parvenir au Secrétaire d'Etat.

Ces divers échanges de vue ne pouvaient laisser aucun doute sur la nature des conversations de Londres. J'ai également rappelé que j'avais précisé notre point de vue dans l'entretien que j'avais eu avec l'Ambassadeur Douglas et j'ai fait part à Monsieur Lovett de l'inquiétude qu'avaient provoqué à Paris les considérations formulées par le Directeur d'Europe. Il pouvait sembler en effet que la délégation américaine mit au premier plan le problème de l'administration des zones et acceptât trop facilement l'idée que les décisions à prendre sur les questions fondamentales pussent être une fois de plus ajournées.

Dans la conversation qui a suivi le Sous-Secrétaire d'Etat et son collaborateur m'ont assuré à plusieurs reprises que l'importance des problèmes de la Ruhr et de l'organisation politique future de l'Allemagne n'échappe nullement au Gouvernement américain. Je n'en ai pas moins insisté sur le fait que plusieurs fois déjà nous nous étions les uns et les au

.../...

744-49/299

DECHIFFREMENT

2.

tres efforcés de rapprocher les points de vue français et américain et que nous paraissions y avoir réussi mais que faute de décision arrêtée nous nous retrouvions régulièrement quelques semaines ou quelques mois après au point de départ. J'en ai conclu qu'il était nécessaire cette fois d'arriver à un résultat concret sur les problèmes principaux et j'ai affirmé avec la plus grande netteté que, faute de progrès définitif dans les deux domaines que j'avais indiqués, il ne me paraissait pas qu'il y eût des chances d'entente sur la gestion des zones alliées d'occupation.

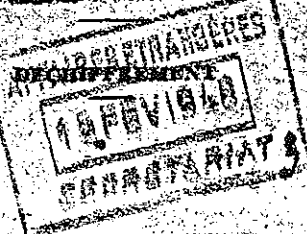
Monsieur Lovetta m'a dit qu'il ne pouvait naturellement pas me donner la garantie que cet accord général qu'il souhaitait comme moi pût se réaliser. Il avait appris, m'a-t-il dit à n'être pas exagérément optimiste (Over Optimistic) sur les réunions internationales.

Mais il m'a répété que le point de vue français qui était bien connu serait pris en considération et il m'a donné la ferme assurance que les délégués américains allaient être pleinement informés de ma demande et de la position que je viens d'exposer.

Etant donné la netteté avec laquelle je m'étais exprimé ils ne pourront en conséquence avoir aucun doute sur les dispositions dans lesquelles la délégation française abordera le débat./.

DIFFUSION : Pce République
Pce Conseil
Cabinet
M. Falaize
M. Chauvel
Duplicata

4 54 1nd
AFFAIRES ETRANGERES



RESERVE

TELEGRAMME A L'ARRIVEE

DUPLICATE 220

WASHINGTON, le 17 février 1948 à 8 h.47

reçu 18 " 11 h.45

N° 756 - 58

Suite à mon télégramme précédent.

Il reste que l'attitude des services intéressés du Département d'Etat justifie ce que j'ai dit à M. LOVETT quand je lui ai rappelé que plusieurs fois déjà les progrès péniblement réalisés dans nos discussions étaient au bout d'un certain temps oubliés et ignorés. On parle de nouveau de (placer) (à l'ordre du jour) d'un simple Comité international les allocations de charbon et peut-être de l'acier. On met de nouveau en avant l'idée que rien ne doit être fait qui puisse contrarier la production allemande et que les problèmes essentiels à résoudre sont avant tout d'ordre immédiat. On serait content de ne pas avoir à forcer la main aux Anglais et d'éviter un débat (sur la) politique à suivre d'un commun accord entre les trois alliés à l'égard de l'Allemagne. Je me suis efforcé ce matin de combattre ces tendances. Il faudra reprendre cet effort à Londres. Il n'est pas douteux, d'autre part, que le Département d'Etat, préoccupé de prendre en juillet prochain la suite du Général CLAY, voudrait que celui-ci ait mis sur pied d'ici là une organisation complète de la bizonie et que son successeur civil n'ait pas, en conséquence, des (responsabilités) directes aussi étendues que lui dans l'administration de l'Allemagne. Il y a, je crois, chez

...

les Américains un sincère désir de nous voir associés à eux pendant cette période. Ils estiment certainement que sur beaucoup de points nous les aiderions à contrecarrer les Britanniques. Mais, de même que le Général CLAY avait obtenu à Londres en décembre, l'instruction très générale de pousser (organisation) de la bi-zone, ce qui lui a permis de mettre sur pied les décisions de Francfort, il me paraît à craindre qu'il ne reçoive carte (blanche) pour créer définitivement le régime bizonal si la Conférence de Londres n'aboutit pas. Les considérations de politique générale qu'entraîne la persistance de la tension russo-américaine militent aussi dans ce sens. Toutes ces raisons expliquent la prudence dont a fait preuve à certains moments le Sous-Secrétaire d'Etat malgré son désir sincère et évident de voir s'établir en Allemagne une complète coopération interalliée./.

BONNET

Diffusion : Prés. Rép.
Prés. Cons.
Cabinet
M. FALAIZE
M. CHAUVEL
Duplicata

54
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DECHIFFREMENT

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

18 FÉVRIER 1948

SECRETARIAT

RESERVE

TRES URGENT

DUPLICATE
TELEGRAMME A L'ARRIVEE

PRAGUE, le 17 Février 1948 21 Heures 30

reçu le 18 à 0 Heures 15

N° 151 à 154

(Je me réfère à mon télégramme) 144.

Je viens de m'entretenir successivement aujourd'hui 17 Février (avec les) Ministres des Affaires Étrangères de Pologne et de Yougoslavie, arrivés ce matin à Prague.

D'après les indications concordantes qu'ils m'ont données, le but essentiel de la réunion est d'attirer solennellement, à la veille de la Conférence tripartite de Londres, l'attention (du) monde entier, (et) en particulier des peuples qui ont été victimes de l'agression allemande, sur les périls que comporte pour la sécurité et pour la paix, des méthodes qui substituent le fait accompli à la recherche d'une large extension (....) tendant à favoriser la renaissance de l'impérialisme germanique.

Il s'agit en particulier de rappeler certaines données fondamentales du problème allemand (et d')éclairer quelques aspects inquiétants de la politique suivie en Allemagne par les Puissances occidentales sous l'impulsion des Etats-Unis.

Les trois (gouvernements) étant d'accord sur l'ensemble des questions qui concernent l'Allemagne, les travaux de la (Conférence) de Prague consisteront essentiellement (dans l')élabora-

signé d'une déclaration commune, dont les grandes lignes sont
 déjà arrêtées et qui sera rendue publique demain 18 février
 à 18 heures, au cours d'une (conférence) de presse. M. Clementis
 ayant déjà indiqué dans une interview donnée hier soir (cf.
 mon télégramme 150) que les trois gouvernements se (met)traient
 certainement d'accord sur les mesures à prendre, j'ai demandé
 (ce qu'il) fallait entendre par là. En des termes à peu près iden-
 tiques, mes interlocuteurs m'ont répondu qu'il s'agissait de dé-
 marches diplomatiques qui seraient effectuées dès l'issue de la
 Conférence auprès des Puissances particulièrement intéressées,
 c'est-à-dire auprès des Puissances occupantes et des pays voi-
 sins de l'Allemagne.

Tel serait, pour l'immédiat, le résultat concret de la
 Conférence de Prague ./.

DEJEAN

DIFFUSION:

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCE DU CONSEIL
 CABINET
 M. FALAIZE
 M. CHAUVEL
 DUPLICATA

183
3/3-12/48

NEGOCIATION DE BRUXELLES

3 au 12 mars 1948

Fallait-il ou non faire mention de l'Allemagne dans le préambule où sont énoncés les principes généraux ? Dans le projet français, il n'en était pas question; la Belgique a insisté; de là, l'article 7. Modifiant sa position primitive, la délégation britannique a demandé également qu'il fût fait mention expresse de l'Allemagne dans le préambule pour dépouiller le traité de toute affirmation ou omission qui ferait le jeu de la propagande hostile de l'URSS.

On aurait voulu aussi du côté anglais insérer dans le préambule le passage visant à la "bonne Allemagne" future; la délégation française s'y est opposée.

En ce qui concerne l'article 1 relatif à la coopération économique, la délégation du Benélux y attache une importance considérable et souhaite voir mentionner le dessein de créer des organismes permanents de coopération.

La délégation britannique y était opposée (crainte de double emploi avec organismes du Plan Marshall). La délégation française a aidé le Bénélux à obtenir un texte satisfaisant, notamment en visant à l'article 7 "la stabilité économique".

L'Ambassadeur des Pays Bas souhaitait savoir si les problèmes touchant les territoires d'Outre-Mer pourraient faire l'objet de consultations entre les contractants. Malgré certaines objections britanniques, la réponse a été affirmative.

Massoulié/79

C O P I E

Au du Chiffre

PRAGUE, 12 mars 1948

reçu le 15 à 19 h.30

3/12/48

Télégramme en clair par courrier, n° 327

Les événements de Prague
et
la situation internationale :

*Andrych
Pek
comment ref. au
avis de la
M. 17/11/48*

Je me réfère à mon télégramme n° 309.

1°- Au lendemain de la Conférence de Londres où ont été prises d'importantes décisions concernant l'Allemagne Occidentale, et alors qu'à Bruxelles, la réunion des Cinq s'achemine vers un résultat positif, il peut être opportun de dégager du drame tchécoslovaque un certain nombre d'enseignements :

A Prague, la Russie Soviétique vient de démontrer que, pour elle, les considérations stratégiques priment, dès maintenant, toutes les autres et que, pour éliminer dans le domaine militaire le moindre aléa, elle était disposée à accepter, dans l'ordre politique, les inconvénients les plus graves. Déjà assurée auparavant du concours de la Tchécoslovaquie en cas de conflit, elle a voulu obtenir la certitude absolue que, dans une telle éventualité, ce concours lui serait prêté sans hésitation sans délai, d'une façon totale et inconditionnée. D'un allié sûr, elle a voulu faire un vassal soumis. Pour acquérir ce résultat, elle n'a pas hésité à heurter violemment une opinion mondiale déjà très montée contre elle :

.....

*Bunnet / 1
See Bullfild 15 p608
5/3/48 Bradley
7/18/48, 10/4/48 on GOR MW*

2°- Cette attitude semble indiquer que l'U.R.S.S. a relégué au second plan l'idée de réaliser les conditions les plus favorables en vue d'une reprise éventuelle des négociations interrompues depuis décembre dernier. Sa préoccupation dominante paraît être de s'assurer les positions les plus fortes en prévision d'un conflit qu'elle considère comme possible sinon même comme probable et prochain. C'est manifestement dans ce but qu'elle accélère la conclusion des traités d'alliance entre les Etats du Bloc oriental, qu'elle les incite à une coopération économique toujours plus intense avec elle et entre eux et qu'elle élimine à l'intérieur de la grande communauté des "démocraties populaires", qui déjà déborde largement le cadre des nations slaves, ce qui pourrait représenter un point de moindre résistance ou une source de risques.

3°- Dans l'organisation d'un bloc économique, politique et militaire, aux ressources et aux énergies étroitement conjuguées, l'URSS a acquis une avance marquée sur les Puissances Occidentales. A l'Est s'est formé un groupement d'Etats dont chacun est dirigé par le parti communiste et dont l'ensemble forme un instrument docile aux mains de Moscou, la vieille Cité russe prenant de plus en plus figure, à l'égard de tous les pays communistes, d'une capitale fédérale. En revanche, les partenaires de l'Ouest en sont encore à l'étude d'un plan d'entraide économique et, pour cinq d'entre eux, à l'élaboration d'un traité de défense commune, encore dépourvu de substance militaire concrète et auquel demeure pour l'instant étrangère la Puissance qui doit jouer le rôle essentiel dans tout système politico-militaire destiné à faire échec à l'URSS.

4° - Il y a disparité entre les mesures adoptées ou envisagées par les deux groupes rivaux. Pour la majorité des Puissances occidentales, les préoccupations dominantes, dans la mesure où elles trouvent une expression concrète, sont encore d'ordre économique et les plans élaborés ne peuvent avoir d'incidence politique ou militaires qu'à longue échéance, ou du moins dans un délai de plusieurs années. A l'Est, elles sont, d'ores et déjà, de nature essentiellement stratégique et tournées vers des éventualités considérées comme pouvant être prochaines.

Pratiquement, l'installation d'un gouvernement communiste à Prague signifie que le Haut Commandement soviétique peut disposer désormais, à son gré, de l'armée tchécoslovaque ainsi que des formidables positions stratégiques que représente le plateau de Bohême et des facilités qu'offre le couloir morave. La même remarque s'applique à tous les Etats de l'Europe Centrale et Balkanique. L'unité de direction politique réalisée par la mainmise sur ces pays du parti communiste, qui les étreint tous dans un corset de fer, présente au point de vue de la préparation et de la conduite de la guerre, des avantages considérables. En Europe Centrale et Orientale, une coordination étroite est déjà obtenue dans la direction des affaires économiques, politiques et militaires, alors qu'à l'Ouest, les Etats qui voudraient endiguer les progrès du communisme et de l'U.R.S.S., se présentent encore, dans la plupart des domaines, en ordre dispersé.

.....

5°- Dans ces conditions, il est clair que les mesures prévues par le plan Marshall sont radicalement insuffisantes pour faire face à la situation. Se borner à renflouer financièrement et économiquement les Puissances de l'Ouest européen ne saurait enrayer l'avance des Soviets. Ce serait plutôt les attirer par l'appât des richesses reconstituées. De simples accords politiques seraient également inadéquats. Si l'on veut empêcher que les troupes soviétiques ne se portent un jour de l'Elbe au Rhin, et de là à la Côte Atlantique, il convient d'envisager sans délai l'établissement d'une ligne d'arrêt judicieusement choisie et l'organisation concertée d'une défense assignant à chaque Puissance intéressée des tâches proportionnées à ses moyens. Un pareil rempart ne saut être constitué uniquement par des crédits ou même par des documents diplomatiques, si bien conçus qu'ils soient. Il doit être fait d'hommes et d'acier. C'est seulement à l'abri d'une telle ligne, et sous la protection d'un tel système défensif que pourrait s'opérer rationnellement et utilement la restauration économique de l'Ouest européen. Il semble donc qu'il faille renverser les termes du plan Marshall. L'idée maîtresse de ce plan était de restaurer l'économie des pays de l'Europe Occidentale afin de leur permettre d'asseoir, sur une base solide, une politique de défense commune en face de la poussée soviétique et communiste. Il apparaît aujourd'hui que seule, l'adoption immédiate d'une politique de défense concertée et comportant une participation active et adéquate des principales Puissances intéressées pourrait permettre la mise en oeuvre du plan Marshall.

.....

Elle est aggravée par la supériorité numérique - peu connue, mais trop réelle - de l'aviation soviétique sur l'aviation américaine, l'Armée de l'Air soviétique comptant actuellement trois fois plus d'appareils que l'Armée de l'Air des Etats-Unis. Elle est encore accentuée par la pauvreté des effectifs britanniques très réduite en raison des difficultés financières. Elle pèse lourdement sur les destinées de l'Europe et entre certainement pour une large part dans l'intransigeance dont l'URSS a fait preuve jusqu'ici au cours des négociations internationales et dans la désinvolture avec laquelle elle se comporte à l'égard de l'opinion mondiale, hier à Bucarest et à Prague, aujourd'hui à Helsinki, demain peut-être à Oslo, à Copenhague ou à Stockholm. En outre, la supériorité quantitative des forces aériennes soviétiques diminuerait considérablement, dans la phase initiale d'un conflit; les avantages que peuvent attendre les Etats-Unis de leur avance dans le domaine des engins atomiques, ceux-ci ne pouvant guère, jusqu'ici, être transportés que par avions.

7°- La supériorité soviétique en ce qui concerne les forces terrestres et aériennes est particulièrement inquiétante pour la France, en raison de la position géographique de notre pays, ainsi qu'en raison de sa situation intérieure.

L'histoire des quarante dernières années montre que les démocraties finissent toujours pas gagner les guerres; mais elles commencent généralement par les perdre. La phase initiale d'un conflit comme celui que l'on peut redouter serait probablement marquée par une course vers les bases, en particulier vers l'Atlantique et notre pays risquerait d'être à nouveau submergé.

10

En outre, étant donné la force du parti communiste français, le début des hostilités pourrait être chez nous le signal de graves troubles intérieurs tandis qu'une invasion pourrait amener la formation d'un gouvernement insurrectionnel.

La sécurité extérieure comme la sécurité intérieure de l'Etat exige donc que les mesures les plus rigoureuses soient prises pour s'assurer qu'aucun groupement politique ne dispose d'armes ou de formations paramilitaires, telles que les milices d'usine. Elle exige également que la police ne devienne l'instrument d'aucun Parti. Ce sont là des conditions préalables à l'établissement de tout système défensif sérieux.

8°-Pour les raisons indiquées plus haut, il est permis de craindre qu'un conflit éclatant dans les circonstances actuelles ne soit marqué pour l'URSS par d'importants succès initiaux.

On peut raisonnablement admettre que si les dirigeants soviétiques ne se laissent pas séduire par une telle perspective, c'est qu'ils sont beaucoup moins sûrs des développements ultérieurs et de l'issue du conflit éventuel.

Cette considération est évidemment d'une importance capitale pour les durs réalistes et les froids calculateurs que sont les hommes d'Etat soviétiques. Mais elle ne vaudra que pour autant que les dirigeants du Kremlin n'acquerront pas la conviction que les Puissances occidentales sont résolues à la guerre et ne cherchent actuellement qu'à gagner du temps et à se placer dans les meilleures conditions possibles pour affronter un nouveau conflit. De tous temps, les Russes ont été méfiants. Ce trait de caractère nation

.....

est particulièrement prononcée chez les dirigeants soviétiques. Les événements qui se sont déroulés depuis l'échec de la Conférence de Moscou (mars-avril 1947) et de Londres (décembre 1947), les premiers pas réalisés vers l'organisation d'une Union Occidentale et vers une mise en œuvre du plan Marshall, les récentes décisions de la Conférence de Londres sur l'Allemagne, les perspectives d'un Pacte à cinq actuellement en discussion à Bruxelles et d'une nouvelle réunion de la Conférence des Six ne peuvent qu'avoir porté au plus haut point les suspicions moscovites, cependant que l'URSS conserve sur le continent européen, une énorme supériorité militaire et aérienne et qu'à l'intérieur de certains pays occidentaux elle croit pouvoir compter, le cas échéant, sur de très importants concours.

La situation deviendra de plus en plus critique à mesure que s'affirmera par des actes la volonté d'organiser l'Europe Occidentale, y compris l'Allemagne de l'Ouest, en dehors de l'URSS, ce qui, traduit en russe, signifie certainement contre l'Union soviétique.

Les Puissances Occidentales se trouvent ainsi placées devant une dangereuse alternative :

- a) ou laisser subsister l'actuelle disproportion entre forces terrestres et aériennes et celles dont l'URSS dispose sur le Continent européen, notamment en Allemagne, et maintenir ainsi l'Occident en état d'infériorité militaire par conséquent, de grave insécurité,

b) ou modifier progressivement, mais d'une façon assez rapide et assez substantielle pour être efficace le rapport des forces (effectifs et matériel) actuellement en présence sur le continent européen, et risquer ainsi de faire naître dans l'esprit des dirigeants soviétiques l'idée qu'ils pourraient avoir avantage à précipiter les événements.

Entre les deux écueils, il n'est sans doute pas facile de discerner la voie à suivre.

Une issue à ce dilemme consisterait peut-être à accompagner le renforcement - aussi réel, aussi prompt mais aussi discret que possible - de la position militaire des Puissances Occidentales en Europe par un effort soutenu et dans une certaine mesure spectaculaire, à la fois sérieux et exempt d'illusions, en vue de remettre à flot les négociations quadripartites, si problématiques que puisse apparaître le succès d'une telle entreprise.

Il y aurait peut-être là un moyen de masquer les mesures militaires dont l'adoption rapide s'impose et de tenter une dernière chance d'entrayer une évolution qui, à la lumière des événements de Prague, risque de s'orienter, dans un délai qui peut être assez bref, vers une nouvelle conflagration mondiale ./.

M. DEJEAN

7/17/48

11

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'AMBASSADEUR DE FRANCE - Paris, le 17 mars 1948 .
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

2 p.j.

Le Ministre souhaite que vous ayez connaissance de l'échange de lettres ci-joint.

Nous avons en ce moment quelque doute quant à la composition de notre équipe de chiffre au Département, ce qui nous amène à ne pas confier ce genre de documents à la voie télégraphique .

Vous nous avez demandé, le 20 février, sous le n° 817, ce qu'il y avait de fondé dans les déclarations Marshall au sujet des demandes de matériel de guerre par la France.

Je n'ai trouvé trace ni ici, ni dans les Départements intéressés, de rien de semblable. Peut-être s'agit-il de

.....

Son Excellence
Monsieur Henry Bonnet
Ambassadeur de France
à WASHINGTON

Bonnet / 1

230301/173 231/173A

conversations Billotte qui parle beaucoup.
J'interroge Pérodi et le prie de vous ren-
seigner directement.

Bien à vous

J. Chanzy

4/14/48

Mon cher Secrétaire d'Etat,

Le mouvement général du Monde et la responsabilité qui m'incombe quant à la sécurité et à l'intégrité du territoire de la France, comme aussi bien des territoires de l'Union Française ou des pays protégés par la France, me font un devoir de m'adresser directement et personnellement à vous de nouveau . Je me tiens pour obligé de le faire avec d'autant plus d'insistance que le Gouvernement de la République est actuellement appelé, en vue de la reprise de la Conférence de Londres, à procéder à un nouvel examen des affaires allemandes. Compte tenu des récents entretiens de Berlin, il doit se prononcer prochainement sur le principe et sur les modalités de sa partici-

....

Bonnet (1) m'a prêté m PRUS-
rec 49 42

pation à l'organisation d'une Allemagne occidentale, dans des conditions qui risquent de n'être passans des conséquences dignes de sérieuse réflexion.

Qu'il s'agisse de modifier le régime d'occupation en procédant à la fusion des zones française, américaine et britannique, ou de préparer, sur le plan proprement allemand, la constitution d'un Etat englobant les territoires de ces mêmes zones, il apparaît clairement que toute nouvelle initiative prise à l'Ouest accroitra, en même temps que les difficultés qui se manifestent aujourd'hui à Berlin, les risques d'un conflit armé.

Le Gouvernement français est conscient du fait que sa participation à l'action entreprise par les autorités américaines et britanniques est de nature à produire des conséquences de cette nature et que la décision qu'il va prendre engagera donc, en ce qui concerne le développement de la situation et le rythme même de ce développement, sa propre responsabilité qui, particulièrement dans l'état actuel des forces, est de la nature la plus grave et la plus préoccupante.

Ces constatations me conduisent, en me référant au message personnel que je vous ai adressé le 4 mars dernier et au télégramme que M. Bevin et moi-même, en accord avec les Ministres des Affaires Etrangères de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg,

vous avons fait tenir de Bruxelles le 18 du même mois, à vous entretenir à nouveau des dispositions à prendre pour faire face à une menace qui se précise chaque jour.

Je le fais en mon seul nom, vu l'urgence possible, mais avec la conviction de traduire la pensée des Cinq et la certitude de servir nos pensées communes.

Je sais, par les indications que le Département d'Etat a bien voulu donner à l'Ambassade de France, la diligence avec laquelle les administrations intéressées étudient à Washington les possibilités de formuler une garantie politique couvrant cette menace. Quelque forme que soit destinée à prendre cette garantie, j'apprécie à sa pleine valeur l'avertissement qu'elle constitue pour l'U.R.S.S. Je crois toutefois devoir insister tout particulièrement sur la nécessité d'étudier, parallèlement à cette garantie politique, les possibilités d'assistance militaire concrète et rapide à donner par les Etats-Unis aux Etats qui, du fait des conditions géographiques dans lesquelles ils se trouvent placés, subiraient les conséquences immédiates d'un conflit.

Les nouvelles reçues de Berlin donnent à cette préoccupation un caractère de grave urgence. Même si les choses finissent par rentrer dans un certain ordre, il est de mon devoir d'appeler l'attention des Etats-Unis sur l'insécurité absolue où se trouvent désormais Berlin, l'Allemagne et l'Europe. Nous

...

sommes, je le crains, entrés dans la zone dangereuse. Nous ne devons rien négliger de ce qui convaincra l'adversaire de notre ferme cohésion, rien non plus de ce qui nous mette en mesure de résister efficacement à une attaque éventuelle.

La France entière suit avec une attention soutenue l'effort de réarmement entrepris par le Gouvernement des Etats-Unis. Je ne doute pas que cet effort ne vous permette bientôt de faire face à toute l'étendue des tâches qu'impose à votre courage et à votre générosité le péril peut-être proche auquel doit faire face - et auquel ne saurait faire face sans vous - la civilisation des hommes libres.

Je souhaite pouvoir, dans les conditions de votre choix, m'entretenir le plus tôt possible avec vous de celles de ces tâches qui incombent particulièrement aux Gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, et de celles, plus lourdes encore, qu'ils peuvent être amenés à prendre en commun dans un proche avenir./.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Paris, le 15 avril 1948 .

36
4/15/48
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Personne Berlin
marchés ult. jennu
trées d'alt relevat
de Demle amste
engage amex lann*

Plus rien,

Je charge Boisanger, qui part ce soir pour New-York où il traitera les affaires de Palestine, de vous apporter le document ci-joint, remis pas moi ce matin, de la part du Ministre, à Caffery .

En voici le commentaire :

p.j.
Couve est allé récemment à Berlin, sur appel de Clay, pour voir un peu où en étaient les choses et prendre un contact personnel avec le Commandant en Chef américain. D'un long entretien ~~est~~ est résulté le document ci-joint (pièce n° 1) qui est de la main de Clay, et qui représente à ses yeux son effort pour permettre un compromis entre la thèse française et la thèse britannique relatives à la constitution d'une organisation politique d'une Allemagne de l'Ouest .

Couve nous est revenu il y a quatre jours avec ce papier, et aussi avec une vue pessimiste des affaires de Berlin. Il lui est apparu, après avoir vu nos gens, tant civils que militaires, que le Russe est physiquement en mesure de nous pousser hors Berlin par la faim, la soif et les ténèbres. Je veux dire qu'il est en son pouvoir de couper le passage des trains de ravitaillement et de couper l'eau et l'électricité qui, pour les 3/4 sont produites par des usines situées en zone russe. Comme la zone occidentale de Berlin compte deux millions d'habitants, il est évident que nulle communication aérienne ne peut suppléer aux obstacles terrestres qu'apporteraient les Soviets aux communications entre les zones de l'Ouest .

Des rapports qui lui ont été faits, Couve conclut que le processus est en marche et que les Russes le poursuivront, peut-être sans éclat, mais sans doute sans trêve jusqu'à ce que le résultat soit obtenu .

.....

Excellence
sieur Henri Bonnet
assadeur de France
ASHINGTON

Bonnet / 1

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 2 -

Devant cette situation, il n'est pas de contre-mesure qui puisse produire de résultat efficace. On en arrive à cette conclusion qu'il s'agit pour les Occidentaux de s'en aller ou de faire usage de la force pour se maintenir. Dans cette dernière hypothèse, c'est le conflit.

Catroux, qui vient de rentrer de Moscou, a une vue quelque peu différente.

Il a noté en effet que la presse soviétique ne parle guère actuellement de la tension est-ouest et ne fait pas mention des difficultés berlinoises. Tel n'est pas son usage quand les autorités de Moscou se proposent de créer une situation et d'en tirer la conséquence. Catroux en conclut que les Soviets ne se proposent pas de provoquer un conflit et qu'au demeurant diverses raisons, notamment l'insuffisance de leurs ressources en pétrole, suffiraient à les en détourner. Il ajoute qu'en Allemagne les Soviets ne prendront probablement pas l'initiative d'accentuer la coupure entre l'est et l'ouest, mais que, de façon évidente, si l'Ouest prend l'initiative de mesures tendant à la constitution pour les trois zones de l'ouest d'un Gouvernement central allemand, Moscou répliquera en obligeant les Alliés à quitter Berlin, en instituant dans cette ville un contre-gouvernement central pour la zone de l'est.

si
Ce qui revient au même, car enfin, comme les Américains et d'ailleurs les Anglais nous en donnent nettement l'impression, la constitution d'un gouvernement central à Francfort est décidée, quelle que soit d'ailleurs la temporisation russe pour ce qui touche leur zone, si, d'autre part, les Américains, au lieu de constater que les conditions qui ont amené l'occupation quadripartite de Berlin n'existant plus, cette occupation n'a plus de sens, s'obstinent à rester à Berlin, le conflit, que l'on choisisse l'appréciation de Couve ou que l'on préfère celle de Catroux, est également certain.

Dans ces conditions, ayant à délibérer des suggestions qui lui sont faites en vue de l'organisation d'une Allemagne de l'ouest, le Gouvernement français, conscient de l'effet que son adhésion au plan anglo-saxon ne peut manquer d'avoir sur les

.....

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 3 -

Russes, mesure l'étendue de ses responsabilités et s'inquiète des moyens dont il dispose pour y faire face.

Ces moyens, vous le savez, sont à l'heure actuelle à peu près nuls, ou plutôt, ils sont entre les mains américaines et il appartient au Gouvernement de Washington d'en faire le compte et d'en dispenser l'usage en fonction de la politique qu'il poursuit.

Ce qui nous ramène à ce que je disais à Bérard dans une récente lettre. Il y a garantie et assistance, et ce sont deux notions et deux actions bien distinctes. Ce que vous nous avez télégraphié en réponse à ~~la~~ lettre paraît indiquer que les services américains procèdent à des études approfondies de ce qui pourrait être la définition juridique d'une garantie politique s'appliquant soit aux Seize, soit aux Cinq de Bruxelles, soit aux signataires du pacte de Dunkerque, soit aux Puissances Occupantes en Allemagne. Elle se rattache d'ailleurs à l'article 51 du pacte de l'O.N.U. ou à toute autre ~~disposition~~ *disposition formelle*. Cette préoccupation est légitime et elle nous aiderait, dans la mesure où la connaissance qu'auraient les Russes d'une solidarité entre les Etats-Unis et l'Europe Occidentale, admise et proclamée non seulement par le Département d'Etat mais par les assemblées américaines pourrait être d'un effet moral assez fort. Car enfin, Les Russes ont longtemps cru que les Etats-Unis n'étaient pas en mesure de faire la guerre, il n'est pas certain que leur sentiment ne soit encore modifié sur ce point, et il est moins sûr encore qu'ils aient dès à présent consenti au risque d'une guerre avec les Etats-Unis.

Mais cette politique de garantie, comparable en soi au Plan Marshall, est une politique à longue échéance, et le conflit peut naître à Berlin n'importe quel jour à partir d'aujourd'hui.

C'est une garantie

Ce qui nous importe donc pratiquement est donc beaucoup moins la définition politique et juridique ~~que~~ des indications précises sur ce qui pourrait être une action militaire concertée et sur les moyens dont pourraient disposer les Alliés en vue d'une telle action.

Il est donc apparu au Ministre, au moment où il soumettait au Gouvernement, en lui indiquant que la suggestion ~~était~~ *était* ne

.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 4 -

paraissait guère susceptible d'amélioration quant à l'essentiel, le papier formulant cette suggestion, ~~il a estimé ne pouvoir~~ s'abstenir d'attirer de façon plus précise peut-être que précédemment, l'attention de M. Marshall sur la contrepartie indispensable de la politique dans laquelle les Etats-Unis se proposent de nous amener.

En somme, et j'en reviens toujours là, il y a deux politiques possibles :

- ou la reconstruction de l'Europe, économique, politique et militaire, tâche qui prendra plusieurs années et qui suppose une détente internationale ~~qui est elle-même l'indispensable de~~ temps en temps par des concessions particulières;
- ou une politique consistant à tenir sur place, et à réagir immédiatement contre toute entreprise soviétique passant une limite que l'on aurait déterminée.

Le choix entre ces deux attitudes me paraît dépendre des moyens dont on dispose. Si l'on choisit la seconde, et qu'on nous associe à ce choix, il est indispensable et urgent de mettre à notre disposition les disponibilités de toutes natures qu'elle comporte ./.

J'ai donné ce matin à l'après-midi les éléments essentiels de la communication. Il n'y a pas un seul point sur tous les points.

Bien à vous,

J. Chamberlain

Bonnet to Churchill

4/17/48

17 avril 1948.

Je reçois à l'Instant votre lettre du 15 avril qui m'a beaucoup intéressé. En attendant que je puisse vous envoyer de nouvelles informations par télégramme, je voudrais, profitant d'un départ pour Paris, vous apporter quelques précisions supplémentaires :

1°) Les deux politiques possibles que vous envisagez, et entre lesquelles vous estimez qu'il faudrait faire un choix, ne sont pas contradictoires aux yeux de Washington. Les Etats-Unis poursuivent "la reconstruction de l'Europe économique, politique et éventuellement militaire" et ils sont en même temps décidés à "réagir immédiatement contre toute entreprise soviétique passant une limite que l'on aurait déterminée".

Le respect de la logique n'est pas toujours, comme vous le savez, un élément déterminant des politiques anglo-saxonnes. On poursuivra l'exécution du programme à long terme, tout en prenant les risques que comporte inévitablement la décision de ne pas admettre de nouveaux empiètements

.../

Bonnet / 1

soviétiques sur un certain nombre de positions.

2°) Les graves inquiétudes de l'Europe occidentale ne sont, depuis longtemps déjà, pas ignorées ici. Sans paraître sous-estimer la valeur de garanties juridiques, j'ai, pour ma part, indiqué que nous voudrions avant tout nous garer de dangers qui pourraient être imminents. M. BIDAULT a plusieurs fois souligné ce point de vue avec la plus grande netteté.

Mais je vous ai signalé à ^{diverses} ~~plusieurs~~ reprises quelle serait présentement la stratégie américaine, si la catastrophe se produisait. L'Etat-Major ne s'estime pas en mesure de protéger les frontières de ~~ses~~ ^{des} alliés européens. Il me semble qu'il a des doutes sérieux, en cas de gros succès initial de l'U.R.S.S., sur la valeur de l'appui que pourrait apporter l'Angleterre.

3°) Quelle que soit l'urgence, les projets d'assistance à l'Europe ne pourront se réaliser qu'après un assez long délai.

L'Amérique a décidé de se rééquiper. Il s'agit, comme je vous l'ai dit, de créer un outil solide pour régime de paix armée. Des crédits vont être votés pour cela. En mettant les choses au mieux, le but ne sera complètement atteint que dans deux ans environ.

L'Etat-Major désire très vivement pouvoir réanimer les nations occidentales. Pour cela, il lui faut également des crédits. Il est certes désireux de les obtenir et il pense qu'il pourrait y arriver par une sorte de Prêt-Bail. L'idée

.../

commence à se préciser en outre que la conclusion d'arrangements militaires entre les Cinq pourrait fournir l'occasion voulue et que les Etats-Unis, en s'y joignant ensuite, pourraient obtenir du Congrès les crédits nécessaires pour le rééquipement de leurs alliés, en même temps qu'ils accroîtraient leur ^{propre} capacité de fabriquer des armements.

~~ALA~~ Vous savez que le Général BRADLEY m'a parlé de la réorganisation des armées alliées, envisageant une situation où la France serait en mesure, ~~sinon d'entretenir en permanence~~, tout au moins de mettre rapidement sur pied quarante divisions, auxquelles pourraient se joindre une dizaine de divisions belges, des divisions hollandaises et, aussi vite que possible, un certain nombre de divisions britanniques. Mais, comme vous le voyez par ce qui précède, cela demandera du temps, de même que la création d'une armée américaine de temps de paix et la préparation des réserves et de leur matériel.

¹⁰ Ces divers résultats obtenus, la stratégie américaine d'assistance se transformerait certainement. Pour le moment, je doute très fort qu'on songe à lui faire subir des changements profonds. Les conversations militaires envisagées devront faire prendre position au Gouvernement américain et montrer s'il croit être en état de dispenser, pour reprendre votre expression, l'usage des moyens matériels dont il dispose. Le fait que le réarmement demandera deux ans n'empêche pas qu'il prenne des précautions immédiates. Si l'on arriva

.../

au pire, des forces déjà très redoutables en matière d'aviation seraient mises en ligne. Quatre cents B-29 sont en service. Deux mille autres sont tenus en réserve et pourraient être dotés de leurs équipages dans un délai relativement bref, peut-être trois mois malgré tout. Mais, je le répète, cela ne modifie pas les conceptions américaines en ce qui concerne la première phase du conflit.

5°) Je suis d'accord avec vous qu'une détente de la situation internationale serait éminemment souhaitable. Tout, en conséquence, doit être mis en oeuvre pour l'obtenir. Mais, en ce qui concerne les Etats-Unis, leur politique bien arrêtée est, comme je vous l'ai indiqué, de ne plus faire de "concessions" pour atteindre ce résultat. C'est la méthode contraire qui est suivie, le corollaire étant qu'on s'arme pour prévenir la guerre.

En même temps, le Gouvernement américain est décidé, comme je vous l'ai également signalé, à s'abstenir de toute provocation. Il pense et espère que son attitude est propre à éviter le conflit.

Il faut toutefois reconnaître que la marge entre les précautions ou la fermeté, d'une part, et la provocation, de l'autre, est étroite, surtout en face d'un Gouvernement aussi méfiant que celui de Moscou.

Il me paraît, en conséquence, essentiel que les garanties ou l'assistance qui pourraient être mises sur pied s'accompagnent, de la manière la plus claire, de déclarations qui

.../

en précisent le but, c'est à dire le maintien de la paix, et qui soient - pour ne pas apparaître comme de vaines paroles - susceptibles d'amorcer la détente qui doit être recherchée.

6°) On estime toujours ici que l'U.R.S.S. n'est pas disposée à déclencher le désastre. Les événements même de Berlin sont considérée avec calme. Je vois, d'après votre lettre, qu'il y a une différence d'optique, à cet égard, entre l'Europe et Washington. L'Administration estime, à tort ou à raison, qu'il sera possible pour les Alliés de se maintenir à Berlin et que les Soviets s'abstiendront de provoquer le conflit. Je soulignerai vos inquiétudes à cet égard

7°) J'ai été très heureux que M. BIDAULT ait de nouveau posé, aussi nettement qu'il l'a fait, la question au Gouvernement américain. La remise du message qu'il adresse, avec M. BEVIN, à M. MARSHALL me permettra sans doute de recueillir dès demain les premières réactions américaines. En attendant une réponse, je ne manquerai pas d'insister de nouveau avec force sur notre point de vue et sur le caractère pressant de nos préoccupations./.

4-117

4/19/48

Washington, le 19 avril 1948

RESERVE

N° 1713-1725

Nous avons fait ce matin, Lord Inverchapel et moi, la démarche prescrite par votre télégramme n° 2072 et remis au Secrétaire d'Etat par intérim le message que vous-même et M. Bevin avez adressé à M. Marshall.

M. Charles Bohlen et M. Hickerson, directeur d'Europe, assistaient à l'entretien qui a duré une heure.

M. Lovette, après avoir pris connaissance du message, nous a dit que l'impression du Secrétaire d'Etat après avoir reçu votre communication du 17 mars, avait été que les conversations envisagées ne pourraient se poursuivre utilement que lorsque les 5 Puissances elles-mêmes auraient défini d'une manière plus complète et plus détaillée ce qu'elles avaient l'intention de faire, en particulier dans l'ordre militaire, pour traduire en mesures concrètes les décisions de principe arrêtées à Bruxelles. Je devais un moment plus tard contester nettement ce point de vue et rappeler que le message du 25 mars annonçait au contraire que les conversations avec les signataires du pacte allaient commencer sans tarder.

Auparavant toutefois, M. Lovett, développant sa pensée était revenu, sous diverses formes et avec une extrême insistance, sur la nécessité de présenter à son Gouvernement des propositions précises. Les Etats-Unis, a-t-il répété à plusieurs reprises, ne peuvent pas discuter utilement le problème de l'assistance militaire, s'ils ne savent pas ce que les 5 Nations ont résolu de faire elles-mêmes, par exemple en ce qui concerne la création d'un Etat-Major commun, d'un commandement suprême, l'unification de leurs armements, et, d'une manière générale, s'ils ne connaissent pas le plan

rd
ent
pre-

Massigli/79

1749
-4-

d'ordre industriel qu'elle aurait à prendre et la question de l'approvisionnement en matières premières et en fournitures n'existant qu'en quantités limitées.

Il a ajouté que les Etats-Unis eux-mêmes allaient consacrer quelques milliards de dollars à leur budget militaire, rétablir la conscription, et qu'ils voudraient instituer le service obligatoire. Tout en mentionnant ici que les effectifs qui pourraient être envoyés pour le moment à l'étranger étaient très faibles, le Secrétaire d'Etat a fait ressortir qu'il y avait dans les dispositions prises, une preuve, non seulement de l'immensité de la tâche mais aussi de la détermination avec laquelle elle était abordée. Il m'a pas manqué de mentionner la nécessité de gagner l'adhésion du Congrès aux nouveaux projets qui pourraient être arrêtés entre nous.

D'une manière générale, M. Lovett a insisté sur la fermeté de la politique américaine. Il a répété, ce qu'il m'avait déjà dit plusieurs fois, que si les dangers immédiats auxquels nous avons fait allusion se produisaient, l'Amérique se trouverait automatiquement engagée puisque les troupes qu'elle entretient en Allemagne devraient être bousculées par une attaque soviétique.

Au sujet des événements de Berlin, il a très fortement soutenu la position de son gouvernement, lequel estime que les Alliés doivent donner une preuve de la fermeté de leurs intentions, en demeurant dans la capitale allemande et il a montré quelque déception en apprenant que nous voulions discuter à Londres la question de l'envoi d'une note à Moscou.

NOTE POUR L'AMBASSADEUR

Avec la reprise des conversations tripartites, en particulier sur l'organisation politique de l'Allemagne, nous allons entrer dans le coeur du problème. Deux questions, d'égale importance, se posent : l'une de "timing", d'opportunité; l'autre de fond.

I - Faut-il créer un gouvernement de l'Allemagne occidentale ?
Telle est la première question.

Les anglo-saxons répondent par l'affirmative, tandis que nous sommes d'un avis opposé. Et ceci pour les raisons suivantes :

- 1^o) La responsabilité de la coupure en deux de l'Allemagne repose sur l'U.R.S.S., quoique celle-ci en dise ; en prenant l'initiative de la création d'un gouvernement nous prendrons également, aux yeux de l'opinion publique allemande, et de la propagande soviétique, la responsabilité de la coupure.
- 2^o) Les Soviets saisiront cette occasion pour créer à leur tour un gouvernement de l'Allemagne orientale à Berlin. Entre les deux gouvernements se créera une course démagogique vers l'unité allemande, et vers la centralisation. Aucun des deux ne voudra se sentir en retard sur l'autre ; et se sera, entre les deux, une lutte pour l'opinion publique.
- 3^o) Le gouvernement de Francfort ne résistera pas longtemps en face du gouvernement de Berlin, appuyé sur un parti dynamique et soutenu à fond par la puissance occupante. Les Soviets ne commettront pas l'erreur de faire dans leur zone un gouvernement communiste ; mais ils auront pour eux, dans les zones occidentales, le parti communiste. L'Allemagne de l'Est est fertile, elle se nourrira plus facilement et à meilleur compte que l'Allemagne de l'Ouest. Les Soviets ont en réserve la carte des frontières qu'ils peuvent ouvrir quand ils le voudront. Et surtout, ils sont là :

mao 19/11/67

3/5/48
1/11/48

à 100 Km de Berlin commence l'Empire soviétique, sa force est visible, elle est sur place. Tandis qu'à 100 Km de Francfort n'existe pour le moment qu'une Europe occidentale en voie de constitution, faible, pauvre et les Etats-Unis sont loin, et sont incapables de résister à une avance militaire soviétique.

4^e) Il est douteux que les Allemands de l'Ouest désirent voir se cristalliser la situation actuelle. Nous trouverons sans doute des "quissling" pour faire partie de notre gouvernement. Mais même ceux-ci ne pourront pas renoncer à l'unité de l'Allemagne, ils regarderont vers le pôle d'attraction qu'il constituera pour eux Berlin.

En définitive, pourquoi prendrions-nous l'initiative ? Nous sommes, à l'heure actuelle, d'avance perdants. Quel peut être pour nous l'avantage de précéder de quelques semaines la constitution d'un gouvernement à Berlin ? Il sera toujours temps de répondre à cet acte des Soviets par la constitution d'un gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest.

II - Et ceci nous amène à la question de fond. Comment sera constitué ce gouvernement ?

Les anglo-saxons veulent le créer sur la base du suffrage universel direct. Nous ne pouvons pas y souscrire.

1^e) Si nous voulons donner une chance au gouvernement de l'Ouest, en face du gouvernement de l'Est, ce n'est certes pas en le basant sur le même principe. Il n'en sera balayé que plus rapidement. La seule chose réelle qui existe dans nos zones, ce sont les Länder qui peuvent individuellement résister au communisme et sans doute aussi au nationalisme. En acceptant le suffrage universel direct nous renonçons à ce barrage, en augmentant les risques d'une campagne électorale où tous les partis, par démagogie, se feront plus unitaristes et plus nationalistes les uns que les autres.

2^e) Que signifie le fédéralisme ? Nous n'avons jamais songé à refuser aux Allemands un pouvoir central. Mais nous voulons que ce pouvoir central repose sur les Länder, et non pas sur les partis politiques. En acceptant le suffrage universel direct, et le

Reichstag qui en découle, nous tuons les Länder qui ne formeront plus que des circonscriptions électorales, avec quelques vagues pouvoirs locaux.

o

o o

Sur le plan purement allemand, il ne fait pas de doute que nous devons tout tenter pour empêcher nos alliés américain et britannique de mettre à exécution leur projet de constitution d'un gouvernement de l'Allemagne occidentale, sur la base du suffrage universel direct.

Nous devons même refuser de nous associer à leur politique, s'ils devaient persister à vouloir l'entreprendre. En l'acceptant, nous préjugerions l'avenir dans le sens le plus défavorable. En nous tenant à l'écart nous les empêchons de réaliser effectivement l'Allemagne de l'Ouest, et nous nous ménageons une possibilité de modification ultérieure de leur système.

Et l'argument qu'ils nous présentent du danger soviétique, ne tient pas à l'examen. Ce danger existe, mais ce n'est pas une raison pour précipiter dans les bras des Russes une Allemagne encore neutre. Et si demain, un conflit devait éclater, à quoi servirait d'avoir créé une Allemagne occidentale si celle-ci doit passer du côté soviétique, ou si elle doit être balayée en quelques heures.

Il ne sert à rien de préjuger l'avenir pour un avantage présent qui n'existe que dans l'imagination des anglo-saxons.

P.L.
Pierre de
Lévy

20 avril 1946

S E C R E T

NOTA POUR LE ARCHIVAGE GÉNÉRAL

Conséquences militaires
du traité de Bruxelles.

Le pacte conclu à Bruxelles par les cinq puissances d'Europe occidentale se propose essentiellement d'organiser leur défense commune dans le cas d'un conflit armé avec l'URSS.

Des études préalables effectuées par l'Etat-Major de la Défense Nationale (telles que les connaît le Département) et de quelques échanges de vues avec le Gouvernement des Etats-Unis, il résulte que la conception actuelle d'une nouvelle guerre mondiale est dominée par deux postulats :

1°) Pendant un délai évalué à plusieurs années, les cinq puissances et les Etats-Unis ne seront pas en mesure d'empêcher l'URSS d'occuper, au moins jusqu'aux Pyrénées, l'Europe occidentale, ni devra donc être reconquise ultérieurement, comme elle le fut en 1944-1945.

2°) Après une période initiale de succès russes sur terre, le potentiel de guerre et les armes secrètes des

Massigli 11/79

Etats-Unis l'exporteront sur le potentiel de guerre soviétique, et l'URSS suivra une déroute écrasante.

Il est à craindre que le caractère réconfortant du second postulat n'échappe aux peuples qui auront été les victimes du premier.

Même si elle devait être suivie en peu de mois d'une déroute russe, l'occupation des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Allemagne de l'ouest, de la Suisse, de la France et de l'Italie par les Soviétiques entraînerait des destructions sans nombre, des pertes considérables de vies humaines, l'extermination des élites, et l'installation durable du communisme en Occident. Ainsi se vérifierait la formule célèbre de Paul Valéry sur les civilisations, qui se savent désormais verticales.

En admettant la justesse des deux axiomes posés plus haut, il est donc absolument nécessaire d'envisager un certain nombre d'hypothèses (transfert en Afrique du nord du Gouvernement et du maximum de forces armées, maintien de certains points d'appui maritimes en Corse, Sardaigne et Sicile, etc...) et de préparer toutes les mesures d'exécution voulues.

Mais il ne faudrait pas s'en tenir là et se résigner d'emblée à un désastre initial, même suivi d'une victoire rendue singulièrement vaine par les ruines qui l'auraient précédée.

Etant bien entendu que tout doit être prévu pour assurer notre établissement solide en Afrique du Nord, le problème peut être envisagé,

parallèlement, de la façon suivante :

1.- quel est le minimum de forces indispensables aux puissances occidentales pour assurer leur couverture en territoire allemand et autrichien, de Brême à Trieste, pendant le temps nécessaire pour que la puissance offensive de l'URSS soit mise en échec par l'arme atomique et par l'aviation américaine;

2.- dans quelle mesure les ressources actuelles des puissances occidentales et des Etats-Unis permettent-elles de désorganiser ou de retarder l'avance russe, ou même de l'enrayer;

3.- que convient-il de faire, et combien de temps faut-il, pour accroître progressivement, au rythme le plus accéléré, les possibilités défensives évoquées plus haut.

La question est si grave pour l'avenir de notre continent que l'on ne saurait se contenter d'envisager la reconquête finale par les Etats-Unis, d'une Europe réduite à un champ de décombres. Il faut, simultanément, apporter toute l'énergie possible à prévenir un tel désastre, et à multiplier les obstacles propres à empêcher, ou tout au moins à entraver une invasion russe.

C'est dans ce sens qu'il conviendrait d'orienter les études aussi bien de notre Etat-Major que du futur comité militaire des Cinq ./.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 21 avril 1948 .

Thru mine

J'ai lu avec le plus grand intérêt votre télégramme posté, la lettre que vous m'avez adressée à la date du 17 de ce mois et enfin le télégramme par lequel vous rendez compte de votre conversation avec Lovett, en présence d'Inverchapel.

Je note tout de suite, en ce qui concerne ce dernier entretien, que Caffery, que j'ai vu ce matin, n'en avait connaissance que par la presse. C'est moi qui lui ai, d'après votre télégramme, dit ce qu'avait été la conversation. Le Département d'Etat est généralement, me semble-t-il, plus prompt dans ses communications à ses agents. Faut-il en conclure que la réaction de Lovett n'a à ses propres yeux qu'un caractère provisoire, et que l'orientation définitive sera donnée par Marshall lui-même à son retour de Bogota ? Je l'ignore, et vous êtes mieux placé que moi pour l'apprécier.

Pour en revenir à nos moutons, il me paraît bien clair désormais, que le Gouvernement américain n'est pas en mesure, quelle que soit d'ailleurs sa bonne volonté et le rythme qu'il imprime à son réarmement, de nous aider, avant un certain temps, à tenir en Europe une ligne quelconque. Je n'avais jamais douté, pour ma part, que la position fût telle. Mais il est utile, quel que soit le regret que nous en ayons, qu'on nous la confirme. J'ajoute qu'il serait désirable que cette confirmation nous fût donnée officiellement, comme elle pourrait l'être au cours d'un voyage du Ministre à Washington, si un tel voyage devait se produire. Il ne vous échappera pas que si nous avons la perspective, en cas

on Excellence
onsieur Henri Bonnet
abassadeur de France
Washington

Bonnet / 1

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- 2 -

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

de conflit provoqué, de nous trouver complètement occupés, le Gouvernement a le devoir de prendre quelques dispositions pour éviter que se reproduise le phénomène de 40 et que la France disparaisse, en tant qu'Etat, de la scène mondiale.

Quant à ce que nous attendons des Etats-Unis, voici quel est le dernier état de mes réflexions :

Je crois utile de distinguer aussi nettement que possible, non pas seulement la notion de garantie et d'assistance, mais les différentes sortes de garantie, ce qui pourrait de traduire comme suit :

- Il est désirable que se dessine nettement sur la carte la ligne que le Gouvernement américain considère comme étant la limite au-delà de laquelle toute entreprise le touche, et qui est normalement la frontière des 16 Etats du Plan Marshall, plus les 2 zones occidentales d'Allemagne. C'est donc, semble-t-il, à cette zone que devrait s'étendre la garantie américaine et non point seulement aux 5 Puissances de Bruxelles. Votre télégramme n° 1613 du 15 mentionne le précédent de l'Acte de Chapultepec. Je me demande si on ne pourrait pas considérer que le fait d'avoir d'une part offert et d'autre part accepté le plan d'assistance connu sous le nom de Plan Marshall crée entre l'Etat assistant et les Etats assistés une solidarité, cette solidarité pouvant se manifester à l'occasion de tout obstacle qu'une Puissance extérieure au groupement opposerait au fonctionnement normal du Plan. Je fais procéder à une étude dans ce sens. Je verrais à une telle formule cet avantage qu'elle permettrait une constatation, faite en commun par les diverses parties en cause, de leur solidarité avec les Etats-Unis, ce que je préférerais à une déclaration unilatérale des Etats-Unis. D'autre part, le Plan Marshall est économique, et il n'est théoriquement dirigé contre personne, puisqu'il demeure ouvert à tous. Le sens de la constatation de solidarité en serait le même, sans pour autant être agressif.

Je ne me dissimule pas que nous pourrions rencontrer quelque réserve chez les Suisses et chez les Scandinaves à souscrire à une déclaration de cette nature. Mais il me semble que la chose vaudrait d'être tentée. Si mes gens nous fournissent une approximation présentable, je vous la ferai tenir.

.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 3 -

Américains de la guerre

{ Il est une autre sorte de garantie, bien que moins actuelle et même un peu perdue de vue depuis quelque temps, qui nous intéresse néanmoins : il s'agit de la garantie contre l'Allemagne .

Nous sommes là, non plus dans le domaine des Seize, mais dans celui des quatre ou, plus exactement, depuis la conférence de Londres, des Trois. Au moment de la conférence de Londres, on nous a dit que la proposition américaine connue sous le nom de Plan Byrnes ne tenait plus, puisque les mesures de désarmement ne pouvaient plus s'étendre à l'ensemble de l'Allemagne, et qu'on cherchait autre chose. Sur ce que peut être cette autre chose nous avons peu de données. Or si, dans les années qui viennent immédiatement, nous nous trouvons devant un danger russe, il ne faut pas oublier qu'au cas où, comme nous l'espérons tous, la guerre pourrait être évitée, ce danger s'estomperait peu à peu, et que nous nous retrouverions de nouveau devant une Allemagne plus ou moins remise sur pied. A ce moment-là, il est évidemment important que nous ayons quelque engagement des États-Unis. L'affaire va être suivie à Londres par Massigli et Couve et il ne semble pas que vous ayez à vous en inquiéter pour le moment. Je la mentionne seulement pour mémoire et afin de faire apparaître que le souci de la garantie contre les Russes ne nous fait pas perdre de vue l'opportunité d'une garantie contre l'Allemagne .

- Reste enfin l'assistance .

Sur ce dernier point , votre entretien avec Lovett nous apporte des éclaircissements d'un extrême intérêt.

On pouvait en effet se demander s'il y avait lieu, avant de se concerter à cinq, d'échanger avec Washington des vues générales permettant d'orienter un peu la recherche de solutions particulières. Les Américains, contrairement à ce que pouvait donner à penser la première réponse de M. Marshall ou double message de Bruxelles, préfèrent que nous commençons par faire à cinq quelques premières constatations avant d'engager l'entretien avec eux . C'est là question de méthode, et je ne crois pas qu'il y ait lieu

Américains de la guerre
Américains de la guerre
Américains de la guerre
Américains de la guerre
Américains de la guerre

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- 4 -

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

de marquer une préférence bien vive pour l'une plutôt que l'autre, l'essentiel est d'être bien d'accord sur la méthode à suivre. Nous allons donc nous efforcer de mettre sur pied à Londres, un comité qui tourne, et d'obtenir dudit comité qu'il nous fournisse une sorte de schéma sur lequel faire réagir Washington. J'espère seulement que les Américains se rendent bien compte du caractère très théorique de ce premier travail dont il serait vain d'espérer qu'on pût y donner suite quelconque sans l'assistance américaine. Je l'ai dit très nettement à Caffery aujourd'hui même.

J'ai ajouté, au cours de cette même conversation, que la nécessité de faire en commun des plans pour un avenir plus ou moins prochain ne pouvait nous détourner cependant de la préoccupation que j'évoquais tout à l'heure d'être fixés avec toute la rapidité désirable sur l'absence ou les degrés d'assistance concrète que nous pouvons attendre de Washington en cas de conflit se produisant maintenant, dans six mois dans un an etc.. Mon interlocuteur paraît avoir également compris cette idée simple.

J'ajoute enfin, pour vous, ceci :

Si l'on essaie de se mettre à la place des Américains, il semble que l'on puisse distinguer trois éléments de nature à les intéresser à cette mince presqu'île dont la France constitue l'extrême pointe. L'un est la disposition, à se ménager si possible, d'une base de départ pour la reconquête du continent. L'autre est le bassin de la Ruhr qui, si les Soviets mettaient la main dessus, augmenterait le potentiel de guerre de la Russie dans des conditions de nature à modifier gravement la balance des forces. Le troisième est l'ensemble pétrolier d'Arabie.

Si l'on réfléchit, en tenant compte de ces trois éléments, on en arrive à cette constatation qu'il importe, aussitôt que faire se pourra, de constituer d'une part un front couvrant la Ruhr, dont nos militaires peuvent, j'imagine, indiquer facilement le tracé, d'autre part un front couvrant l'Arabie, qui paraît devoir se placer aux frontières nord de la Turquie et de l'Iran.

- 5 -

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le Pacte de Bruxelles constitue une première base pour l'établissement du front couvrant la Ruhr. En ce qui concerne, par contre, le front d'Orient, rien n'est fait du tout. Les Américains ont pris une position en Grèce, ils se sont mêlés, avec le bonheur que l'on sait, de l'affaire palestinienne, ils soutiennent la Turquie, ils font de la politique intérieure en Iran. Les Anglais, de leur côté, ont conçu leur système de défense qui, avec le Kenya comme base profonde et la Cyrénaïque comme base avancée, comporte une couverture d'aviation et de défense contre avions qui doit, à la faveur de traités passés avec les pays arabes, se développer jusqu'à la frontière d'Iran. Mais, d'après ce que nous disent les Anglais, il n'y a pas de concert établi entre eux et les Américains, et leurs consultations sur les affaires concernant l'en-semble de la région sont aussi empiriques qu'épisodiques.

Or, la défense de l'Orient suppose au moins la maîtrise du littoral méridional de la Méditerranée, et celle spécialement de l'Afrique du Nord. Nous savons l'intérêt que les Américains attachent à cette région. Le système de défense à établir couvre donc, non pas seulement le Proche-Orient, mais bien toute la Méditerranée, et, si les choses sont bien conduites, nous devons en être un des trois éléments essentiels, les deux autres étant l'Angleterre et les Etats-Unis.

Si cette vue est admise, il apparaît que nous aurions, et quand je dis nous, je veux dire les trois principaux alliés, le plus grand intérêt à échanger des vues sans tarder en ce qui concerne la Méditerranée et le Proche-Orient. Il est bien évident, étant donné l'assemblage d'aveugles, de borgnes et de paralytiques dont se compose le cul de sac oriental, que c'est en effet aux trois principaux alliés qu'incombera la charge principale, non pas seulement de la conception du plan de défense, mais aussi de son exécution. Mais je pense que c'est à un tel système bien plutôt qu'au système de Bruxelles que nous pourrions être amenés à accrocher l'Italie. Je le crois, non seulement parce que l'Italie est un pays méditerranéen, mais aussi parce que, si j'en juge d'après les premières réactions de nos alliés du Benelux, nous rencontrerons de ce côté de grandes résistances quand il s'agira d'étendre les charges et les responsabilités directes du groupe.

J'aimerais connaître votre façon de penser sur l'aspect méditerranéen de ce que je viens de vous dire. Je crois - et le Ministre partage ce sentiment - que nous aurions intérêt à pren-

.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'AMBASSADEUR DE FRANCE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 6 -

dre en ce domaine, une initiative . Je crois aussi que si nous voulons que cette initiative soit nôtre, nous avons intérêt à ne pas trop attendre, car les événements vont vite, et les idées circulent rapidement. Une conversation que j'ai eue aujourd'hui avec l'Ambassadeur de Turquie suffirait, s'il en était besoin à m'en convaincre L'ambassadeur d'Italie qui sort de chez moi, vient, lui aussi, de me dire spontanément que l'impression laissée en Italie par divers Américains de passage conduit à l'idée de deux pactes, l'un pour le front Nord, l'autre pour la Méditerranée, la France constituant en Europe, la charnière entre les deux systèmes; qui est précisément ce que j'ai dans l'esprit ./.

Bien à vous

J. L. L.

CHIFFREMENT

DIRECTION GÉNÉRALE
DES
AFFAIRES POLITIQUES.

PARIS. Le 3 Mai 1948

(LONDRES.

(WASHINGTON.

La conclusion du pacte de Bruxelles, les débats de l'organisation militaire des Cinq, les messages envoyés à différentes reprises à M. Marshall témoignent des inquiétudes du Gouvernement français en présence des développements de la situation internationale et de sa conviction de l'urgence des mesures qui sont indispensables pour organiser la défense des nations occidentales.

A l'effort commun qui commence à être entrepris, le Gouvernement français participe avec une ferme résolution et il ne négligera rien pour y apporter la part qui lui revient. Mais cet effort ne portera pas ses fruits avant un temps relativement long ; il faudra sans doute plusieurs années pour mettre l'Ouest de l'Europe en mesure de résister à une agression. La période intermédiaire est une période particulièrement dangereuse. Le Gouvernement français croit savoir que { le Gouvernement britannique ne partage pas ou ne partage pas entièrement ses appréhensions quant à l'imminence d'un péril. { le Gouvernement américain
La situation géographique de la France lui impose le devoir d'être plus vigilante encore que ses Alliés et lui donne le droit de demander

..//..

Marsiglié/67

que ses préoccupations soient prises en considération particulière.

Dans de telles circonstances, le Gouvernement français est pleinement convaincu de la nécessité de s'opposer avec fermeté à toutes entreprises de l'Union soviétique et de ne plus faire à cette dernière aucune concession sans contre partie équivalente. C'est cette politique qui depuis la rupture du dernier Conseil des Ministres des Affaires Étrangères, est celle des Gouvernements alliés et la France y est associée sans réserve. Il ne paraît pas utile et il serait dangereux en l'état actuel des forces d'aller au delà, c'est à dire de pousser nous mêmes à une rupture en pratiquant une politique agressive. Les développements maintenant envisagés de l'action des nations occidentales en Allemagne risquant cependant d'orienter dans ce sens, et c'est sur cette évolution et les conséquences qu'elle peut entraîner que le Gouvernement français est obligé d'attirer la plus sérieuse attention du {Gouvernement britannique
Gouvernement américain.

Les conversations en cours depuis décembre 1947 entre les trois Gouvernements, qui approchent aujourd'hui de leur conclusion, tendent essentiellement à organiser l'Allemagne occidentale de telle manière qu'elle puisse, par sa réhabilitation économique et par une organisation politique adéquate, à la fois se relever sans redevenir agressive et résister à toute pénétration de l'Est. Nous avons tous reconnu que dans ce domaine nos intérêts essentiels étaient les mêmes, et, dans un esprit de coopération confiante, nos trois pays sont prêts à consentir, chacun pour sa part, des concessions qui permettent de penser qu'une solution comme est maintenant possible.

..//..

CHIFFREMENT

- 3 -

Cette solution comportera l'établissement d'une autorité gouvernementale en Allemagne occidentale. Le Gouvernement français est prêt à en accepter le principe, et à accepter aussi celui d'une Assemblée Constituante pour les trois zones. Mais il se demande si le moment est venu d'annoncer les accords qui vont pouvoir intervenir à ce sujet et d'entrer immédiatement dans la voie des réalisations.

Il comprend la pensée qui anime les autorités américaines et britanniques en Allemagne et qui est d'empêcher le communisme de pénétrer dans les zones occidentales. Il n'y a cependant aucune raison de penser qu'un péril actuel existe à ce sujet et qu'une action précipitée s'impose. Il y a par contre tous motifs d'escompter que l'annonce des décisions aussi graves amènera des réactions très vives dont il est difficile de prévoir l'ampleur.

La convocation d'une Assemblée constituante en vue de la création d'un Gouvernement de l'Allemagne occidentale sera l'affirmation solennelle de la volonté des puissances occidentales de construire cette Allemagne contre l'Union soviétique. Aucune mesure ne pourrait être plus grave pour cette dernière, sinon la mesure qu'elle pourra considérer comme en étant la suite probable, c'est à dire la reconstitution d'une armée allemande.

L'on ne peut donc prévoir les conséquences qu'elle en tirera, sa même parler de l'aggravation inévitable de la situation à Berlin.

On doit donc se demander s'il est sage d'entrer dès à présent dans cette voie, alors que la défense de l'Europe occidentale n'est pas or

..//..

CHIFFREMENT

- 4 -

garantie, qu'elle ne le sera pas avant quelques années, et que chacun sait qu'aucune force n'existe qui puisse même tenter de s'opposer à une agression.

Le Gouvernement français n'entend nullement remettre en cause les accords qui peuvent être envisagés à la suite de l'actuelle conférence tripartite de Londres. Il croit seulement que le risque que l'on s'approprierait à courir est hors de proportion avec les avantages qu'on pourrait espérer, qu'il importe d'établir un ordre d'urgence dans les opérations et qu'à cet égard la consolidation des pays parties au pacte de Bruxelles est la tâche urgente qui doit précéder la consolidation de l'Allemagne.

Dans ces conditions le Gouvernement français prie
(le Gt britannique
(le Gt américain
de bien vouloir reconsidérer avec lui l'ensemble du problème en tenant compte du facteur temps qui joue en des sens divers. Il n'entend ni se faire prier, ni marchander, mais il a le devoir de demander à ses Alliés quelles garanties concrètes peuvent lui être données pour le cas où des mesures seraient prises en Allemagne qui pourraient conduire aux conséquences redoutables dont pour sa part il ne lui est pas possible d'écarter l'éventualité./.

5/13/48
(3)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TELEGRAMME AU DÉPART

CHIFFREMENT

DIRECTION GÉNÉRALE
DES
AFFAIRES POLITIQUES.

PARIS. Le 3 Mai 1948

(LONDRES.

(WASHINGTON.

La conclusion du pacte de Bruxelles, les débats de l'organisation militaire des Cinq, les messages envoyés à différentes reprises à M. Marshall témoignent des inquiétudes du Gouvernement français en présence des développements de la situation internationale et de sa conviction de l'urgence des mesures qui sont indispensables pour organiser la défense des nations occidentales.

A l'effort commun qui commence à être entrepris, le Gouvernement français participe avec une ferme résolution et il ne négligera rien pour y apporter la part qui lui revient. Mais cet effort ne portera pas ses fruits avant un temps relativement long ; il faudra sans doute plusieurs années pour mettre l'Ouest de l'Europe en mesure de résister à une agression. La période intermédiaire est une période particulièrement dangereuse. Le Gouvernement français croit savoir que { le Gouvernement britannique ne partage pas ou ne partage pas entièrement ses appréhensions quant à l'imminence d'un péril. { le Gouvernement américain La situation géographique de la France lui impose le devoir d'être plus vigilante encore que ses Alliés et lui donne le droit de demander

..//..

massicq/c/67

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TELEGRAMME AU DÉPART

CHIFFREMENT

- 2 -

que ses préoccupations soient prises en considération particulière.

Dans de telles circonstances, le Gouvernement français est pleinement convaincu de la nécessité de s'opposer avec fermeté à toutes entreprises de l'Union soviétique et de ne plus faire à cette dernière aucune concession sans contre partie équivalente. C'est cette politique qui depuis la rupture du dernier Conseil des Ministres des Affaires Étrangères, est celle des Gouvernements alliés et la France y est associée sans réserve. Il ne paraît pas utile et il serait dangereux en l'état actuel des forces d'aller au delà, c'est à dire de pousser nous mêmes à une rupture en pratiquant une politique agressive. Les développements maintenant envisagés de l'action des nations occidentales en Allemagne risquent cependant d'orienter dans ce sens, et c'est sur cette évolution et les conséquences qu'elle peut entraîner que le Gouvernement français est obligé d'attirer la plus sérieuse attention du

(Gouvernement britannique
Gouvernement américain.

Les conversations en cours depuis décembre 1947 entre les trois Gouvernements, qui approchent aujourd'hui de leur conclusion, tendent essentiellement à organiser l'Allemagne occidentale de telle manière qu'elle puisse, par sa réhabilitation économique et par une organisation politique adéquate, à la fois se relever sans redevenir agressive et résister à toute pénétration de l'Est. Nous avons tous reconnu que dans ce domaine nos intérêts essentiels étaient les mêmes, et, dans un esprit de coopération confiante, nos trois pays sont prêts à consentir, chacun pour sa part, des concessions qui permettent de penser qu'une solution commune est maintenant possible.

..//..

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME AU DÉPART

CHIFFREMENT

- 1 -

Cette solution comportera l'établissement d'une autorité gouvernementale en Allemagne occidentale. Le Gouvernement français est prêt à en accepter le principe, et à accepter aussi celui d'une Assemblée Constituante pour les trois zones. Mais il se demande si le moment est venu d'annoncer les accords qui vont pouvoir intervenir à ce sujet et d'entrer immédiatement dans la voie des réalisations.

Il comprend la pensée qui anime les autorités américaines et britanniques en Allemagne et qui est d'empêcher le communisme de pénétrer dans les zones occidentales. Il n'y a cependant aucune raison de penser qu'un péril actuel existe à ce sujet et qu'une action précipitée s'impose. Il y a par contre tous motifs d'escompter que l'annonce des décisions aussi graves amènera des réactions très vives dont il est difficile de prévoir l'ampleur.

La convocation d'une Assemblée constituante en vue de la création d'un Gouvernement de l'Allemagne occidentale sera l'affirmation solennelle de la volonté des puissances occidentales de construire cette Allemagne contre l'Union soviétique. Aucune mesure ne pourrait être plus grave pour cette dernière, sinon la mesure qu'elle pourra considérer comme en étant la suite probable, c'est à dire la reconstitution d'une armée allemande.

L'on ne peut donc prévoir les conséquences qu'elle en tirera, se même parler de l'aggravation inévitable de la situation à Berlin.

On doit donc se demander s'il est sage d'entrer dès à présent dans cette voie, alors que la défense de l'Europe occidentale n'est pas or

..//..

CHIFFREMENT

- 1 -

général, qu'elle ne le sera pas avant quelques années, et que chacun sait qu'aucune force n'existe qui puisse même tenter de s'opposer à une agression.

Le Gouvernement français n'entend nullement remettre en cause les accords qui peuvent être envisagés à la suite de l'actuelle conférence tripartite de Londres. Il croit seulement que le risque que l'on s'approprierait à courir est hors de proportion avec les avantages qu'on pourrait espérer, qu'il importe d'établir un ordre d'urgence dans les opérations et qu'à cet égard la consolidation des pays parties au pacte de Bruxelles est la tâche urgente qui doit précéder la consolidation de l'Allemagne.

Dans ces conditions le Gouvernement français prie
(le Gt britannique
(le Gt américain
de bien vouloir reconsidérer avec lui l'ensemble du problème en tenant compte du facteur temps qui joue en des sens divers. Il n'entend ni se faire prier, ni marchander, mais il a le devoir de demander à ses Alliés quelles garanties concrètes peuvent lui être données pour le cas où des mesures seraient prises en Allemagne qui pourraient conduire aux conséquences redoutables dont pour sa part il ne lui est pas possible d'écarter l'éventualité./.

HB/AMG.

N° Sans SCL

3 mai 1948.

SECRET

MONSIEUR HENRI BONNET, AMBASSADEUR DE FRANCE
AUX ETATS-UNIS

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR GEORGES BIDAULT
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A PARIS.
(Secrétariat général)

: Conversation avec
le Général BRADLEY.

Les hésitations manifestes du Gouvernement américain à prendre une décision sur les garanties et l'assistance qu'il pourrait donner à l'Europe ne viennent pas seulement des difficultés qu'il éprouve à trouver des formules acceptables pour le Congrès. Il est aussi en butte aux objections et aux scrupules des Chefs militaires, dont les membres des Commissions parlementaires ont d'ailleurs été informés eux aussi, au cours des auditions secrètes consacrées au réarmement des Etats-Unis.

J'ai eu, le 30 avril, une nouvelle conversation sur ces problèmes avec le Général BRADLEY. Il m'a parlé avec une grande franchise, en soulignant le caractère personnel et amical de l'entretien. Trois questions majeures se posent, m'a-t-il dit : la reconstruction économique

~~résumé :~~

~~à l'attention de~~
~~la Commission~~

Bonnet (1)

de l'Europe; notre coopération avec l'Union occidentale et la garantie à donner aux signataires du Pacte de Bruxelles; la fourniture d'armements à nos Alliés.

Pour la première, il n'y a pas de difficulté. Les autorisations nécessaires ont été votées, un mécanisme a été établi, et il y a une détermination commune de mener cette entreprise à bien. Le Chef d'Etat-Major de l'Armée m'a répété à cette occasion, que rien n'était plus important, à son avis, que la réussite du Plan de restauration de l'Europe, les nations intéressées ne pouvant reconstituer leur puissance militaire que si elles retrouvent et accroissent leur prospérité économique et leur force industrielle.

Sur la meilleure manière de traiter les deux autres problèmes, le Général HANCOCK éprouve, en revanche, des doutes très sérieux. L'adhésion des Etats-Unis au Pacte de l'Union occidentale sous une forme quelconque sera fatalement interprétée comme une menace contre l'U.R.S.S.; elle pourrait à son avis, être une invitation à la riposte. Cette décision risquerait en outre d'être inopérante, si elle ne s'accompagnait pas de l'envoi d'armements aux nations occidentales. Le Général HANCOCK se demande très sérieusement si ce ne serait pas pousser Moscou à prendre les devants. Il se pourrait fort bien, m'a-t-il dit, que ce fût le signal attendu "pour presser sur la gachette".

Mon interlocuteur a ajouté que l'industrie américaine véritable n'était pas prête à pourvoir à un réarmement de l'Europe. Il lui faut du temps pour qu'elle soit en état d'équiper en matériel moderne à la fois l'armée nationale et les troupes

alliées. Il a reconnu, répondant à une question que je lui ai alors posée, que du matériel et des armes lourdes et légères pourraient être prélevés sur les réserves existantes, si le Congrès y consentait. Notre intérêt de voir réorganiser les armées européennes est tel, a-t-il ajouté, que nous pourrions sans doute obtenir l'autorisation de procéder à ces envois, en nous privant d'ailleurs d'un matériel qui nous serait utile en cas de conflit. Mais il a de nouveau insisté sur le danger de guerre qui pourrait en résulter, avant même que ce geste n'eût produit ses effets. Il m'a dit avoir expliqué en séance secrète de la Commission du Sénat qu'il serait enchanté de pouvoir réarmer "en un clin d'oeil" (overnight) l'armée française. Les procédures parlementaires elles-mêmes et l'ampleur de l'entreprise interdisent malheureusement de procéder magiquement à cette opération.

Répondant à une nouvelle question de ma part, le Général a précisé que l'armée américaine serait en mesure dès maintenant, de fournir à ses Alliés l'appui immédiat qui, lui avais-je dit, était le complément indispensable de l'octroi d'une garantie. Il a reconnu qu'elle disposait déjà de moyens puissants. Mais ce soutien serait limité et ne pourrait être efficace que dans le domaine aérien. "Vous savez, a-t-il ajouté, que nous n'avons pas de troupes prêtes à être envoyées en Europe".

J'ai demandé au Chef d'Etat-Major de l'Armée s'il ne croyait pas possible d'éviter le danger qu'il redou-

.../

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé: L.B.

TELEGRAMME CHIFFRE

ANDRE

DÉPART CRED 20h00

No. DIPLO/ 1958 - 1962

Londres, Le 20 mai 1948

PRIORITE

Chiffre Le 20 mai 1948

DIPLOMATIE PARIS

XXX

R E S E R V ETRES SECRET

A la fin de l'échange de vues d'hier sur les problèmes de sécurité (mon télégramme 1950-57), j'ai fait prévoir à mes collègues que le Gouvernement français pourrait être amené à bref délai à poser, tant à Londres qu'à Washington, la question de savoir s'il ne conviendrait pas de ralentir le rythme d'exécution des recommandations que nous préparions, notamment en ce qui concerne l'organisation politique de l'Allemagne.

M. Douglas a très nettement indiqué que son Gouvernement ne serait pas favorable à un allongement des délais envisagés.

San
Strang a é
britanniqu
dentale au
il a ajout

William

occi-
utefois,
ons

3:65

Massigli/67

...
définitives, les gouvernements auraient à mesurer toutes les conséquences possibles des initiatives envisagées.

Cette remarque a amené l'Ambassadeur des Etats-Unis à me demander si la France était disposée à faire front commun à Berlin avec ses alliés anglo-saxons. Il a développé sa pensée en indiquant (je cite textuellement) que "le Gouvernement américain était décidé à répondre à la force par la force et qu'il pourrait même être amené à prendre l'initiative du recours à la force si, par l'accumulation des moyens mis en oeuvre et même sans emploi direct de la force, l'U.R.S.S. parvenait à rendre intenable la situation à Berlin". J'ai naturellement répondu que je devais en référer à Paris. La question qui nous est ainsi posée nous justifie amplement à nous élever contre toute décision hâtive.

Si Votre Excellence ne donne son accord, je répondrai donc que le Gouvernement français s'est toujours considéré comme solidaire de ses alliés, mais que, en raison même de cette solidarité, qu'il désire voir maintenue et renforcée, il estime qu'il importe, avant d'envisager des mesures extrêmes, d'examiner en commun:

- 1.) la situation qui résulterait de la mise en application sans nouveaux délais des recommandations d'ordre politique actuellement en préparation.
- 2.) les développements possibles sur le plan militaire des mesures qu'envisagent M. Douglas, en corrélation avec les moyens matériels dont les alliés disposent à l'heure actuelle en Allemagne ou dont ils peuvent disposer à bref délai.

Je pourrais également, si Votre Excellence approuve cette suggestion, soulever à ce sujet la question du Commandement unique en Allemagne. Je souhaiterais recevoir d'urgence, sur ces deux points, les instructions nécessaires./.

Signé: MASSIGLI

Paris, le 20 Mai 1948

30

5/20/48
(2)

Les perspectives ouvertes par les projets en discussion à la Conférence tripartite de Londres sur l'Allemagne causent au Gouvernement français de graves appréhensions, et c'est pourquoi, sans même attendre la fin des pourparlers, il désire attirer sur ce problème l'attention la plus sérieuse des Gouvernements américain et britannique.

L'objet clairement défini des conversations en cours est d'organiser l'Allemagne occidentale de telle manière qu'elle puisse par sa réhabilitation économique et par une organisation politique adéquate à la fois se relever sans redevenir agressive et résister à toute pénétration de l'Est. Le Gouvernement français est entièrement d'accord à ce sujet, mais les mesures envisagées lui paraissent à certains égards dangereuses et du point de vue de l'Allemagne et du point de vue de l'Union soviétique.

1°- du point de vue de l'Allemagne, le Gouvernement français accepte le principe de la convocation d'une Assemblée constituante, qui préparerait l'~~organisation~~ établissement d'une organisation fédérale en Allemagne occidentale. Il estime désirable, et il l'a souvent exprimé, une telle organisation qui

Z/Generalkg/23

See PARIS 118; 2 266 ~

permettrait d'intégrer cette Allemagne occidentale dans l'Europe occidentale. Mais autant le but est clair, autant les mesures à prendre pour y arriver prêtent à discussion.

La cadence des décisions doit être soigneusement calculée. Les autorités anglo-américaines en Allemagne ont jusqu'à présent estimé qu'il y avait lieu de doter rapidement l'Allemagne occidentale d'institutions politiques pour parer le risque d'être devancés dans ce domaine par des initiatives soviétiques. Or, rien ne permet d'affirmer que les autorités russes se proposent de prendre de telles initiatives. Il semble plus probable qu'elles se réserveront de riposter le cas échéant, et, le cas échéant aussi, de profiter des fautes des Puissances occidentales.

Il n'y a donc, de l'avis du Gouvernement français, pas d'urgence, la possibilité étant ainsi offerte de travailler à réaliser les conditions les meilleures pour la réussite de la politique que l'on entend suivre, et de ne pas précipiter un mouvement avant de savoir aussi exactement que possible où il conduit.

A cet égard, il est essentiel d'avoir le consentement et l'appui déclarés des Allemands de l'Ouest. De tous les rapports que reçoit le Gouvernement français, il ressort que ceux-ci sont très réticents sur la constitution immédiate d'un Gouvernement à Francfort. Ils sont hantés par l'idée de la division de l'Allemagne et par la crainte d'en assumer la responsabilité aux yeux de l'opinion allemande.

Le Gouvernement français considère d'autre part que l'élection des membres de l'Assemblée constituante au suffrage universel

direct, outre qu'elle en contradiction avec les principes mêmes du système fédéral, que l'on a en vue, peut réserver des surprises quant à la répartition des forces politiques.

Une évolution politique assez profonde commence en effet à se dessiner en Allemagne. Le nationalisme, sinon le national-socialisme, est en train de renaître. Les récentes élections municipales en Hesse en témoignent d'une manière frappante.

Or, les projets de Londres, en leur état actuel, comportent cinq appels aux urnes dans un espace de moins d'un an.

2°- Face à l'Union soviétique, le Gouvernement français ne cherche pas à remettre en cause la présente division de l'Allemagne, qui est une conséquence inévitable des divergences profondes qui existent entre les puissances occupantes. Il estime même que dans l'hypothèse d'un rapprochement entre l'Union soviétique et les puissances occidentales, ~~rien~~ rien ne serait plus dangereux que le rétablissement d'un régime quadripartite effectif, qui, comme les administrations centralisées prévues par les accords de Potsdam, risquerait de placer l'Allemagne entière sous l'influence soviétique. Mais poursuivre résolument l'organisation de l'Allemagne occidentale ne signifie pas prendre des mesures susceptibles d'être interprétées par le Gouvernement soviétique comme constituant une menace à son endroit. Tel serait le cas, de l'avis du Gouvernement français si, dès après la Conférence tripartite de Londres, on annonçait la décision de convoquer une Constituante

chargée de préparer la création d'un Gouvernement.

Il est malaisé de préciser quelle serait la réaction soviétique mais il est probable qu'elle serait vive, à Berlin et ailleurs. Elle le serait d'autant plus que Moscou risquerait d'interpréter les décisions comme étant le prélude de la reconstitution d'une force militaire allemande.

Même si la réaction russe n'allaient pas jusqu'à l'extrême l'action soviétique en Allemagne serait beaucoup facilitée. La campagne démagogique pour l'unité allemande prendrait un tour nouveau parce que l'initiative des Puissances occidentales les exposerait à l'accusation d'avoir elles-mêmes définitivement divisé le pays, et parce que la constitution à Francfort d'un Gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest donnerait l'occasion à la puissance d'attraction de Berlin de s'exercer sur l'ensemble de l'Allemagne.

Le Gouvernement français considère en conséquence, après mûre réflexion, que le programme en cours d'examen devrait être aménagé dans le sens suivant:

(a) un certain nombre de mesures prévues pourraient être annoncées et prises dès maintenant. Les plus importantes sont la réforme monétaire, le ~~xxx~~ pool de commerce extérieur et la révision des frontières des Etats allemands.

A cette dernière fin, il convient de prévoir que la Conférence des Ministres-Présidents à laquelle il y aurait lieu de donner consistance et durée, soit réunie à la date prévue dans le rapport sur l'organisation politique afin

3

d'examiner les frontières des différents Etats et de déterminer les modifications qui pourraient être proposées aux Commandants en Chef.

(b) l'annonce et l'application des autres mesures et particulièrement de la réunion d'une Assemblée constituante, sera différée. Les accords approuvés par les trois gouvernements à la suite de la Conférence de Londres ne seraient pas mis en cause leur mise au point serait poursuivie, mais on attendrait par exemple l'automne pour les notifier aux Allemands.

Sur le fond même de ces mesures, le Gouvernement français attire l'attention sur les deux points suivants:

1°- le mode de désignation des membres de l'Assemblée constituante devrait en outre être reconsidéré compte tenu des considérations exposées ci-dessus.

2°- Si un gouvernement fédéral de l'Allemagne de l'Ouest est constitué, il est essentiel de marquer avec solennité que l'attention des trois Puissances n'est pas de modifier en quoi que ce soit son statut actuel quant au désarmement et à la démilitarisation. C'est une précaution essentielle à prendre vis-à-vis de l'Allemagne elle-même et face aux réactions soviétiques. Les conversations de Londres n'ont, jusqu'à présent, marqué aucun progrès à cet égard ./.

Londres
24 mai 1948.

N O T E

L'Ambassadeur d'Angleterre, qui se rend à Londres demain pour prendre contact avec le Foreign Office, est venu ce matin voir le Secrétaire Général du Département.

L'entretien a tout d'abord porté sur les négociations de Londres et sur les deux memoranda français.

M. Chauvel a donné connaissance des dernières indications communiquées de Washington par l'ambassade de France et données ce matin au Département par M. Bonnet sur les réactions américaines.

Il en résulte que le Département d'Etat a tout d'abord été touché par M. Douglas qui s'était montré extrêmement ému de la démarche française, puis ayant eu connaissance des des memoranda eux-mêmes, et, après examen des dits, avait donné instruction à M. Douglas de reprendre au plus tôt contact avec

.....

Mansigle/67

M. Massigli est allé donner des instructions à M. Gaffery. Il semblait que le Département d'Etat se proposait de répondre à divers points soulevés par le Gouvernement français et peut-être de faire sur certains de ces points des suggestions possibles.

M. Chauvel a également donné connaissance à Sir Oliver Harvey du télégramme de Londres rendant compte de l'entretien de M. Massigli avec Sir Orme Sargent sur le même sujet.

M. Chauvel a exposé alors à l'Ambassadeur d'Angleterre que le Gouvernement français se trouvait devant une difficulté sérieuse.

L'affaire allemande était en effet, du point de vue de la politique française, la plus importante qui fût. Tous les partis y portaient le plus grand intérêt et étaient disposés pour des raisons diverses d'ailleurs, à critiquer toute solution intervenant. C'est ainsi que les socialistes portaient une attention particulière au régime de la Ruhr, les gaullistes au régime politique de l'Allemagne, et les extrémistes à tout ce qui, dans un arrangement à trois, pouvait être interprété comme dirigé contre Moscou. Dans ces conditions, le Gouvernement français devait se préoccuper de présenter une solution aussi équilibrée que possible et qui, au regard des concessions faites, présentât les avantages appréciables obtenus par la négociation.

Or, du fait du secret officiellement imposé aux négociateurs, aucune indication n'avait été donnée à Paris sur les conversations de Londres. Par contre, de Londres étaient venues diverses informations que l'on pouvait qualifier de diverses manières, mais qui toutes portaient uniquement sur des "concessions

françaises". De la sorte s'était établie dans la presse et dans le public cette idée que, si un accord intervenait à Londres, il se ferait uniquement au détriment des thèses françaises.

Enfin, de l'examen auquel le Ministre avait procédé avec M. Comte de Murville et M. Alphand, il résultait que la procédure prévue à Londres était de telle nature qu'elle permettait difficilement de rendre publiques les décisions prises, lesquelles devaient apparaître comme laissées à l'initiative allemande.

Or, M. Bidault avait déclaré avant la conférence de Moscou que les thèses françaises étant celles qu'il avait exposées, il ne pouvait appartenir qu'à la représentation nationale de consentir à leur modification. Quelque fût donc l'accord intervenu à Londres, le Gouvernement se trouvait dans l'obligation avant d'y donner son accord, de provoquer un débat au Parlement et d'obtenir un vote favorable.

La difficulté de M. Bidault était donc double. Elle portait d'une part sur le fond, le Ministre étant naturellement désireux de présenter à l'opinion parlementaire et nationale un bilan aussi favorable que possible. Tel était l'objet du memorandum relatif aux affaires allemandes remis l'autre jour aux deux Ambassadeurs.

Il lui était d'autre part indispensable, pour pouvoir plaider son dossier, de donner des éclaircissements sur les décisions prises. Il était évident que les termes du projet de communiqué préparé à Londres, lequel paraissait avoir été rédigé dans

....

- 4 -

la seule intention de ne pas heurter l'opinion allemande, ne répondait pas à cette dernière préoccupation. En particulier, l'article 7 était manifestement insuffisant. Il était en outre impossible de dire au Parlement français, soucieux du programme publié à Londres, que ce programme serait diffusé par les canaux allemands appropriés.

Ainsi donc le Gouvernement français, pleinement conscient de l'importance des délibérations de Londres et de la nécessité d'aboutir, se trouvait, pour des raisons tenant au caractère parlementaire du régime français, dans une situation incommode. Il tenait à en instruire exactement ses partenaires. Sir Oliver Harvey avait déjà été alerté à ce sujet il y a quelques jours par ses conversations avec le Ministre et le Secrétaire Général. M. Caffery l'avait été dans les mêmes conditions. M. Bidault comptait que cet aspect des choses retiendrait la sérieuse attention des gouvernements de Londres et de Washington. Sans doute était-il important, dans l'établissement et l'annonce d'un programme concernant l'Allemagne, d'éviter de heurter inutilement l'opinion allemande, encore fallait-il tenir compte de l'opinion française. En effet, la bonne volonté allemande était utile à l'application du programme, mais le programme lui-même n'aurait d'existence que dans la mesure où la France, en l'espace du Parlement français, lui donnerait sa sanction.

Sir Oliver Harvey a pris de nombreuses notes au cours de cet entretien et il a annoncé son intention de faire part au Foreign Office dès son arrivée à Londres des indications qu'il

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

5/25/46

Archivé: L.B.

TELEGRAMME CHIFFRÉ

ROGER

DÉPART CREED 15h00

No. DIPLO/ 2046 à 2048

Londres, Le 26 mai 1948

Chiffre Le 25 mai 1948

DIPLOMATIE PARIS

xxx

R E S E R V ETRES SECRET

Je me réfère à mon télégramme 1958-1962
et à votre télégramme 2220.

Au cours de la séance privée d'hier, j'ai
été amené à rappeler la déclaration faite le
19 mai par M. Douglas au sujet de Berlin.
L'Ambassadeur des Etats-Unis a tenu aussitôt à
rectifier ses propos qui, a-t-il assuré, avaient
été mal interprétés.

Je cite textuellement ses paroles:
"Si l'U.R.S.S. se sert de la force pour nous
chasser de Berlin, nous répondrons par la force.
Si elle n'utilise pas les moyens militaires, il
ne nous est pas possible de dire aujourd'hui
quand et dans quelles circonstances, si toutefois
nous devons y avoir recours, nous aurions à
nous servir de la force pour demeurer à Berlin,

...

Massigli/67

...

où nous sommes en vertu du droit".

J'ai répondu par les remarques que
Votre Excellence avait approuvées.

D'une indication que m'avait donnée
Sir William Strang avant la réunion, je
dédus, sans crainte de me tromper, que les
Britanniques avaient marqué au représentant
américain qu'ils ne pouvaient approuver ses
premières déclarations. Aussi mon collègue
anglais a-t-il pu aujourd'hui dire qu'il
avait interprété les propos de l'Ambassadeur
comme celui-ci venait de le faire et que la
position ainsi définie était aussi celle de
son Gouvernement./.

Signé: MASSIGLI

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé : HL

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ

Louis

DÉPART

par aéro

No. DIPLO/ 2078/80

Londres, Le 27 mai 1948

Chiffre Le

PRIORITE ABSOLUE

DIPLOMATIE PARIS

xxx RESERVE - TRÈS SECRET

Ayant reçu du Cabinet de M. Bevin communication de la réponse personnelle que le Secrétaire d'Etat a fait tenir hier à Votre Excellence, je suis allé voir cet après-midi Sir William Strang.

Je ne lui ai pas caché l'étonnement que me causait cette lettre. Elle était en effet déjà signée lorsque M. Bevin m'avait reçu mardi après-midi; or, les premiers mots du Secrétaire d'Etat avaient été pour me demander ce qu'il pouvait faire pour nous aider. De telles paroles se conciliaient mal avec la réponse complètement négative qu'il vous avait déjà envoyée. Je désirais donc savoir où nous en étions et si la conversation continuait.

La réponse, assez embarrassée

.../

massy 4/67

de mon collègue a été que la lettre du Secrétaire d'Etat ne devait pas être considérée comme traduisant une attitude définitive; elle marquait la position et les tendances du ministre mais la négociation n'était pas close. On réfléchissait aux solutions qui pouvaient être proposées, soit dans la question des élections, soit touchant les délais à prévoir pour la mise en oeuvre du programme politique. Ces réflexions prendront ^{un} ou deux jours. En attendant, Sir William Strang pensait qu'il serait bon d'essayer de discuter un projet de communiqué avec la préoccupation d'y inclure le plus grand nombre possible de précisions pouvant, sans inconvénient majeur, être rendues publiques.

En fait, un Comité se réunira demain matin pour établir ce projet./.

signé : MASSIGLI

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé: L.B.

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ

DÉPART CREED 21h45

No. DIPLO/ 2174 à 2182

Londres, Le 3 juin 1948

Chiffré Le 3 juin 1948

DIPLOMATIE PARIS

xxx

R E S E R V ETRES SECRET2 juin

Dans une conversation dont ils avaient pris l'initiative en insistant sur le caractère tout personnel de l'entretien, mes collègues américain et britannique m'ont interrogé hier sur les perspectives d'acceptation ou de rejet par notre Parlement des recommandations dont les trois gouvernements sont maintenant saisis; ils se préoccupaient en effet des conditions d'application du programme prévu.

Au cours de la conversation mes interlocuteurs ne m'ont pas caché que, dans les conditions présentes, leurs gouvernements ne croiraient pas pouvoir rouvrir la négociation en cas de rejet de l'accord; la situation générale en Allemagne ne leur paraît pas en effet autoriser de plus longs délais et ils sont décidés à aller de l'avant, même sans nous.

Cette indication n'a fait que confirmer ce que l'attitude de nos interlocuteurs anglo-saxons,

...

Mansigle/67

(dwp)

...
pendant ces six semaines, autorisait à supposer.

C'est, à mon avis, sous cet angle qu'il convient d'apprécier les résultats de la négociation. Dans les conditions dans lesquelles celle-ci a dû être engagée, la question est moins de savoir si l'arrangement sauvegarde suffisamment les intérêts français que de peser les conséquences d'un rejet des recommandations, c'est-à-dire, si la dernière chance d'un accord est écartée. Le problème se ramène à quelques questions:

- 1) Notre abstention empêchera-t-elle les Anglo-saxons de mettre leur programme à exécution? La réponse à cet égard m'a été donnée d'avance.
- 2) Quelles seront les conditions économiques dans la zone française sans l'aide Marshall qui sera pour le moins considérablement ralentie? Aucun doute ne nous est permis là-dessus. Quelles seront les conséquences politiques, alors que les Allemands de notre zone verrons s'organiser dans la bizone une activité gouvernementale, voire parlementaire à laquelle ils ne prendront point part?
- 3) Notre abstention est-elle le meilleur moyen d'assurer la protection de nos intérêts dans la Ruhr? Est-elle de nature à procurer de plus grandes garanties en ce qui concerne les exportations de charbon et de coke?
- 4) Si les événements conduisent à un rapprochement entre Américains et Soviétiques, ce rapprochement préparera-t-il l'organisation d'une Allemagne dont la structure se rapprocherait davantage du type fédéral que nous souhaitons?
- 5) Y a-t-il une chance quelconque que, le temps passant, nos partenaires soient disposés à imposer à l'Allemagne un régime de contrôle plus strict que celui qu'ils acceptent encore aujourd'hui?
- 6) Quelle que soit la lenteur avec laquelle la politique américaine s'engage en matière de sécurité

...

...
européenne, elle fait cependant des progrès dans la bonne direction. L'échec du plan élaboré à grand peine en commun serait-il ou non propre à engager le nouveau Congrès à aller plus loin et plus vite dans notre sens?

7) Nous avons pu constater au cours des négociations combien, en dépit de désaccords passagers, la constitution de la bizonie avait soudé les politiques américaine et britannique en Allemagne; notre abstention est-elle de nature ou non à renforcer la solidité du bloc?

8) Nous nous sommes engagés à Bruxelles dans une politique de rapprochement des pays de l'Europe occidentale, qui résulte d'ailleurs de la constatation d'une solidarité de fait et de la communauté des intérêts. L'échec des conversations de Londres ne condamnerait-il pas à mort cette politique? Pourrions-nous imaginer de la remplacer par une politique particulière avec les pays de Benelux? que deviendraient au surplus les tentatives de rapprochement franco-italien?.

M'étant posé ces diverses questions, je suis, en ce qui me concerne, arrivé à la conclusion que, quelles que soient les insuffisances dont je suis pleinement conscient, de l'accord, voire les risques qu'il peut entraîner, le rejet comporterait des inconvénients infiniment plus graves. C'est pour cette raison que je souhaite qu'en définitive le gouvernement et le parlement décident de l'accepter./

Signé: MASSIGLI

7/19-20/40

M. Bevin : Je n'ai pas cessé, pour ma part, d'attirer l'attention de tout le monde sur l'alternative en face de laquelle nous nous trouvons placés : ou l'on continue à parler avec les Soviétiques, ou que fait-on à Berlin? Je ne doute point que les Américains ne pensent et ne disent des choses violentes au sujet de ma proposition d'une offre de conversation, ils m'accuseront certainement de faiblesse. Je leur répondrai : Combien mettez-vous de divisions d'infanterie en ligne ? Quelles forces apportez-vous à la défense de l'occident ? Le temps des paroles est passé, il s'agit de savoir ce que l'on peut faire réellement.

Je n'entends point céder sur les résolutions prises à Londres; d'ailleurs, le point n'est pas soulevé sérieusement dans la note russe. Nous ne pouvons pas reculer à Berlin, car l'opinion publique ne l'accepterait pas. Mais si les décisions de Londres pouvaient être fondées dans un arrangement concernant l'Allemagne tout entière, cela vaudrait la peine d'être examiné. Nous ne savons pas ce que veulent les Russes, nous savons mal ce que veulent les Américains; entre ces deux incertitudes, il me semble que la réponse la plus conciliante sera la meilleure. Après l'erreur commise par le général Bedell-Smith mais après l'amélioration survenue à Trieste, en Grèce et ailleurs, j'estime qu'un défi pacifique jeté à l'URSS vaut la peine d'être tenté et qu'il est temps pour les alliés de l'ouest de reprendre l'initiative perdue.

Les Américains accepteront-ils ? Cela n'ira pas sans grandes difficultés. J'ai essayé d'obtenir d'eux des précisions. Nous sommes tranquilles à Berlin pour cinq ou six semaines; Lord Tedder et les Américains pensent même que nous parviendrons à y passer tout l'hiver. Nous ne lâcherons pas le morceau, quel qu'en soit le prix. Personnellement, je préférerais que nous n'ayions jamais été à Berlin. Mais le fait est que nous y sommes, en vertu d'une décision prise par le Gouvernement de M. Winston Churchill, ce qui engage à la fois notre prestige et notre avenir en Allemagne. C'est pourquoi j'ai combattu énergiquement en faveur de l'établissement du pont aérien qui est le meilleur marché en tout cas qu'une guerre.

Et, pendant les délais dont nous disposons, nous tâcherons de mettre sur pied en secret des arrangements défensifs

Mass 19/11/67



AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé: L.B.

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ

DÉPART CREED 21h45

No. DIPLO/ 2174 à 2182

Londres, Le 3 juin 1948

Chiffre Le 3 juin 1948

DIPLOMATIE PARIS

xxx

R E S E R V ETRES SECRET2 juin

Dans une conversation dont ils avaient pris l'initiative en insistant sur le caractère tout personnel de l'entretien, mes collègues américain et britannique m'ont interrogé hier sur les perspectives d'acceptation ou de rejet par notre Parlement des recommandations dont les trois gouvernements sont maintenant saisis; ils se préoccupaient en effet des conditions d'application du programme prévu.

Au cours de la conversation mes interlocuteurs ne m'ont pas caché que, dans les conditions présentes, leurs gouvernements ne croiraient pas pouvoir rouvrir la négociation en cas de rejet de l'accord; la situation générale en Allemagne ne leur paraît pas en effet autoriser de plus longs délais et ils sont décidés à aller de l'avant, même sans nous.

Cette indication n'a fait que confirmer ce que l'attitude de nos interlocuteurs anglo-saxons,

...

Mans 1946/67

...
pendant ces six semaines, autorisait à supposer.

C'est, à mon avis, sous cet angle qu'il convient d'apprécier les résultats de la négociation. Dans les conditions dans lesquelles celle-ci a dû être engagée, la question est moins de savoir si l'arrangement sauvegarde suffisamment les intérêts français que de peser les conséquences d'un rejet des recommandations, c'est-à-dire, si la dernière chance d'un accord est écartée. Le problème se ramène à quelques questions :

- 1) Notre abstention empêchera-t-elle les Anglo-saxons de mettre leur programme à exécution? La réponse à cet égard m'a été donnée d'avance.
- 2) Quelles seront les conditions économiques dans la zone française sans l'aide Marshall qui sera pour le moins considérablement ralentie? Aucun doute ne nous est permis là-dessus. Quelles seront les conséquences politiques, alors que les Allemands de notre zone verrons s'organiser dans la bizone une activité gouvernementale, voire parlementaire à laquelle ils ne prendront point part?
- 3) Notre abstention est-elle le meilleur moyen d'assurer la protection de nos intérêts dans la Ruhr? Est-elle de nature à procurer de plus grandes garanties en ce qui concerne les exportations de charbon et de coke?
- 4) Si les événements conduisent à un rapprochement entre Américains et Soviétiques, ce rapprochement préparera-t-il l'organisation d'une Allemagne dont la structure se rapprocherait davantage du type fédéral que nous souhaitons?
- 5) Y a-t-il une chance quelconque que, le temps passant, nos partenaires soient disposés à imposer à l'Allemagne un régime de contrôle plus strict que celui qu'ils acceptent encore aujourd'hui?
- 6) Quelle que soit la lenteur avec laquelle la politique américaine s'engage en matière de sécurité

...

...
européenne, elle fait cependant des progrès dans la bonne direction. L'échec du plan élaboré à grand peine en commun serait-il ou non propre à engager le nouveau Congrès à aller plus loin et plus vite dans notre sens?

7) Nous avons pu constater au cours des négociations combien, en dépit de désaccords passagers, la constitution de la bizonie avait soudé les politiques américaine et britannique en Allemagne; notre abstention est-elle de nature ou non à renforcer la solidité du bloc?

8) Nous nous sommes engagés à Bruxelles dans une politique de rapprochement des pays de l'Europe occidentale, qui résulte d'ailleurs de la constatation d'une solidarité de fait et de la communauté des intérêts. L'échec des conversations de Londres ne condamnerait-il pas à mort cette politique? Pourrions-nous imaginer de la remplacer par une politique particulière avec les pays de Benelux? que deviendraient au surplus les tentatives de rapprochement franco-italien?.

M'étant posé ces diverses questions, je suis, en ce qui me concerne, arrivé à la conclusion que, quelles que soient les insuffisances dont je suis pleinement conscient, de l'accord, voire les risques qu'il peut entraîner, le rejet comporterait des inconvénients infiniment plus graves. C'est pour cette raison que je souhaite qu'en définitive le gouvernement et le parlement décident de l'accepter./

Signé: MASSIGLI

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé : MG

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ

No. DIPLO/ RAOUL
2334/35

DÉPART par creed 20 H

Londres, Le 22 juin 1948
Chiffre Le

Diplomatie Paris

xxx R E S E R V E

TRES SECRET

Le Sous-Secrétaire d'Etat Permanent s'est exprimé aujourd'hui avec beaucoup d'optimisme sur la possibilité dans un assez bref délai, d'échanges de vues entre les signataires du Pacte de Bruxelles et le Département d'Etat sur les problèmes de sécurité qui nous sont communs.

Sir Orme Sargent s'est exprimé, à cet égard, d'une manière si positive que je ne puis croire qu'il n'ait pas reçu de Washington ces indications précises à ce sujet.

Après avoir souligné que la tenacité française lui semblait avoir

.... /

marc 9/67

- 2 -
(obtenu à cet égard dans les récentes conversations plus qu'il ne lui avait paru raisonnable d'espérer, il est allé jusqu'à me dire qu'il croyait maintenant qu'il serait possible d'examiner des projets de traité, qui ne pourraient prendre cependant une forme définitive qu'après l'élection présidentielle.

J'ajoute que M. Douglas, rentré de Paris ce matin, à qui je demandais s'il ne craignait pas que la période électorale fit obstacle à la reprise prochaine, que nous souhaitons, des négociations sur l'occupation et le désarmement de l'Allemagne, s'est exprimé de son côté d'une manière assez encourageante. L'Ambassadeur par contre juge fort sévèrement l'attitude de l'Administration américaine dans les négociations sur l'aide Marshall./.

signé : MASSIGLI

7/15/48

Secrétariat de l'Ambassadeur
AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

Archivé : HL

LOUIS: 2671/73
No. DIPLO/

constater que M. Bevin ne considère guère
TÉLEGRAMME CHIFFRÉ

de nos réponses. Quand je lui ai
DEPART par fil 23h15

version provisoirement d'usage. Il
s'y est montré favorable, mais relative
d'un examen approfondi. Londres, Le 15 juillet 1948
PRIORITE Chiffre Le

DES LOISIRS ET COMPTERONS LES
SANS IL FAUT ATTENDRE LA RÉPONSE
SÉRIÉE D'UN VUE DE NOUS AVEC MITON
DIPLOMATIE PARIS

xxx RESERVE - TRES SECRET

(Direction d'Europe).

Suite à mon télégramme précédent.

A l'issue de notre conversations
à trois, j'ai été reçu par M. Bevin.

Le Secrétaire d'Etat connaissait
les questions que je voulais lui poser
(votre télégramme 2844/50); il m'a tout
de suite répondu qu'il comprenait fort
bien notre souci, qu'il le partageait
et que, pour cette raison, il ne voulait
pas répondre avant de voir plus clair
dans les intentions du Département d'Etat.
Les Américains, a-t-il ajouté, tiennent
souvent un langage très ferme, et brus-
quement changent d'attitude: j'ai jugé
inutile de lui faire remarquer que la
même critique pouvait être adressée à
d'autres.

Quoi qu'il ne soit, j'ai pu

.../

maximale/67

58

Personnelle

le 17 Juillet 1948

Dans mon télégramme du 16 (2002-50), je vous ai indiqué la position prise par mon collègue américain. Je n'ai pas cru devoir ajouter que le langage de Douglas était assez pessimiste et donnait l'impression d'un nouveau ralliement; en même temps qu'il affirmait qu'on n'aboutirait à rien quelle que soit la voie choisie il insistait sur l'impossibilité de quitter Berlin sans une grave perte de prestige pour les Alliés non seulement en Allemagne, mais aussi dans tous les pays derrière le rideau de fer et même en Europe Occidentale...

Bref, je me demandais en l'écrivant si, dans l'esprit des Américains, on n'en est pas déjà à estimer que la solution de force est inévitable. Mais "solution de force", cela ne signifie pas seulement force est le blocus pour le passage d'un convoi escorté;

Son Excellence Monsieur Jean GARNIER
Ambassadeur de France

.../
massigli

comme Douglas l'a dit lui-même: " Ce n'est ni par route, ni par air que l'on peut normalement ravitailler Berlin, ce n'est que par voies ferrées et par voies d'eau". Cela suppose le rétablissement des communications et d'un régime normal dans le corridor entre l'Allemagne de l'ouest et Berlin; cela suppose donc : ou une capitulation russe ou l'établissement d'un système dont le fonctionnement serait protégé par la force. De là à une opération militaire de grand style, il n'y a pas très loin. Néanmoins, quand je presse mon collègue de répondre aux questions que le Ministre m'a chargé de lui poser, je n'obtiens pas de réponse.

J'en viens, dès lors, à me demander si, du côté américain, les éléments importants, tant à Berlin qu'à Washington, ne sont pas déjà convaincus que les Soviets veulent aller jusqu'au bout, s'ils n'acceptent pas déjà ce qu'ils jugent inévitable et s'ils ne se résignent pas in petto au déchaînement d'événements graves.

C'est une politique qui peut nous mener loin. J'ai dit à mon collègue, de la façon la plus nette, qu'il fallait absolument laisser la porte ouverte pour une possible conversation à quatre. Mais, en même temps, il faut bien admettre que la négociation à quatre a fort peu de chances de succès; du moins nous donnerait-elle le temps de réajuster notre politique, de mettre en balance ce que Berlin nous apporte et ce que Berlin nous coûte, en fournissant aux Soviets un incomparable moyen de pression! Au surplus, un délai de quelques mois permettrait en tout cas d'évacuer de Berlin les éléments allemands les

plus compromis en notre faveur et de nous décrocher quelque peu nous-mêmes.

Mais une telle opération n'est possible sans compromettre la position alliée en Allemagne que si, d'autre part, nous pourrions l'organisation de l'Allemagne Occidentale dans des conditions telles que le succès de l'entreprise compense et au delà le retentissement fâcheux qu'aurait, en toute hypothèse, notre évacuation de l'ex-capital.

La ligne politique serait celle qui, sous prétexte de conversations à quatre, aurait pour effet de retarder l'exécution du programme de Londres. Je dois vous dire qu'à cet égard les télégrammes qui arrivent d'Allemagne ne sont pas sans me préoccuper. Mais ceci, c'est une autre lettre.....

le 17 Juillet 1948

Je vous envoie ci-joint le compte-rendu, établi par Rougemont, de la visite à Paris du Maréchal Montgomery.

Le Comité de Londres a récemment rédigé un document (no. 33) relatif à l'organisation du commandement, document auquel je fais allusion d'autre part à propos de la lettre de Paul Reynaud au Monde.

Il n'est pas exclu que Montgomery, en offrant au Général de Lattre, le Commandement des Forces terrestres en Europe, se réserve le Commandement Suprême du front occidental. Il est nécessaire que nous ne nourrissions aucune illusion à cet égard.

Le compte-rendu de Rougemont ne porte que sur les entretiens du Maréchal avec M. Robert Schuman et avec M. Teitgen. En dehors de ses conversations avec le Président du Conseil et le Ministre des Forces Armées, Montgomery a participé à des séances de travail avec nos militaires. Je sais qu'il y a réaffirmé sans équivoque possible la décision

Son Excellence Monsieur Jean CHAUVEL
Ambassadeur de France
au Département

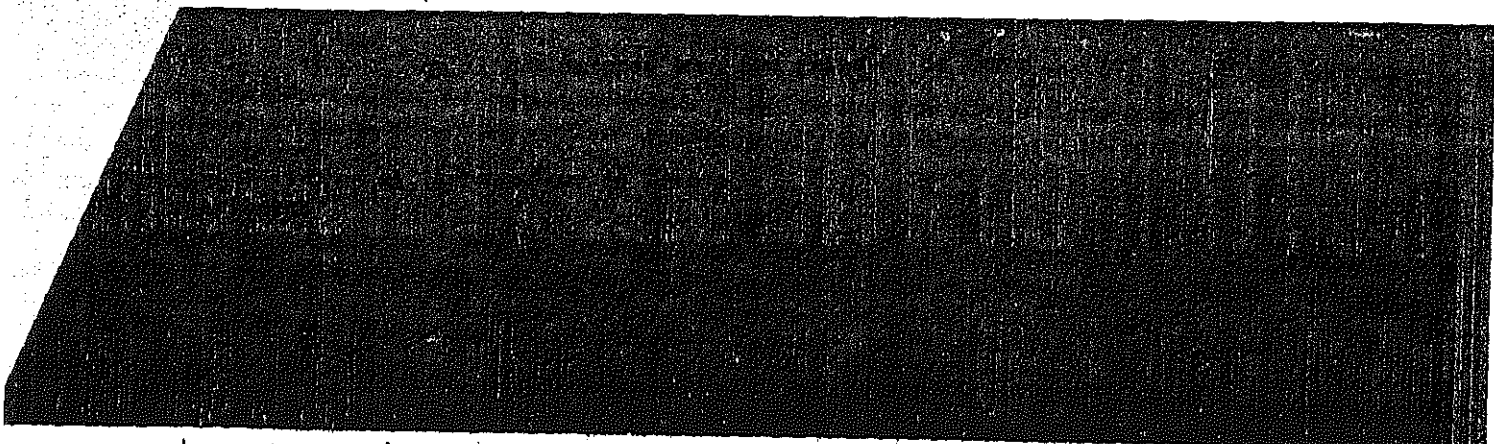
....

du Haut Commandement britannique de se défendre sur le Rhin sans esprit de recul, et qu'il a insisté sur la nécessité d'intégrer l'Espagne et le Portugal dans notre système de défense.

Après avoir examiné les directions probables de l'effort Russe en cas de conflit, Montgomery a constaté que les deux théâtres : Europe Occidentale et Moyen Orient étaient d'égale importance; mais alors que la position du Rhin était une responsabilité partagée entre la France, l'Angleterre et le Benelux, celle du Moyen-Orient était entièrement Britannique et l'aide Américaine s'y ferait attendre encore plus longtemps qu'en Europe. De ce côté là, les préoccupations des Anglais leur sont donc bien inspirées par des considérations essentiellement stratégiques.

Je vous donne les indications qui précèdent à titre strictement personnel, et je vous demande de n'en faire état, du côté de nos militaires, qu'avec la plus extrême prudence./.

— Massigli



musique -> Chauvel

+

54

le 17 juillet 1948

Le Général Ely a attiré mon attention sur une lettre de M. Paul Reynaud publiée dans Le Monde du 9 juillet relative à l'organisation du Commandement militaire.

L'argumentation de Reynaud est si pertinente qu'elle donne à penser qu'il a eu connaissance d'un document récemment rédigé à ce sujet par le Comité militaire de Londres. Ely craint qu'on ne nous pose là dessus certaines questions embarrassantes et qu'on ne nous accuse d'indiscrétion.

Je ne sais si M. Paul Reynaud possède, dans nos Etats-Majors, des relations suffisamment intimes pour obtenir communication de rapports de cette nature; mais il est certain que l'effet produit serait désastreux si nos partenaires devaient acquérir la certitude qu'il y a eu chez nous une fuite de ce genre

Son Excellence
Monsieur Jean Chauvel, Ambassadeur de France,
au Département.

.....

Si donc les Anglais faisaient allusion à cette affaire pendant la Conférence de La Haye, je crois qu'il y aurait lieu de faire remarquer que le péché mignon de M. Paul Reynaud, comme celui de M. Thiers, a toujours été la stratégie; qu'il a d'ailleurs souvent vu très clair en cette matière, ainsi que le prouvent ses écrits d'avant la guerre; et que les conclusions auxquelles il est parvenu sont d'une logique parfaite et que, si son avis rejoint celui de nos experts, cela ne veut pas dire que ceux-ci l'aient mis au courant de leurs travaux.

Ceci dit, il y aurait grand intérêt à savoir si Reynaud a ou non reçu des indications de nos militaires. Dans l'affirmative, vous conviendrez, je pense, que le "coupable", quel qu'il soit, devrait subir une sanction des plus sérieuses...

7/19-20/48
(2)CONFERENCE DE LA HAYE

19-20 juillet 1948

2ème partie - Les entretiens de Washington

Le baron Van Boetzelaer : Nous aimerions essayer maintenant de nous faire une idée claire des conversations de Washington. D'un premier examen des compte-rendus, il semble résulter que le pacte de Bruxelles ne soit pas exactement l'espèce d'acte auquel les Etats-Unis souhaitent adhérer, et qu'ils préfèrent une solution plus large. Peut-être pourrions-nous trouver une base de travail dans un arrangement qui engloberait les puissances de l'Atlantique.

M. Bidault : Jusqu'ici, les conversations de Washington se sont montrées aussi brumeuses que le sont parfois les desseins de l'administration américaine. L'impression du Gouvernement Français est la suivante : les Etats-Unis entendent donner suite à la résolution Vandenberg; ils ne sont pas favorables à une assistance militaire sous la forme "lend-lease"; en période pré-électorale, ils ne veulent point prendre d'engagement qui préjuge les décisions du Congrès; ils insistent sur les charges que leur imposent déjà le plan Marshall et le réarmement américain et sur la difficulté d'en assurer de nouvelles. Enfin, en fonction d'intérêts spécifiquement américains, ils inclinent à élargir la zone géographique à laquelle s'appliqueraient les engagements prévus dans une direction qui, à nos yeux, n'est pas la plus désirable. Ils considèrent qu'une simple association avec les Puissances signataires du traité de Bruxelles constituerait une combinaison trop étroite et qu'en son lieu et place, ils proposent un pacte atlantique.

96/79

Il y a un intérêt évident pour nous, même si l'association envisagée ne nous paraît pas tout à fait satisfaisante, à fixer les Etats-Unis et à barrer ainsi la route aux tendances isolationnistes qui peuvent toujours reparaître. Mais l'attitude actuelle de l'administration, dans une certaine mesure, se trouve en contradiction avec les propos antérieurement tenus par les représentants qualifiés des Etats-Unis, propos dont nous n'avons pas intérêt à les dégager. N'oublions pas que nous avons été fort encouragés à conclure le pacte de Bruxelles, qu'on nous a priés de fournir la démonstration que l'Europe occidentale voulait se défendre et que nous avons tenu le général Marshall télégraphiquement au courant de la conclusion d'un pacte par lequel nous assumions certains risques en vertu, pourrait-on presque dire, de certaines promesses américaines.

Aujourd'hui, les Etats-Unis paraissent beaucoup plus intéressés par leur propre défense et ce n'est pas à nous de les encourager dans cette voie en leur donnant le moyen de satisfaire à bon marché la conscience américaine. Le Gouvernement français n'attache qu'une relative importance à l'aspect formel des garanties envisagées; en revanche, il éprouve le plus vif intérêt pour les moyens concrets de défense qui seront mis à notre disposition car les risques que nous courons sont évidemment d'ordre avant tout militaire. Sur ce point, il faut reconnaître d'ailleurs que l'assistance américaine nous est garantie par la seule présence des forces américaines en Allemagne. Quant aux textes dont on parle, ils paraissent à première vue faits pour embrouiller plutôt que pour contenter l'esprit.

Parallèlement, les Etats-Unis envoient une mission militaire à Londres, ce qui, de toute évidence, les engage encore davantage en Europe. Il est important de ne rien faire qui remette en cause un résultat aussi important. Quant à ce qui est du pacte atlantique, il a déjà été évoqué dans la presse européenne et voilà que M. Truman vient de convoquer le Congrès à une session exceptionnelle en vue peut-être de lui soumettre quelque projet de cet ordre. Nous courons donc le danger de voir le problème pas en au premier plan de la politique intérieure aux Etats-Unis.

Le Gouvernement français et l'opinion publique française se montreront naturellement assez réticents à l'égard d'une formule de pacte atlantique. Déjà, les accords de Londres n'ont provoqué aucun enthousiasme. L'on peut évidemment répondre que la présence en Europe des armées américaines constitue un élément de sécurité véritable que nous recherchons mais sans doute y a-t-il intérêt à ne pas trop souligner le fait aux yeux de l'opinion américaine pendant une année électorale. La politique des Etats-Unis prend certains risques et il semblerait qu'aux yeux du Département d'Etat le pacte atlantique en soit la contrepartie. Peut-être va-t-il devenir l'un des enjeux de la lutte électorale. N'oublions pas, également, que l'actuelle administration américaine est condamnée. Dans ces conditions, si le texte en est vague et généreux, je ne vois pas très bien ce qu'il nous apporterait. De toute façon, je ne voudrais pas qu'un tel pacte fût le dernier mot de la politique américaine à notre égard mais, tout au plus, un instrument de collaboration future. C'est à ses développements concrets que nous le jugerons; il devrait être le commencement d'une coopération plus étroite, et non pas la fin d'une espérance.

M. Bevin : Il me paraît extrêmement important pour nous de clarifier notre position sur ce point. Je ne suis pas, en principe, l'ennemi d'un pacte de l'Atlantique à la condition qu'il ne soit pas exclusif des garanties plus précises dont nous avons besoin. La conception américaine n'est pas très claire. Je ne crois pas, cependant, que les préoccupations électorales y tiennent une très grande place. Les Américains se demandent quelle doit être leur stratégie et où ils doivent tracer la ligne de défense nécessaire à leur sauvegarde. Ils croient que cette ligne va de la Scandinavie jusqu'à la Grèce et jusqu'au Moyen-Orient et se demandent quelle est la place qu'il convient de nous faire dans leur conception. A notre point de vue, il s'agit de se demander comment nous pouvons exploiter leur désir de sécurité dans l'hémisphère atlantique, comment nous pouvons obtenir de leur part des armements, comment nous pouvons avoir accès à leurs ressources. Je voudrais que nous conduisions les Américains

en sachant nous-mêmes où nous voulons aller et je suis persuadé que nous arriverons à obtenir d'eux qu'ils nous suivent. Voilà qu'ils veulent un pacte de l'Atlantique: si nous résistons, ils seront déçus. Les Canadiens qui connaissent bien les Américains nous disent que ceux-ci sont particulièrement préoccupés de ce qui peut se passer au Groenland et du Spitzberg aux Açores: d'où leur idée de faire entrer les Scandinaves dans la combinaison. A nos yeux, il est bien clair que cette conception entraîne un certain affaiblissement de l'appui prévu et un certain glissement excessif vers le Nord. Quant aux Scandinaves, les Norvégiens seront sans doute d'accord mais l'appui de la Suède est douteux et l'on peut se demander si des tentatives de pression sur Stockholm n'auraient pas pour résultat de repousser davantage encore la Suède dans la neutralité. Evidemment, les Américains espèrent que leur conception du pacte atlantique attirerait un certain nombre de gens et contribuerait à renforcer leur défense.

Ne pourrions-nous attaquer le problème sous deux formes à la fois ?

Il y aurait, d'une part, la garantie européenne dont M. Bédault a justement souligné le caractère vital et, d'autre part, nous donnerions notre garantie aux Etats-Unis dans l'Atlantique qui consitue pour eux un domaine essentiel. C'est un océan qu'il faut absolument contrôler pour éviter une reprise de la guerre sous-marine qui fut si menaçante pendant le dernier conflit. L'Islande, le Groenland, les Açores sont des points essentiels pour nous. Notre alliance avec le Portugal qui existe depuis 600 ans a été d'une grande utilité pendant la guerre et on peut se demander si celle-ci aurait pu être gagnée sans les Açores.

Le projet de pacte de l'Atlantique ne nous satisfait point pleinement car les Puissances occidentales seraient mécontentes d'une garantie limitée. Les Etats-Unis, de leur côté, ne se contentent point de Bruxelles et voudraient quelque chose de plus étendu. Il semble donc que nous devrions rechercher deux garanties à la fois : celle des Etats-Unis en faveur de l'Union occidentale sur le continent européen et, si nous l'obtenions, celle des Puissances occidentales dans un pacte atlantique qui

donnerait satisfaction à l'Amérique. Je crois que cette double position donnerait satisfaction à tout le monde et qu'elle correspondrait à ce que nous recherchons en matière de défense régionale dans le cadre de la Charte des Nations Unies.

Il faut tenir compte de la psychologie des Américains. Ils ont leurs forces en Europe et ils ont donc intérêt à une association avec nous. Mais, ce qui les attirera vraiment, c'est un traité avec l'Union occidentale qui engloberait l'Atlantique et qui apporterait à l'opinion américaine les mêmes satisfactions concrètes que nous lui demandons vis-à-vis de l'Union occidentale. Ce qui frappe, c'est que si nous persistons à vouloir nous maintenir uniquement sur le plan du traité de Bruxelles, les Américains considéreront que toute l'aide prévue vient d'eux. L'assistance n'aura pas de caractère mutuel. Il me semble que nous devrions chercher à traiter sur une base où, précisément, l'assistance serait plus mutuelle.

Parlant au nom du Gouvernement britannique, je dirai que notre avis est à peu près le suivant: nous ne voulons pas d'un pacte purement atlantique qui ferait simplement de nous une base américaine, un avant-poste américain; nous concevons des arrangements qui ne soient pas à sens unique mais qui comportent des avantages des deux côtés. De plus, de tels arrangements faciliteraient la collaboration ultérieure, aux Etats-Unis, avec une administration républicaine si les Républicains reprennent le pouvoir. Quelles que soient nos ressources en hommes et en production, nous ne pouvons, budgétairement, assumer seuls tout le poids de l'organisation de notre défense et il nous faudra le concours américain.

J'en viens donc à conclure qu'il nous faut essayer de voir ce que nous pouvons faire pour accentuer le caractère mutuel de la collaboration. Sans doute, les élections américaines nous causeront de grandes difficultés; mais il est tout de même extrêmement remarquable que les conversations de Washington aient pu être engagées dès maintenant, sous la présente administration, en dépit des élections prévues.

*

nous est imparti, en confiant l'étude du problème à un sous-comité. Il me paraît préférable de confier la question à la Commission permanente de Londres. Nous lui dirons que nous voulons quelque chose de différent du traité de Rio et une discussion plus serrée et plus efficace de la garantie américaine à l'Union occidentale. Parallèlement, il est important de poursuivre l'oeuvre entamée entre les Cinq: si nous pouvons faire état de progrès réels, notre position s'en trouvera singulièrement améliorée et notre propre secours augmentera d'importance.

M. Bidault : Je suis d'accord avec la substance des déclarations de M. Bevin ainsi qu'avec les conclusions de M. Spaak; mais je voudrais dire qu'il convient d'être prudents en ce qui concerne le sérieux de la politique américaine qui est soumise à bien des variations et, par conséquent, le sérieux du projet de pacte atlantique. Je redoute qu'une telle proposition, substituée à un appui plus concret, n'ait pour résultat, si nous nous y rangeons ^{trop} plus facilement; de rassurer et de satisfaire à bon compte la conscience américaine, tout en nous nous nourrissant de viandes creuses..... Ce pacte atlantique, dont nous parlons, c'est un animal fabuleux, une licorne; aucun texte ne nous a été soumis. Avant de prendre des engagements graves, il faut savoir exactement ce qu'on a dans l'esprit.

Quant au traité de Rio de Janeiro, M. Spaak a justement indiqué qu'il ne constituait pas un exemple satisfaisant. Les Etats-Unis eux-mêmes, si je m'en souviens bien, n'en ont pas été contents et l'opposition des pays de l'Amérique du Sud a empêché d'y inscrire quelques unes des dispositions auxquelles Washington tenait le plus. Je ne vois ~~pas~~ donc point de raison de considérer comme une merveille ce que le Département d'Etat lui-même a jugé médiocre.

J'insiste également sur la prudence que commande la situation à Berlin. Nous avons fait un pacte de sécurité parce nous sentions notre sécurité menacée. Mais il ne faut point que des traités nouveaux créent des périls nouveaux. Chez certains, le soupçon provoque la colère. Réfléchissons donc avant de conclure: et ne perdons point de vue que les risques doivent être compensés par des garanties. Les informations que je reçois de Washington montrent un singulier défaut de sens des réalités chez les représentants du Département d'Etat.

(M. Bidault donne alors lecture du paragraphe 2 du télégramme 3218 de Washington où il est question de mettre l'embargo sur certains chargements de caoutchouc destinés à l'URSS).

Si c'est avec de tels procédés que Washington pense rassurer l'Europe, et si c'est sur de telles bases que l'on conçoit un pacte atlantique, il sera bien difficile d'obtenir que les opinions et les gouvernements européens s'y intéressent.

M. Bevin : Le plus piquant de l'affaire du caoutchouc, c'est que les Russes viennent de nous en acheter 170 000 tonnes et qu'ils ont exigé de les payer en dollars américains bien qu'ils aient de la livre en abondance.

M. Bidault : J'en viens à ma conclusion : il faut prendre grand soin de ne pas décourager les Etats-Unis et de ne point leur donner l'impression que nous prenons en mauvaise part leurs suggestions, ce qui pourrait offenser leur susceptibilité. Mais nous en sommes actuellement à une besogne d'exploration qui peut, sans inconvénient, être poursuivie pendant un certain temps. La proposition de M. Bevin est sage : c'est une excellente idée de faire examiner le problème dans son ensemble par la Commission permanente de Londres et nous verrons le résultat de ses travaux. L'ambassadeur de France à Washington nous envoie des informations où l'esprit français de logique et de système parvient à mettre un certain ordre; mais la lecture des compte-rendus complets laisse une impression de confusion et même de bafouillage. Il sera excellent d'y voir plus clair.

Le baron van Boetzelaer : Les cinq ministres des Affaires Etrangères sont donc d'accord pour inviter la Commission permanente de Londres à étudier les compte-rendus des entretiens de Washington, à en dégager les traits essentiels et à élaborer, en s'inspirant des idées échangées au cours de notre discussion, un projet de directives concertées pour les représentants des cinq Puissances à Washington, projet qui sera soumis aux Gouvernements.

*

*

*



Déclaration faite par le Général Lemnitzer.

Les Chefs d'Etat-major américains apprécient pleinement la nécessité, dans l'intérêt de la sécurité nationale des Etats-Unis, d'arrangements efficaces pour une défense collective du type adopté par les Nations de l'Union occidentale, et ils en ont informé leur gouvernement.

Ils considèrent qu'actuellement l'objectif national des Etats-Unis du point de vue de la sécurité militaire, doit être d'éviter, et de réduire régulièrement, la probabilité d'une guerre, sans compromettre d'intérêts nationaux vitaux; mais aussi, en accord avec des nations alliées, d'obtenir la victoire en cas de guerre, si celle-ci devait néanmoins survenir, d'une façon telle qu'elle contienne la promesse de la réalisation postérieure du plus grand degré possible de paix mondiale, de sécurité et de tranquillité.

Dans les circonstances présentes, ils ne pourraient évidemment regarder une agression armée de première importance en Europe contre l'un quelconque des signataires du Pacte de Bruxelles, que comme le prélude d'une inévitable agression semblable contre les Etats-Unis. Dans l'éventualité d'une telle agression, ils ne pourraient donc que conseiller à leur gouvernement d'entrer dans une guerre qui mettrait en jeu la sécurité des Etats-Unis et à l'écart de laquelle les Etats-Unis ne pourraient rester, même brièvement.

Les buts de la participation des Etats-Unis (en tant que non-membre aux conversations militaires poursuivies à Londres par les nations de l'Europe occidentale) sont les suivants : en premier lieu, de prendre part à la discussion de plans militaires; et, en second lieu, de coopérer à la préparation d'un plan d'utilisation éventuelle de ressources militaires coordonnées d'une façon semblable à celle qui a présidé au développement du plan de reconstruction européenne.

En raison des méthodes constitutionnelles en usage aux Etats-Unis, qui font que les ressources et les crédits publics ne peuvent être rendus utilisables qu'après une étude approfondie et des débats au sein du Congrès, et en raison des exigences exceptionnelles que supporte déjà l'économie des Etats-Unis, les chefs d'Etat-Major feraient oeuvre inutile s'ils présentaient à leur gouvernement des recommandations qui ne seraient point fondées sur une ou des conceptions stratégiques (1) offrant de raisonnables chances de succès; (2) certifiant que les demandes adressées aux ressources américaines sont raisonnables, essentielles, et propres à contribuer directement à la sécurité des Etats-Unis; et (3) concernant non pas seulement la défense de l'Europe occidentale, mais encore une défaite rapide et complète infligée à toute agression.

Les chefs d'Etat-Major considèrent qu'en préparant un programme d'utilisation coordonnée de ressources militaires, il faudra régler successivement les points suivants : (1) l'Union occidentale devra d'abord faire le plan de sa défense coordonnée avec les moyens dont elle dispose actuellement (2) elle devra ensuite déterminer comment son potentiel militaire collectif peut être accru par une coordination de la production et du ravitaillement, en y comprenant la standardisation des armements; et (3) les Etats-Unis seraient alors prêts à examiner et à formuler des estimations de l'assistance supplémentaire américaine qui serait nécessaire. Sous ce rapport, les Etats-Unis compteraient sur une assistance réciproque de la part des nations de l'Union occidentale, dans la plus grande mesure possible. Il serait nécessaire de faire adopter des lois par le Congrès pour être en mesure de fournir des quantités sérieuses d'armements, mais l'on ne pourrait compter sur les chefs d'Etat-Major pour appuyer, ou sur le Président pour recommander, une telle législation si les conditions énumérées plus haut n'avaient été remplies./.

8/2/48
Affaires Étrangères

L'AMBASSADEUR DE FRANCE

Paris, le 3 août 1948

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cher ami,

Nous avons tous été frappé ici par la lecture de votre télégramme n° 10.068, par la phrase de votre sixième paragraphe affirmant votre conviction du fait que les Etats-Unis ne seraient pas disposés à modifier leurs conceptions stratégiques.

Comme pourra vous le dire Bérard, on a enfin compris ici les inconvénients qu'il y aurait à maintenir, au bénéfice du Général Billotte une sorte de secret des rois. En conséquence, en même temps que la liaison s'établissait ici entre un collaborateur de Billotte et le Général Léchère, le général lui-même recevait instruction de Schuman de nous mettre au courant de ses entretiens. Subsidiairement, Léchère m'envoyait un collaborateur de Billotte qui m'a grosso modo mis au courant de l'activité de son chef.

Des indications fournies par cet officier, j'ai retenu deux choses essentielles qui sont :

Son Excellence
Monsieur Henri Bonnet
Ambassadeur de France
WASHINGTON

82

Bonnet/1

1°- que l'état-major américain renon-
çait au plan stratégique de 1945 et se ser-
rait orienté vers une politique de défense
de l'Europe occidentale.

2°- que ce même état-major aurait éta-
bli le principe de l'utilisation tactique
des armes atomiques.

pourquoi?

J'imagine que Billotte a du vous
dire la même chose, mais j'en suis d'autant
plus frappé (et M. Schuman l'a été avec moi)
de la phrase de votre télégramme mentionnée
ci-dessus.

*Tacot
l'impie-
méricain
dort sur le
vettement
la base des
réalités et
de la vérité
ce n'est pas
elles qui
qui nous
fessons
notre. Les
imagination américaine
Vos moyens de conversion
l'orientation actuelle
qui s'est inversé
de modifier
moins "appt"*

J'attacherais le plus grand prix
à ce que vous me disiez, sous une forme aussi
personnelle que vous voudrez, ce que vous au-
rez retiré de votre entretien avec Billotte
et ce que vous pensez de ce qu'il vous a
dit. Il n'est pas douteux en effet que les
affirmations venues de lui, et dans le ba-
taillage optimiste et bienveillant de Caf-
fery ~~à~~ a paru apporter une confirmation,
ont fortement contribué à orienter M. Bi-
dault, et avec lui tout le gouvernement, vers
la collaboration complète avec les anglo-sax-
ons qui est la caractéristique de notre po-
litique au cours de ces derniers mois.

Sans doute serait-il un peu tard
pour modifier cette orientation. Il n'en
est pas moins essentiel que nous puissions
avoir un sentiment un peu net sur ce que,
dans telle éventualité que l'on peut imagi-
ner, nous pouvons attendre de Washington ./.

rien vers

*demander à
moins "appt"*

83 4/16/48

Washington.D.C. le 16 août 1948.

Mon cher ami,

La phrase de mon télégramme 10.068, paragraphe 6, à laquelle vous vous référez dans votre lettre du 3 août, ne faisait que rappeler ce que j'ai toujours dit au Département. Vous savez combien j'ai été affirmatif à ce sujet dans mes télégrammes de mars et avril derniers, qui confirmaient d'ailleurs l'évidence et les renseignements d'ordre militaire que cette Ambassade avait toujours fait parvenir à Paris. Il est inutile de dire que si j'avais été informé d'un changement de l'attitude américaine, j'en aurais immédiatement prévenu le Département.

Quand le Général BILLOTTE est venu me voir au début de juillet, il m'a paru qu'il était d'accord avec moi sur les conceptions de l'Etat-Major américain.

Ce qu'il y a de nouveau à ma connaissance depuis lors est que, devant notre insistance, le Gouvernement américain fait certainement

.../

Monsieur Jean CHAUVEL
Ambassadeur de France
Secrétaire général
AU DEPARTEMENT.

M

Bennet 11

étudier les possibilités d'aide au réarmement de l'Europe. En principe, l'Etat-Major y a toujours été favorable, ainsi que je l'ai plusieurs fois signalé. Mais il a toujours marqué aussi qu'il lui fallait, pour s'engager dans cette voie, obtenir l'autorisation du Congrès et un supplément fort important de budget. Il n'a pas envisagé de sacrifier une partie du réarmement des Etats-Unis pour équiper les autres forces de l'Occident et, ne pouvant obtenir les ressources supplémentaires pour l'année fiscale en cours, il s'est concentré sur la préparation américaine, considérée et présentée comme la garantie la plus efficace contre une possibilité d'agression et le meilleur moyen d'y faire face, si elle se produisait.

Un des premiers buts des négociations actuellement engagées doit être d'obtenir que des moyens de défense soient mis à la disposition des signataires du Pacte de Bruxelles.

En ce qui concerne l'emploi des armes atomiques, j'ai dit au Département il y a quatre mois (mon télégramme en clair N° 1479) quelles étaient les vues de l'Etat-Major américain à ce moment. Le bruit avait couru alors qu'il était possible de créer avec ces armes nouvelles une zone infranchissable à des armées en marche. Un de mes attachés militaires était venu me dire qu'il tenait cette information d'une source qu'il considérait comme sérieuse. J'ai pu m'assurer que les chefs militaires américains ne

.../

considéraient pas que la bombe atomique pût être employée contre des troupes au combat.

Je m'efforcerai, à la première occasion favorable, de vérifier les conceptions du Haut Etat-Major à cet égard. Rien, jusqu'à présent, ne me donne à penser qu'elles ~~se soient~~ *soient modifiées.*

Pour ce qui est des forces américaines susceptibles d'être rapidement dirigées sur l'Europe en dehors de l'aviation, la situation n'a, bien entendu, pas changé, la conscription et les autres mesures de préparation n'ayant pas encore commencé à produire leurs effets. Le Général BRADLEY m'avait dit le 3 mai, confirmant un propos encore plus net de M. LOVETT quelque temps auparavant, qu'il n'y avait pas, aux Etats-Unis, de formations importantes prêtes à être envoyées en Europe./.

JL/mp

AMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS
EN ALLEMAGNE

Berlin, le 5 Septembre 1948

086

9/5/48

Le Conseiller Politique

N° 414/EU

Bulletin
fait le 17/3/48

U

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

11 SEP 1948

SECRETARIAT

EUROPE

14 SEP 1948

Y61-1

M. J. TARBE de SAINT-HARDOUIN
Ambassadeur de France,
Conseiller Politique en Allemagne,
à

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
- P a r i s -

- DIRECTION D'EUROPE -

EU

A.s. Première séance du
Conseil Parlementaire.-

Le Conseil Parlementaire, dont la création avait été
décidée par les Ministres-Présidents le 26 Juillet à la
suite de leur entrevue avec les Commandants en Chef, a
tenu sa première réunion à Bonn, le 1er septembre. En
compagnie de M. Murphy et de M. Steel, j'ai assisté
aux différentes manifestations organisées à cette
occasion.

Rassemblés tout d'abord dans la salle du Musée
Alexandre Koenig, décorée aux couleurs des 11 Länder
allemands, les députés, entourés de notabilités alliées
et allemandes, ont été accueillis par M. Arnold, au nom
du Gouvernement de Rhénanie-Westphalie, et par M. Christian
Stock, parlant pour les Ministres-Présidents.

Ces discours, comme tous ceux qui ont été prononcés
pendant la journée, ont été essentiellement des réponses
à la propagande communiste. Chacun des orateurs a tenu à
affirmer qu'il n'était pas un séparatiste, que l'unité
de l'Allemagne était son seul désir, et c'est dans ce
sens qu'a été présentée l'invitation adressée aux délégués

....

Fusion :

Secrétariat des
conférences
amb. Londres
Cabinet du Général
Gromand
Général Noiret

4/3/2 (extraord)

L'incident, en lui-même, me paraît, à la réflexion, n'avoir pas une portée excessive. Dès l'instant que les délégués de Berlin ne prennent pas part au vote, que le nombre des députés demeure fixé à 65, les apparences sont sauvées. Le débat sur Berlin a, d'ailleurs, été bref et aucun des orateurs, à l'exception de M. Max Reimann, n'a cherché à lui donner un caractère polémique. Mais il révèle exactement la nature de la tactique que le Conseil Parlementaire pourra être amené à suivre, s'il obéit aux impulsions de M. Carlo Schmid, et doit nous conduire à envisager la façon dont nous allons être amenés, dans ces circonstances nouvelles, à exercer notre influence.]

Ayant à faire face à une assemblée, même réduite, tenus de prendre des décisions et de donner des avis tripartites, nous ne pouvons plus penser à dicter nos vues avec la certitude d'être toujours suivis. Il faut surtout influencer, infléchir, orienter, s'efforcer, en somme, de prévenir plutôt que d'interdire. L'action politique devient la forme la plus efficace du contrôle. C'est en nous présentant comme désireux de jeter les bases d'une libre communauté européenne que nous pouvons espérer orienter et endiguer le nationalisme allemand, qui cherche à profiter de la rivalité russo-américaine pour effacer les plus lourdes conséquences de la défaite. L'affirmation du caractère européen de la politique française, qui était hier une possibilité, devient aujourd'hui une impérieuse nécessité si nous voulons continuer à assurer, dans cette nouvelle phase de l'occupation, la défense de nos intérêts fondamentaux./.

J. de la part de...

See also SH → MAE 5/28/48 buffered at 762
567

LE GENERAL

138

N° 4634 /CC/CAC/POL

Le Général d'Armée P. KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne

à

Monsieur le Général Lucius D. CLAY
Commander in Chief European Command
B E R L I N

COPIE

TRÈS CONFIDENTIEL

Cependant que nous poursuivons ici les négociations entamées le 29 Août avec le Maréchal SOKOLOWSKY, il a été décidé que, pour le moment du moins, les décisions de Londres resteraient applicables. Si j'en crois les informations de presse de la Bizone, telle est bien l'intention que vous avez clairement exprimée à vos Ministres-Présidents lors de votre réunion du 30 Août et au cours de laquelle vous avez même indiqué - ce dont je prends acte volontiers - que les préparatifs de fusion des trois zones occidentales seraient " accélérés ".

En conséquence, le Conseil Parlementaire a tenu sa réunion inaugurale et poursuit ses travaux. L'attitude adoptée en la circonstance, par les Allemands, si elle ne m'a pas autrement surpris, ne peut que m'inquiéter et confirme les appréhensions dont je vous ai souvent fait part.

Les discours prononcés par les personnalités les plus marquantes méritent de retenir l'attention, et cela d'autant plus que, pour des motifs divers, nous étions en droit d'attendre de leurs auteurs quelques modération. Si l'on peut, à la rigueur, admettre qu'ils se soient cru obligés, dans les circonstances où ils se trouvaient placés, de monter le ton pour flatter le sentiment national allemand, ils n'en n'ont pas moins dépassé la mesure : ne tenant aucun compte du cadre qu'ils avaient pourtant accepté et des principes fondamentaux qui constituent la condition même de l'entreprise, ils semblent avoir eu le souci exclusif d'apparaître comme les champions, non pas tant même de l'unité, que du nationalisme allemand. Le Conseil Parlementaire paraît donc enclin à dépasser largement ses attributions si nous ne prenons pas garde. De même, les Ministres-Présidents continuent, en vertu de la vitesse acquise, à se réunir sans programme apparemment bien défini alors qu'ils ont décidé de cesser les études qui leur avaient été

.../...

4/312

confiées en ce qui concerne la réorganisation territoriale, ils paraissent résolus à évoquer, dans son ensemble et pour nos trois zones, le problème des réparations qui ne rentre en aucune façon dans leur compétence.

Dans le même temps, les études et les entreprises concourent à donner leur pleine signification aux accords de Londres et auxquelles le Parlement et le Gouvernement Français ont attaché une particulière importance lorsqu'ils ont eu à donner leur adhésion à cet accord, se trouvent ralenties; certaines sont même pratiquement arrêtées. Constatation plus grave, l'orientation fédéraliste imprimée à l'organisation politique de nos trois zones n'est même plus évoquée par les principaux intéressés, c'est à dire par les membres du Conseil Parlementaire.

Ces indices me causent une très sérieuse préoccupation. Aussi, me vois-je dans la nécessité de vous soumettre les mesures qui permettraient de redresser au plus vite, avant qu'il ne soit trop tard une situation à mon avis dépourvue de clarté. Je crois devoir énumérer ci-dessous celles d'entre elles qui revêtent un caractère d'urgence.

I° - Conseil Parlementaire. -

a) Contrairement à notre décision commune, le Conseil a admis sur ses bancs les représentants du Grand-Berlin dans l'intention de leur accorder une voix délibérative. Une petite comédie a été montée à cet effet à Bonn, le 30 Août par le Parti Social-Démocrate. Nos officiers de liaison doivent faire savoir aux délégués de Berlin qu'ils ont à reprendre leur place de simples observateurs. Nous devons à cet égard, être d'autant plus fermes que les récents incidents de Berlin, s'ils sont évidemment inspirés et directement conduits par les Soviétiques ont prouvé, ainsi que le Général ROBERTSON nous l'a fait remarquer le 7 Septembre, que les dirigeants du Magistrat avaient une conception parfois inquiétante de leur rôle.

b) Le Conseil Parlementaire est essentiellement la réunion des délégués des " Pays " des zones occidentales. Dans leur première séance, ces délégués ont feint de l'oublier, se considérant comme les représentants de leur parti et non pas de leur " Pays ". Il y a là violation flagrante de la lettre et de l'esprit des accords de Londres. Nos officiers de liaison doivent, sans délai, y mettre également bon ordre.

.../...

1/2
M 5
4
214
a/b/48

RE/00

Secrétariat général

17 septembre 1948

TRES SECRET

METRIC

NOTE POUR LE MINISTRE

Le réunion des ministres de la Défense nationale des cinq Puissances signataires du traité de Bruxelles, qui doit se tenir à Paris le mercredi 22 septembre prochain, a essentiellement pour but d'entériner les conclusions auxquelles sont arrivés les chefs d'Etat-major au cours de leur récente conférence à Londres.

Il s'agit donc de ratifier :

1°) l'organisation d'un commandement unique, en cas de guerre, sur le front européen, - le commandement suprême étant (tacitement) réservé à un officier général américain, assisté d'un Anglais et d'un Conseiller naval français, le commandement en chef des armées de terre à un officier général français, et le commandement en chef de l'aviation à un officier général britannique;

2°) la création d'un comité des armements, chargé des problèmes de fabrication et de standardisation.

masoc 6/79

CM/SBZ: 4
No. 20/SC

23 septembre 1948

MONSIEUR ARMAND BERARD, CHARGE D'AFFAIRES DE FRANCE a.i. AUX ETATS-UNIS

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR ROBERT SCHUMAN
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

(Secrétariat des Conférences)

Aide militaire américaine
à l'Europe Occidentale.

La correspondance de cette Ambassade a maintes fois signalé l'intérêt manifesté par l'opinion publique et par la presse américaines pour les projets d'union politique et économique de l'Europe Occidentale. La constitution d'un bloc solide des Etats de l'Europe de l'Ouest est considérée ici comme un aspect essentiel de la politique de défense des Etats-Unis contre les Soviets. Par le programme d'aide à l'Europe, les Etats-Unis considèrent qu'ils contribuent directement à ^{une fédé-} ~~l'accomplissement~~ ^{ratio n} dont le succès est jugé ^{capital} ~~essentiel~~ et sur laquelle l'accent est mis avec insistance.

En revanche, un silence presque complet a été observé, jusqu'à présent, sur l'autre aspect du problème de la résistance aux entreprises soviétiques : l'aspect militaire. Sans doute,

.../

transmis à :

- Direction Politique Amérique
- Direction Politique Europe

2/Generalité/23

certaines allusions ont été faites, parfois, dans la presse, aux conversations d'Etat-Major qui se poursuivent à Londres entre les signataires du Pacte de Bruxelles. Sans doute, le public américain a-t-il compris que ces conversations se déroulaient, en quelque sorte, avec la bénédiction des Etats-Unis. Mais aucune indication ne lui avait été donnée quant à la possibilité d'une association plus directe du Gouvernement américain à la défense de l'Europe Occidentale menacée. Un silence total recouvrait les études poursuivies à cet égard par le Département d'Etat.

Or, depuis quelques jours, on a pu constater un revirement assez net dans l'attitude observée par la presse des Etats-Unis. Comme si des fuites s'étaient produites en haut lieu ou qu'un mot d'ordre officieux avait été donné, de nombreux articles, en l'espace d'une semaine, ont abordé le sujet jusqu'à présent tabou d'une participation militaire américaine aux plans de défense de l'Europe de l'Ouest. Ce changement a été notamment souligné par le "New York Times" de dimanche dernier qui a écrit : "Les Etats-Unis glissent progressivement de leur première position d'observateurs bienveillants et sympathiques vers celle de participants actifs".

Ce sont évidemment les développements récents de l'affaire de Berlin qui ont amené les Américains à se poser la question formulée par les frères Alsop, dans le New York Herald Tribune : "Qu'arrivera-t-il si les conversations de Berlin et de Moscou ayant échoué et l'attitude soviétique ayant été dénoncée à l'ONU, les puissances

.../

occidentales ont épuisé les ressources de la dialectique diplomatique ?" -question suffisamment angoissante pour que le moment ait, sans doute, paru opportun de laisser entendre au public que l'Administration, depuis plusieurs mois, n'avait pas ignoré ce problème. Aussi la presse a-t-elle rappelé qu'à la suite de la Résolution Vandenberg, des officiers américains avaient été associés aux discussions militaires de Londres. Mais surtout plusieurs journaux ont, pour la première fois, fait allusion -sans pourtant entrer dans aucun détail- aux échanges de vues qui ont eu lieu à Washington le mois dernier "à un niveau politique et politico-militaire élevé".

La presse a signalé, d'autre part, les sondages confidentiels effectués dernièrement par le Département d'Etat dans l'opinion publique et au terme desquels les organisateurs auraient constaté, non sans surprise, que 82 % des Américains étaient prêts à affronter une nouvelle guerre plutôt que de céder davantage aux Soviets, et 60 % se seraient déclarés d'accord sur la résolution extrême qui consistait à forcer le blocus par l'envoi d'un convoi armé à Berlin.

Mais en même temps qu'elle soulignait cette résolution et cette volonté de résistance du peuple américain, la presse a révélé la faiblesse militaire des puissances occidentales. D'après le New York Times, 250.000 hommes seulement, comprenant de nombreux

.../

SECRETARIAT DE L'AMBASSADEUR
AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

9/24/48

Archivé : HL

TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ

DÉPART

par fil 19h15

No. DIPLO/ 3469/72

Londres, Le 24 septembre 1948

Chiffre Le

DIPLOMATIE PARIS

xxx RESERVE - SECRET

Je me réfère à mon télégramme
No. 3467.

La réserve avec laquelle la presse
britannique a commenté les déclarations
faites par M. Bevin à la Chambre des
Communes sur l'affaire de Berlin, traduit
discrètement l'étonnement que ces déclara-
tions ont causé.

En parlant comme il l'a fait du
"nouveau Munich" auquel équivaldrait l'aban-
don de cette ville, M. Bevin est allé
certainement au delà de la pensée du Cabinet,
de celle des services du Foreign Office,
sans doute de sa propre pensée et même de
celle des principaux membres de l'opposition,
malgré la fermeté du langage tenu par
M. Butler lorsqu'il est intervenu dans le
débat.

D'après des témoins, il était

.../

Massigk/67

d'ailleurs manifeste que le texte écrit que le Secrétaire d'Etat avait sous les yeux ne comportait pas le développement qui a terminé sa déclaration. Je rapproche de cette indication le propos que m'a tenu cet après-midi un très haut fonctionnaire du Foreign Office à qui je disais qu'à mon retour de Paris j'avais lu la fin du discours avec quelque étonnement; il m'a interrompu pour me prier de ne pas oublier que M. Bevin est un orateur.

Je demeure donc convaincu que, dans les prochaines conversations qu'Elle aura avec lui, Votre Excellence trouvera chez le Secrétaire d'Etat beaucoup plus de prudence que ne le comporterait son langage d'avant-hier; M. Bevin sera, je n'en doute pas, beaucoup moins prêt à affirmer que Berlin doit être tenu indéfiniment envers et contre tout.

J'ajoute que les bureaux du Foreign Office demeurent préoccupés des conséquences possibles du recours aux Nations Unies; ils restent persuadés que nombre de petits états refuseront de prendre position et se réfugieront dans l'abstention. Ils ne paraissent pas craindre cependant que la délégation soviétique ne claque la porte et ne s'en aille./.

signé : MASSIGLI

4 octobre 1948

Notes prises 28

par A. Roland

10/14/48

Conversation Schuman - Marshall, 9 h. 30.

de Margerie -

Doc. photocopié à
F. M. 1971 / Maloy

S. ! L'accord réalisé entre les cinq ministres de la D.N. n'a pas encore été définitivement approuvé par le gouvernement français et je voudrais connaître à ce sujet le point de vue du général Marshall et des E.U.

La question a deux aspects. Il s'agit d'abord de la structure de notre déf. et des organes de comm. prévus - ensuite des personnes; Le général M. connaît le projet en discussion : il comprendra un commandant en chef des forces de terre, français; un commandant en chef des forces aériennes : brit.; un amiral français, conseiller nav., avec un adjoint hollandais. Au-dessus d'eux serait placé un Comité de déf. présidé par le Mar. Montgom. Dans le domaine pratique, le premier but à réaliser est celui de l'organisation de la défense en All.

Une première question se pose : l'armée américaine n'est pas représentée dans cette organ., mais les troupes am. se trouveraient nécessairement comprises dans la déf. commune. Est-il certain que le gouv. des E.U. accepte que ses troupes se trouvent placées sous un commandement autre qu'américain ? Nous ne voudrions pas nous engager dans cette voie avant d'être entièrement certains de l'appui américain.

Ensuite, se pose la question des personnes. Le G.f. a demandé au Gél. Juin de prendre le comm. en chef des armées de terre et de faire ainsi partie du comité. Il a jugé que sa situation serait mal définie et il n'a pas accepté. Le comm. en chef prévu pour l'aviation est un simple gén. de corps d'armée brit. d'un rang inférieur au sien. D'autre part, le système prévu n'est pas bien défini. Le mar. M. aura-t-il des pouvoirs spéciaux, une voix prépondérante ? Je l'ignore. En tout cas, devant le refus du gén. J. M. Ramadier pense au gén. Del. Mais il nous est revenu que sa personnalité n'était pas toujours parfaitement appréciée à l'étranger et qu'il existe notamment des réticences à son égard dans l'E.M. am. Nous avons le vif désir d'éviter tout malentendu. Je m'excuse de parler avec tant de franchise; mais je dois prendre position aujourd'hui même à l'égard de la question, et nous ne voudrions avoir aucun reproche à nous adresser pour avoir manqué de sincérité en temps voulu.

M.- M. S. n'a aucune inquiétude à éprouver en ce qui concerne l'attitude de notre commandement en All. vis à vis du représentant désigné par les Cinq. Quand nous avons reçu un premier aperçu du commandement envisagé, nous avons pensé, initialement, adjoindre au commandant suprême un adjoint américain. Mais si le mar.Montg. prend la présidence du comité, je ne vois pas très bien quelle serait la place d'un tel adjoint. Ce qui présente la plus haute importance, c'est de procéder à une organisation rapide plutôt que d'entrer dans les détails. Le gén.J. a fait remarquer que son collègue brit. serait de grade inférieur : cela ne paraît pas essentiel, les Anglais sont très adroits dans ce domaine, et procèdent généralement aux nominations voulues une semaine avant que nous y procédions nous-mêmes. Ils ont, à cet égard, des facilités légales que nous n'avons pas.

En ce qui concerne les troupes am. en All., je ne doute point qu'elles se trouveraient automatiquement placées sous le comm. de qui que ce fût que l'on désignerait .

Militairement parlant, c'est à dire en parlant autrement qu'en Secrétaire d'Etat, je pense que la situation se décompose en 2 phases : la première vise la défense en All., et la retraite qui s'y imposerait probablement pour commencer. Les forces américaines se trouveraient placées sous les ordres du commandant en chef des forces terrestres, elles constitueraient même l'une des principales forces dont il disposerait. Je me trouve à l'origine d'un plan secret établi en décembre 1947, pour l'organisation des Forces alliées en Allemagne. Le général Clay et moi, nous n'en avons parlé à personne, pas même au président Truman. M. Bevin a fait de même, il n'a pas consulté son gouvernement, craignant des fuites. Il n'est certainement pas difficile au général Clay de s'entendre avec le Général Guillaume. Je ne connais pas le plan, et je ne veux pas le connaître. L'important c'est qu'il y en ait un, et qu'une surprise ne vienne pas nous jeter dans le désarroi. Maintenant, le commandement est organisé dans le cadre plus vaste de l'Union occidentale. La place de chacun est une question de détail, et il n'y a pas à s'inquiéter quant à l'attitude du commandement américain.

La deuxième phase, toujours sur le plan technique, concerne l'augmentation des moyens dont nous disposons.

Sur le plan naval, les Soviets n'ont pas grand chose, notre supériorité est énorme. Nous croyons aussi qu'elle l'est dans les airs. Il y a deux formes d'aviation : l'aviation stratégique et l'aviation de bombardement, l'appui que l'aviation doit accorder aux forces terrestres est une difficulté d'ordre technique normal. Notre grande faiblesse est sur terre, et c'est là que s'imposent les décisions essentielles : que faire, et combien de troupes mettre sur pied, dans le délai le plus rapide, pour créer l'instrument dont nous avons besoin.

La manière dont les choses seront présentées est également très importante. Il ne s'agit pas seulement de disposer des armes indispensables, il faut encore trouver la procédure psychologique convenable. J'ai l'assurance que le Congrès approuvera les mesures envisagées, tous les experts ne disent que son consentement sera obtenu sans difficulté. En attendant, nous pousserons les fabrications pour pouvoir livrer plus vite, le moment venu. Douze mois de crédits militaires ont été dépensés en un trimestre. Je ne voudrais pas vous citer des chiffres faux, que je puise dans ma mémoire : mais je suis tout à fait sûr que nous avons déjà l'armement nécessaire à dix divisions, et je crois même à trente. Le point important, c'est que la livraison en ait lieu le plus rapidement possible. M. Schuman s'y connaît en politique et sait que les développements en sont imprévisibles : mais j'ai l'impression qu'il ne sera pas difficile d'obtenir l'assentiment du Congrès.

Pour ce qui est de l'organisation des forces terrestres, le gén. J. ne m'a pas dit,, mais j'ai deviné, qu'on lui avait proposé le commandement en chef. Ce serait de beaucoup le meilleur choix. Peu d'hommes ont travaillé avec les alliés dans des conditions aussi remarquables, tous l'admirent, et il semble les aimer. C'est à la fois un grand combattant et un grand chef. Personne ne pourrait lui être supérieur pour mettre sur pied une armée et pour user du potentiel disponible. Je regrette profondément que le gén. J. ne se soit pas montré favorable à la proposition qui lui était faite.

Quant à la personnalité du gén. de L., j'hésite à me prononcer, Pour être tout à fait franc, je ne crois pas qu'il réussirait dans cette tâche. Nous avons eu de grandes

413

difficultés avec lui, avec le mar. Montg. également, mais d'une nature différente. Le gén. de L. est quelqu'un d'extrêmement éprouvant, je le sais, car je me suis trouvé en contact avec lui quand il nous faisait toutes ses plaintes. Je ne le vois pas commandant une force combinée. Evidemment, il pourrait changer, mais le contraste avec le gén.J. est grand. Le gén.J. est un homme parfait pour un emploi difficile. Le commandant en chef des forces terrestres, s'il veut se plaindre, n'en aura que trop d'occasions; le gén.J. saurait résoudre les difficultés. Ce que je dis est tout à fait confidentiel : je n'ai pas d'objections au gén. de L. mais je réponds très franchement à la question qui m'a été posée.

Parlant toujours en toute franchise, telle que je vois la situation, je crois que notre meilleure défense réside dans la crainte évidente que les Russes ont de notre bombe atomique. De là ma grande préoccupation de ne pas voir affaiblir notre position à cet égard. Je sais que les Soviets ont cru pendant longtemps que l'arme atomique était trop terrible pour que nous osions en user. Maintenant, ils savent que nous n'hésiterions pas à nous en servir. De là, toute leur activité diplomatique. Ils se sentent en mauvaise position, et ils cherchent à y remédier, en formulant toutes sortes de propositions, plus fausses les unes que les autres. Il ne faut pas leur laisser croire qu'ils pourraient nous tromper. Notre crainte est notre meilleure arme. Si un débat s'ouvrait devant l'opinion publique américaine pour savoir s'il convient que les Etats-Unis se servent ou non de la bombe atomique, les Russes seraient radieux. Peu de citoyens américains, moins de 1 %, sont hostiles à son emploi, mais ce sont gens particulièrement agités et volubiles. Je ne voudrais pas qu'une discussion publique sur tout cela aux Etats-Unis, je crois très important que les Soviets nous tiennent pour implacables.

me

Il y a aussi un élément de temps très important : que pouvons-nous faire pour consolider notre position et pour réduire les chances de guerre ? J'en reviens à ce que je disais tout à l'heure : il s'agit d'augmenter nos armements. Si nous pouvons en apporter, ce sera un grand fait moral et une chance de restauration sérieuse pour la France. La période la plus critique de nos relations avec les Soviets interviendra d'ailleurs au moment où nous commencerons à livrer le matériel, ce sera le moment de la vraie crise.

7

pu

Les nations européennes auront le choix entre rester faibles, sans accepter les armements offerts, et pratiquer une sorte de politique d'apaisement - ou accepter un risque, et devenir plus fortes. Je suis persuadé que le facteur moral serait d'une grande importance en France.

Le gouvernement des Etats-Unis a été retenu jusqu'ici par le souci de laisser l'Union occ. accomplir le maximum d'efforts pour s'unir en une combinaison plus vaste avant que l'Amérique n'ait à intervenir. Il s'agissait pour nous de savoir si l'Union européenne était vraiment "business like". Maintenant, des mesures très importantes ont été décidées, et il importe de les mettre en vigueur le plus rapidement possible. Les détails ne sont que des détails. Parlant confidentiellement et franchement, je sais que le mar. M. est un homme très difficile, mais je le tiens pour un bon choix dans une position comme celle-là, on a besoin d'un "tough character".

Je ne suis pas enthousiaste des comités, qui ne cherchent d'habitude de solutions que dans les compromis. En politique, les compromis sont indispensables mais en matière militaire, il en est autrement. Je répète que je crois que M. est un bon choix, l'on arrivera à faire quelque chose avec lui. Quant au comité, c'est probablement une solution inévitable pour le moment. Je regrette ce que j'ai eu à dire tout à l'heure sur le gén. de L. et, plus encore, le refus du gén. J. Je ne le blâme pas, il ne s'agissait pas d'une mission agréable, mais il paraissait véritablement né pour s'entendre avec les Amér. et les Ang. Il a la confiance enthousiaste de tous.

Je vais vous parler à présent d'une autre question, connexe seulement : je suis très troublé des réactions de la presse française, qui semble s'attacher parfois à affaiblir notre position. Il y a là une question très sérieuse. Nous avons affaire à des experts en propagande avec les Russes. Je suis confiant dans le succès, mais à la condition que nous nous montrions très fermes. Je suis convaincu que les Russes sont très troublés. S'ils savaient comment sauver la face, ils se mettraient certainement à la recherche d'une porte de sortie. Ils exploiteront le moindre signe de fléchissement de notre part. Si nous ne nous montrons pas ferme au conseil de Séc., nous perdrons la partie ce qui serait tragique pour la France. C'est pourquoi la discussion sur la question atomique est également essentielle. La peur

Qu'ont les Soviets de notre bombe constitue véritablement notre meilleure arme en ce moment

Avez-vous déjà connaissance de la nouvelle note de M. Molotov ?

(Sur une réponse négative de M. S., le gén. M. fait traduire par l'interprète les quatre points qui forment la dernière page de cette note).

S.-

Ces prétentions sont inacceptables, nous ne pouvons pas reprendre la conversation aussi longtemps que durera le blocus.

M -

Je n'ai pas étudié encore en détail le corps même de la note, et je ne suis pas hostile à une reprise de la conférence des quatre, mais je pense comme vous que cela peut avoir lieu seulement si le blocus est levé. Ultérieurement, il y aurait lieu de discuter les directives de la conversation. M. Molotov a confirmé formellement l'interprétation des décisions du 30 août donnée par le mar. Sokolovski, il convient que nous n'entrions pas dans cette discussion.

Si les Soviets consentent à lever le blocus, en échange d'une réunion du conseil des ministres des A.E., ce serait un véritable rayon de soleil, mais, pour le moment, nous ne devons pas aller plus loin dans la discussion avec Moscou, puisque Molotov a approuvé l'interprétation Sokol. De même, nous ne devons même pas mentionner l'allusion faite à la restriction possible et au contrôle du transit aérien.

En attendant, nous sommes en présence d'une manœuvre de propagande très habile devant laquelle il faut faire front aussitôt. Il existe une certaine chance de voir les Soviets faire un geste, peut-être même plus qu'un geste, nous ne pouvons le savoir à l'avance; mais nous pouvons être certain de ne rien obtenir en faiblissant et c'est pourquoi il importe d'être fermes maintenant. A aucun prix, nous ne devons renouveler la discussion sur les directives du 30 août à Moscou, ce ne serait là qu'ouvrir une brèche dans notre position, et prolonger l'agonie.

S.-

Vous considérez donc que l'accord du 30 août est caduc ?

M.- Oui, à cause de l'approbation donnée par Molotov à l'interprétation Sokol., interprétation qui vicie tout. C'est la façon dont Molotov s'est engagé qui a rendu tout accord impossible.

S.- Je vous remercie de la confiance et de la franchise que vous m'avez marquées au cours de cette conversation, j'y vois un très grand témoignage d'amitié, et j'en ferai mon profit avec toute la discrétion voulue.

En ce qui concerne la question atomique, n'ayez aucune inquiétude : vous pouvez être sûr, puisque les E.U. sont principalement en cause, que nous ne modifierons pas notre attitude et que nous vous soutiendrons vigoureusement.

M.- Puis-je vous poser une question toute personnelle sur la situation politique ? Bien entendu, vous n'y répondrez point si vous préférez ne pas le faire .

Un peu plus tôt, je vous ai dit que j'étais très inquiet de l'attitude de la presse française, et surtout des articles d'inspiration officieuse. Les journalistes américains que je vois me disent que leurs informations leur viennent précisément de sources officieuses. Dans cette attitude de la presse, quelle est la part de la politique étrangère, et quelle part revient à la politique intérieure, ou aux attaques dirigées contre le gouvernement de M. S. personnellement ? Je songe notamment aux articles de Pertinax, qui sont très reproduits en Amérique où on en fait une arme contre nous.

S.- Je vous répondrai en toute franchise / L'attitude de notre presse est entièrement faussée par les préoccupations de politique intérieure. Elle obéit à des buts partisans, qu'elle introduit dans des discussions politiques où ils n'ont rien à voir et elle mélange perpétuellement les problèmes intérieurs et extérieurs. Mais je ne vois pas d'article véritablement important à critiquer, sauf peut-être ceux de Pertinax dans France-Soir, mais il n'a absolument aucune importance en France. Tout le reste relève de la politique intérieure, et les gens ne songent pas au fond des problèmes. Il en est de même pour les déclarations qu'a faites le gén. de G. sur les accords militaires en discussion. On y trouve en partie une pointe anti-anglaise, mais avant tout le souci de discréditer le gouvernement.

83
1.- Je vois que tout cela n'est pas très différent de notre campagne présidentielle, et que nous nous trouvons dans la même détresse. Je suis heureux d'apprendre que Pertinax n'a pas d'influence en France, mais il jouit d'une énorme publicité aux Etats-Unis, et je déplore qu'il puisse fournir un aliment à un certain sentiment anti-français.

4 octobre 1948

Notes prises 28
par A. Roland

10/14/48

Conversation Schuman - Marshall, 9 h. 30.

de Margerie -
Doc. photocopié à
S. M. 1971 / J. M. L.

S. ! L'accord réalisé entre les cinq ministres de la D.N. n'a pas encore été définitivement approuvé par le gouvernement français et je voudrais connaître à ce sujet le point de vue du général Marshall et des E.U.

La question a deux aspects. Il s'agit d'abord de la structure de notre déf. et des organes de comm. prévus - ensuite des personnes; Le général M. connaît le projet en discussion : il comprend un commandant en chef des forces de terre, français; un commandant en chef des forces aériennes : brit.; un amiral français, conseiller nav., avec un adjoint hollandais. Au-dessus d'eux serait placé un Comité de déf. présidé par le Mar. Montgom. Dans le domaine pratique, le premier but à réaliser est celui de l'organisation de la défense en All.

Une première question se pose : l'armée américaine n'est pas représentée dans cette organ., mais les troupes am. se trouveraient nécessairement comprises dans la déf. commune. Est-il certain que le gouv. des E.U. accepte que ses troupes se trouvent placées sous un commandement autre qu'américain ? Nous ne voudrions pas nous engager dans cette voie avant d'être entièrement certains de l'appui américain.

Ensuite, se pose la question des personnes. Le G.f. a demandé au Gél. Juin de prendre le comm. en chef des armées de terre et de faire ainsi partie du comité. Il a jugé que sa situation serait mal définie et il n'a pas accepté. Le comm. en chef prévu pour l'aviation est un simple gén. de corps d'armée brit. d'un rang inférieur au sien. D'autre part, le système prévu n'est pas bien défini. Le mar.M. aura-t-il des pouvoirs spéciaux, une voix prépondérante ? Je l'ignore. En tout cas, devant le refus du gén. J. M. Ramadier pense au gén. Del. Mais il nous est revenu que sa personnalité n'était pas toujours parfaitement appréciée à l'étranger et qu'il existe notamment des réticences à son égard dans l'E.M. am. Nous avons le vif désir d'éviter tout malentendu. Je m'excuse de parler avec tant de franchise; mais je dois prendre position aujourd'hui même à l'égard de la question, et nous ne voudrions avoir aucun reproche à nous adresser pour avoir manqué de sincérité en temps voulu.

M.- M. S. n'a aucune inquiétude à éprouver en ce qui concerne l'attitude de notre commandement en All. vis à vis du représentant désigné par les Cinq. Quand nous avons reçu un premier aperçu du commandement envisagé, nous avons pensé, initialement, adjoindre au commandant suprême un adjoint américain. Mais si le mar.Montg. prend la présidence du comité, je ne vois pas très bien quelle serait la place d'un tel adjoint. Ce qui présente la plus haute importance, c'est de procéder à une organisation rapide plutôt que d'entrer dans les détails. Le gén.J. a fait remarquer que son collègue brit. serait de grade inférieur : cela ne paraît pas essentiel, les Anglais sont très adroits dans ce domaine, et procèdent généralement aux nominations voulues une semaine avant que nous y procédions nous-mêmes. Ils ont, à cet égard, des facilités légales que nous n'avons pas.

En ce qui concerne les troupes am. en All., je ne doute point qu'elles se trouveraient automatiquement placées sous le comm. de qui que ce fût que l'on désignerait .

Militairement parlant, c'est à dire en parlant autrement qu'en Secrétaire d'Etat, je pense que la situation se décompose en 2 phases : la première vise la défense en All., et la retraite qui s'y imposerait probablement pour commencer. Les forces américaines se trouveraient placées sous les ordres du commandant en chef des forces terrestres, elles constitueraient même l'une des principales forces dont il disposerait. Je me trouve à l'origine d'un plan secret établi en décembre 1947, pour l'organisation des forces alliées en Allemagne. Le général Clay et moi, nous n'en avons parlé à personne, pas même au président Truman. M. Bevin a fait de même, il n'a pas consulté son gouvernement, craignant des fuites. Il n'est certainement pas difficile au général Clay de s'entendre avec le Général Guillaume. Je ne connais pas le plan, et je ne veux pas le connaître. L'important c'est qu'il y en ait un, et qu'une surprise ne vienne pas nous jeter dans le désarroi. Maintenant, le commandement est organisé dans le cadre plus vaste de l'Union occidentale. La place de chacun est une question de détail, et il n'y a pas à s'inquiéter quant à l'attitude du commandement américain.

La deuxième phase, toujours sur le plan technique, concerne l'augmentation des moyens dont nous disposons.

Sur le plan naval, les Soviets n'ont pas grand chose, notre supériorité est énorme. Nous croyons aussi qu'elle l'est dans les airs. Il y a deux formes d'aviation : l'aviation stratégique et l'aviation de bombardement, l'appui que l'aviation doit accorder aux forces terrestres est une difficulté d'ordre technique normal. Notre grande faiblesse est sur terre, et c'est là que s'imposent les décisions essentielles : que faire, et combien de troupes mettre sur pied, dans le délai le plus rapide, pour créer l'instrument dont nous avons besoin.

La manière dont les choses seront présentées est également très importante. Il ne s'agit pas seulement de disposer des armes indispensables, il faut encore trouver la procédure psychologique convenable. J'ai l'assurance que le Congrès approuvera les mesures envisagées, tous les experts ne disent que son consentement sera obtenu sans difficulté. En attendant, nous pousserons les fabrications pour pouvoir livrer plus vite, le moment venu. Douze mois de crédits militaires ont été dépensés en un trimestre. Je ne voudrais pas vous citer des chiffres faux, que je puise dans ma mémoire : mais je suis tout à fait sûr que nous avons déjà l'armement nécessaire à dix divisions, et je crois même à trente. Le point important, c'est que la livraison en ait lieu le plus rapidement possible. M. Schuman s'y connaît en politique et sait que les développements en sont imprévisibles ; mais j'ai l'impression qu'il ne sera pas difficile d'obtenir l'assentiment du Congrès.

Pour ce qui est de l'organisation des forces terrestres, le gén. J. ne m'a pas dit, mais j'ai deviné, qu'on lui avait proposé le commandement en chef. Ce serait de beaucoup le meilleur choix. Peu d'hommes ont travaillé avec les alliés dans des conditions aussi remarquables, tous l'admirent, et il semble les aimer. C'est à la fois un grand combattant et un grand chef. Personne ne pourrait lui être supérieur pour mettre sur pied une armée et pour user du potentiel disponible. Je regrette profondément que le gén. J. ne se soit pas montré favorable à la proposition qui lui était faite.

Quant à la personnalité du gén. de L., j'hésite à me prononcer. Pour être tout à fait franc, je ne crois pas qu'il réussirait dans cette tâche. Nous avons eu de grandes

413
difficultés avec lui, avec le mar. Montg. également, mais d'une nature différente. Le gén. de L. est quelqu'un d'extrêmement éprouvant, je le sais, car je me suis trouvé en contact avec lui quand il nous faisait toutes ses plaintes. Je ne le vois pas commandant une force combinée. Evidemment, il pourrait changer, mais le contraste avec le gén.J. est grand. Le gén.J. est un homme parfait pour un emploi difficile. Le commandant en chef des forces terrestres, s'il veut se plaindre, n'en aura que trop d'occasions; le gén.J. saurait résoudre les difficultés. Ce que je dis est tout à fait confidentiel : je n'ai pas d'objections au gén. de L. mais je réponds très franchement à la question qui m'a été posée.

Parlant toujours en toute franchise, telle que je vois la situation, je crois que notre meilleure défense réside dans la crainte évidente que les Russes ont de notre bombe atomique. De là ma grande préoccupation de ne pas voir affaiblir notre position à cet égard. Je sais que les Soviets ont cru pendant longtemps que l'arme atomique était trop terrible pour que nous osions en user. Maintenant, ils savent que nous n'hésiterions pas à nous en servir. De là, toute leur activité diplomatique. Ils se sentent en mauvaise position, et ils cherchent à y remédier, en formulant toutes sortes de propositions, plus fausses les unes que les autres. Il ne faut pas leur laisser croire qu'ils pourraient nous tromper. Notre crainte est notre meilleure arme. Si un débat s'ouvrait devant l'opinion publique américaine pour savoir s'il convient que les Etats-Unis se servent ou non de la bombe atomique, les Russes seraient radieux. Peu de citoyens américains, moins de 1 %, sont hostiles à son emploi, mais ce sont gens particulièrement agités et volubiles. Je ne voudrais pas qu'une discussion publique sur tout cela aux Etats-Unis, je crois très important que les Soviets nous tiennent pour implacables.

Il y a aussi un élément de temps très important : que pouvons-nous faire pour consolider notre position et pour réduire les chances de guerre ? J'en réviens à ce que je disais tout à l'heure : il s'agit d'augmenter nos armements. Si nous pouvons en apporter, ce sera un grand fait moral et une chance de restauration sérieuse pour la France. La période la plus critique de nos relations avec les Soviets interviendra d'ailleurs au moment où nous commencerons à livrer le matériel, ce sera le moment de la vraie crise.

me
pw

Les nations européennes auront le choix entre rester faibles, sans accepter les armements offerts, et pratiquer une sorte de politique d'apaisement - ou accepter un risque, et devenir plus fortes. Je suis persuadé que le facteur moral serait d'une grande importance en France.

Le gouvernement des Etats-Unis a été retenu jusqu'ici par le souci de laisser l'Union ooc. accomplir le maximum d'efforts pour s'unir en une combinaison plus vaste avant que l'Amérique n'ait à intervenir. Il s'agissait pour nous de savoir si l'Union européenne était vraiment "business like". Maintenant, des mesures très importantes ont été décidées, et il importe de les mettre en vigueur le plus rapidement possible. Les détails ne sont que des détails. Parlant confidentiellement et franchement, je sais que le mar. M. est un homme très difficile, mais je le tiens pour un bon choix dans une position comme celle-là, on a besoin d'un "tough character".

Je ne suis pas enthousiaste des comités, qui ne cherchent d'habitude de solutions que dans les compromis. En politique, les compromis sont indispensables mais en matière militaire, il en est autrement. Je répète que je crois que M. est un bon choix, l'on arrivera à faire quelque chose avec lui. Quant au comité, c'est probablement une solution inévitable pour le moment. Je regrette ce que j'ai eu à dire tout à l'heure sur le gén. de L. et, plus encore, le refus du gén. J. Je ne le blâme pas, il ne s'agissait pas d'une mission agréable, mais il paraissait véritablement né pour s'entendre avec les Amér. et les Ang. Il a la confiance enthousiaste de tous.

Je vais vous parler à présent d'une autre question, connexe seulement : je suis très troublé des réactions de la presse française, qui semble s'attacher parfois à affaiblir notre position. Il y a là une question très sérieuse. Nous avons affaire à des experts en propagande avec les Russes. Je suis confiant dans le succès, mais à la condition que nous nous montrions très fermes. Je suis convaincu que les Russes sont très troublés. S'ils savaient comment sauver la face, ils se mettraient certainement à la recherche d'une porte de sortie. Ils exploiteront le moindre signe de fléchissement de notre part. Si nous ne nous montrons pas ferme au conseil de Séc., nous perdrons la partie ce qui serait tragique pour la France. C'est pourquoi la discussion sur la question atomique est également essentielle. La peur

qu'ont les Soviets de notre bombe constitue véritablement notre meilleure arme en ce moment

Avez-vous déjà connaissance de la nouvelle note de M. Molotov ?

(Sur une réponse négative de M. S., le gén. M. fait traduire par l'interprète les quatre points qui forment la dernière page de cette note).

S.-

Ces prétentions sont inacceptables, nous ne pouvons pas reprendre la conversation aussi longtemps que durera le blocus.

M -

Je n'ai pas étudié encore en détail le corps même de la note, et je ne suis pas hostile à une reprise de la conférence des quatre, mais je pense comme vous que cela peut avoir lieu seulement si le blocus est levé. Ultérieurement, il y aurait lieu de discuter les directives de la conversation. M. Molotov a confirmé formellement l'interprétation des décisions du 30 août donnée par le mar. Sokolovski, il convient que nous n'entrions pas dans cette discussion.

Si les Soviets consentent à lever le blocus, en échange d'une réunion du conseil des ministres des A.E., ce serait un véritable rayon de soleil, mais, pour le moment, nous ne devons pas aller plus loin dans la discussion avec Moscou, puisque Molotov a approuvé l'interprétation Sokol. De même, nous ne devons même pas mentionner l'allusion faite à la restriction possible et au contrôle du transit aérien.

En attendant, nous sommes en présence d'une manoeuvre de propagande très habile devant laquelle il faut faire front aussitôt. Il existe une certaine chance de voir les Soviets faire un geste, peut-être même plus qu'un geste, nous ne pouvons le savoir à l'avance; mais nous pouvons être certain de ne rien obtenir en faiblissant et c'est pourquoi il importe d'être fermes maintenant. A aucun prix, nous ne devons renouveler la discussion sur les directives du 30 août à Moscou, ce ne serait là qu'ouvrir une brèche dans notre position, et prolonger l'agonie.

S.-

Vous considérez donc que l'accord du 30 août est caduc ?

M.- Oui, à cause de l'approbation donnée par Molotov à l'interprétation Sokol., interprétation qui vicie tout. C'est la façon dont Molotov s'est engagé qui a rendu tout accord impossible.

S.- Je vous remercie de la confiance et de la franchise que vous m'avez marquées au cours de cette conversation, j'y vois un très grand témoignage d'amitié, et j'en ferai mon profit avec toute la discrétion voulue.

En ce qui concerne la question atomique, n'ayez aucune inquiétude : vous pouvez être sûr, puisque les E.U. sont principalement en cause, que nous ne modifierons pas notre attitude et que nous vous soutiendrons vigoureusement.

M.- Puis-je vous poser une question toute personnelle sur la situation politique ? Bien entendu, vous n'y répondrez point si vous préférez ne pas le faire .

Un peu plus tôt, je vous ai dit que j'étais très inquiet de l'attitude de la presse française, et surtout des articles d'inspiration officieuse. Les journalistes américains que je vois me disent que leurs informations leur viennent précisément de sources officieuses. Dans cette attitude de la presse, quelle est la part de la politique étrangère, et quelle part revient à la politique intérieure, ou aux attaques dirigées contre le gouvernement de M. S. personnellement ? Je songe notamment aux articles de Pertinax, qui sont très reproduits en Amérique où on en fait une arme contre nous.

S.- Je vous répondrai en toute franchise / L'attitude de notre presse est entièrement faussée par les préoccupations de politique intérieure. Elle obéit à des buts partisans, qu'elle introduit dans des discussions politiques où ils n'ont rien à voir et elle mélange perpétuellement les problèmes intérieurs et extérieurs. Mais je ne vois pas d'article véritablement important à critiquer, sauf peut-être ceux de Pertinax dans France-Soir, mais il n'a absolument aucune importance en France. Tout le reste relève de la politique intérieure, et les gens ne songent pas au fond des problèmes. Il en est de même pour les déclarations qu'a faites le gén. de G. sur les accords militaires en discussion. On y trouve en partie une pointe anti-anglaise, mais avant tout le souci de discréditer le gouvernement.

M. - Je vois que tout cela n'est pas très différent de notre campagne présidentielle, et que nous cousinons dans la même détresse. Je suis heureux d'apprendre que Pertinax n'a pas d'influence en France, mais il jouit d'une énorme publicité aux Etats-Unis, et je déplore qu'il puisse fournir un aliment à un certain sentiment anti-français.

10/5/48

48

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 5 OCTOBRE A 15 h 30
dans le bureau de M. Robert SCHUMAN

Assistaient à cette réunion:

du côté américain : le Général MARSHALL
l'Ambassadeur DOUGLAS
l'Ambassadeur CAFFERY

du côté anglais: M. BEVIN
M. Mac NEIL
L'Ambassadeur HARVEY
M. ROBERTS
Le Général ROBERTSON

du côté français: M. Robert SCHUMAN
M. CHAUVEL
M. COUVE de MURVILLE
M. de BOURBON-BUSSET

ESPAGNE.-

M. Bevin pose la question de l'attitude à observer à
à-vis de l'Espagne dans le cadre de l'O.N.U.

Le Général Marshall indique que la difficulté provient
de l'attitude des délégations sud-américaines, en particu-
lier de l'Argentine, qui tiennent essentiellement à soule-
ver la question de la reprise des relations diplomatiques nor-
males avec Franco. Les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas de
position propre, mais sont soucieux de tenir compte à la

Bonnet / 1

9
6.

politique à Berlin dans les mois qui vont suivre? quels sont les risques que nous sommes disposés à courir en cas de contre mesure russe?

Le Général Marshall indique que nous sommes dans une période où il est nécessaire de gagner du temps. Au mois de Janvier 1945, notre position sera déjà notablement renforcée. L'objectif à atteindre est d'une telle importance que les dépenses considérables rendues nécessaires par le pont aérien comptent peu. D'ailleurs, il n'y a pas d'autre solution que celle que nous avons adoptée. En particulier, l'idée de forcer le blocus à l'aide d'un convoi blindé lui paraît impraticable. Les Etats-Unis augmenteront sans cesse leurs forces et cet accroissement de forces nous rapprochera d'une solution que nous ne voyons pas encore clairement.

M. Bevin indique qu'il ne faut à aucun prix que les Russes puissent croire que nous envisageons de quitter Berlin. Le véritable danger commencera pour nous au moment où les Russes croiront que nous sommes sur le point de céder. Les déclarations de M. Marshall permettent de penser que nous pouvons tenir dans les conditions actuelles pendant encore un an. M. Bevin rappelle les discussions entre Churchill et Staline à Yalta au sujet de la Pologne. La lecture des textes relatifs à ces discussions qu'il a faite récemment

*Benton
à
Paulsen*

Dados - Marshall

l'a confirmé dans la conviction que tout signe de faiblesse de notre part nous serait fatal.

M. Schuman demande quelle serait la situation si, par suite de circonstances imprévisibles, le ravitaillement de Berlin par les Occidentaux devenait impossible.

M. Bevin répond qu'il est impossible d'envisager de quitter Berlin. Berlin représente actuellement un saillant dans la ligne de défense contre le communisme. Il importe, derrière ce saillant, de construire, dans les mois qui viennent, une force réelle. Si nous quittons Berlin nous ne pourrions même pas tenir sur le Rhin et toute notre politique allemande s'écroulerait.

Le Général Marshall indique alors qu'il est convaincu que la position des trois occidentaux est beaucoup plus forte qu'ils ne le pensent. Notre position, dit-il, s'est déjà considérablement fortifiée depuis quatre mois. Les récentes informations qu'il a reçues sur la situation aérienne à Berlin montrent que des réserves importantes sont déjà accumulées et qui tiennent compte des deux mauvais mois de l'hiver. Ces chiffres ne tiennent pas compte des nouveaux aérodromes à construire, ni des nouveaux avions qui seront mis en action. Nous devons gagner du temps et pendant cette période nos forces augmenteront sans cesse. Notre plus grand atout

Arthur M. Schlesinger

8.

est la bombe atomique. Les Russes ont compris maintenant que l'opinion publique américaine acceptait maintenant l'idée d'une guerre atomique. Cette conviction qu'ont maintenant les Russes est le meilleur gage de la paix et le plus grand obstacle à des initiatives armées de la part des Russes. A partir de Janvier notre situation s'améliorera très rapidement. Nous ne pouvons pas rester passifs, nous devons aller de l'avant. Notre seule faiblesse vis-à-vis des Russes est dans le domaine de la propagande.

M. Bevin reconnaît que le Choeur des occidentaux est parfois un peu cacophonique et qu'il serait bon que la propagande des trois pays soit mieux harmonisée.

Le Général Marshall indique que pour l'affaire de Berlin en particulier, une ligne de conduite commune soit arrêtée dans le domaine des informations.

M. Schuman est d'accord et ~~estime~~ estime que des contacts dans le domaine de l'information devraient être pris pour toutes les questions qui sont communes aux trois pays.

DESARMEMENT.-

M. Bevin montre le danger de la proposition de M. Vychinsky de réduire les armements d'un tiers et demande que les trois Gouvernements prennent une attitude commune vis-à-vis de cette résolution. Il fait allusion à un